

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2019/15341]

29 AOUT 2019. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

Vu le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols tel que modifié, et notamment son article 150 habilitant le Ministre à compléter, modifier ou remplacer les annexes de cet arrêté à l'exception de l'annexe 3 ;

Considérant la nécessité de mettre à jour les annexes 1, 2, 4, 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté dont question ci-avant en vue de pouvoir améliorer les procédures opérationnelles mises en place au niveau de l'administration,

Arrête :

Article 1^{er}. Les annexes 1, 2, 4, 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols sont remplacées par les annexes du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à la date du 2 mai 2019.

Namur, le 29 août 2019.

C. DI ANTONIO

ANNEXE 1

**ANNEXE 1. FORMULAIRE DE DEMANDE D'ACCES A L'INFORMATION EN
MATIERE D'ENVIRONNEMENT AUX DONNEES REPRISES DANS LA B.D.E.S.****Formulaire « INFOBDES »****FORMULAIRE DE DEMANDE D'ACCES A L'INFORMATION EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT AUX
DONNEES REPRISES DANS LA BANQUE DE DONNEES DE L'ETAT DES SOLS (B.D.E.S.)**

UN FORMULAIRE PAR PARCELLE ET PAR SOURCE.

1. Identification du demandeur :Vous êtes : Expert Notaire citoyen Autre : _ _ _ _ _

Nom :

Prénom :

Rue et n° :

CP et Commune :

Téléphone :

GSM :

Adresse email :

2. Données de la B.D.E.S .sollicitées**- Localisation de(s) la (es) parcelles**

Rue et n° :

CP et Commune :

Coordonnées cadastrales : Consultez <http://bdes.wallonie.be/portal/>

Commune :

Division :

Section :

- Numéro de parcelle :

Source des données sollicitées :

Référence du dossier identifié dans la B.D.E.S. : _ _ _ _ _

3. Réponse souhaitée : (cocher les cases correspondant à votre choix)**- Support (selon les possibilités de la source) :**

- 1. Consultation sur place
- 2. Support électronique
- 3. support papier
- 4. autre support : _ _ _ _ _

- Fourniture de la réponse :

- 5. Transmise par mail
- 6. Envoyée par voie postale recommandé avec accusé de réception
(A payer : prix du support + prix du recommandé)
- 7. Retirée par le demandeur au service source
(A payer : prix du support)

Je m'engage à payer le prix de la fourniture et de la livraison de l'information demandée. (A cocher obligatoirement pour les choix 3,4,6 et 7)

Date de la demande, _ _ _ _ _

Signature du demandeur,

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 29 août 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Namur le 29 août 2019.

C. DI ANTONIO

ANNEXE 2

**ANNEXE 2. FORMULAIRE DE DEMANDE DE RECTIFICATION DES DONNEES DE LA
BANQUE DE DONNEES DE L'ETAT DES SOLS (B.D.E.S.)**

**Formulaire de demande de « Rectification des
données de la B.D.E.S. »**

UN FORMULAIRE PAR SOURCE.**1. Identification du demandeur de rectification:**

Nom : _____

Prénom : _____

Rue et n° : _____

Code Postal et Commune : _____

Téléphone : _____ GSM : _____

Adresse email : _____ @ _____

2. Localisation géographique des parcelles

Le demandeur joint un plan de localisation des parcelles

 cadastrée(s) non-cadastrée(s)

sur lequel les parcelles sont clairement identifiées et délimitées.

3. Références cadastrales des parcelles (voir site : bdes.wallonie.be)

| Parcelle | Commune | Division | Section | Numéro |
|----------|---------|----------|---------|--------|
| 1 | | | | |
| 2 | | | | |
| 3 | | | | |
| 4 | | | | |
| 5 | | | | |
| 6 | | | | |
| 7 | | | | |
| 8 | | | | |

| | | | | | | |
|--|----|---|--|--|--|--|
| | 9 | | | | | |
| | 10 | | | | | |
| | | Si plus de 10 parcelles, document annexe joint à ce formulaire. | | | | |
| <p><u>4. Source de la donnée à rectifier</u></p> <p>Source : (indiquée dans BDES) :</p> <p>Références (indiquées dans BDES) :</p> | | | | | | |
| <p><u>5. Nature et justification de la rectification</u></p> <p>Le demandeur indique ici les raisons pour lesquelles il estime que les données reprises dans la BDES pour les parcelles sélectionnées ne sont pas correctes et les justifie par toutes les pièces qu'il juge utiles. _____</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>Liste des pièces justificatives jointes à la demande :</p> <p>1. _____</p> <p>2. _____</p> <p>3. _____</p> | | | | | | |
| <p><u>6. Date de la demande :</u></p> <p><u>Signature du demandeur :</u></p> | | | | | | |

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 29 août 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Namur le 29 août 2019.

C. DI ANTONIO

ANNEXE 3

ANNEXE 4. FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT COMME EXPERT

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT EXPERT

Le formulaire et ses annexes sont introduits par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie par voie électronique complété d'une signature électronique fournie par un dispositif approuvé par l'administration ou par toute autre voie acceptée par l'Administration et mentionnée sur ce même site internet.

Le demandeur référence les annexes au formulaire et les présente selon le libellé du présent formulaire.

Les termes « AGW sols » de ce formulaire font référence à l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Les documents et attestations requis sont les originaux et sont datés de moins de trois mois à compter de la date d'envoi de la demande.

CADRE I : IDENTITE DU DEMANDEUR**1. S'il s'agit d'une personne morale****1.1. Identité :**

Raison sociale ou dénomination (nom officiel enregistré auprès du registre national du commerce et des sociétés) :
.....

Forme juridique :

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés (pour les entreprises belges : numéro BCE) :

Numéro d'identification auprès de la TVA :

1.2. Adresse du siège social :

Pays :

Commune : Code postal :

Rue : n° boîte

Tél :

E-mail :@.....

1.3. Adresse du/des siège(s) d'exploitation intervenant dans le cadre de l'agrément et pour le(s)quel(s) la demande est effectuée :

Pays :

Commune : Code postal :

Rue : n° boîte

Personne à contacter dans le cadre de la demande (personne possédant idéalement la maîtrise de la langue française) :

NOM :

.....

Prénom:

.....

Fonction :

.....

Tél :

E-mail :@.....

Heure(s), jour(s) d'appel

préférentiel :.....

1.4. Adresse de la /des autre(s) antenne(s) en Région wallonne(*) :

Commune : Code postal :

Rue : n° boîte

Personne de contact :

NOM :

.....

Prénom:

.....

Fonction :
.....

Tél :

E-mail :@.....

(*) Ces antennes seront également renseignées dans la liste éditée sur le portail environnement de la Wallonie

1.5. Liste nominative des administrateurs, gérants ou personnes pouvant engager la société pour laquelle la demande est introduite :

1.5.1 Personnes physiques :

NOM :
.....

Prénom:.....
.....

Fonction
:.....

NOM :
.....

Prénom:
.....

Fonction :
.....

NOM :
.....

Prénom:
.....

Fonction :
.....

NOM :

.....

Prénom:

.....

Fonction :

.....

1.5.2 Personnes morales :

Raison sociale ou dénomination :

Forme juridique :

.....

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés :

.....

Raison sociale ou dénomination :

Forme juridique :

.....

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés :

.....

2. S'il s'agit d'une personne physique

2.1. Identité :

NOM :

.....

Prénom:

.....

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés (pour les entreprises belges : numéro BCE) :

.....

Numéro d'identification auprès de la TVA :

2.2. Adresse :

Pays :

Commune : Code postal :

Rue : n° boîte

Tél :

E-mail :@.....

2.3. Adresse du/des siège(s) d'exploitation intervenant dans le cadre de l'agrément et pour le(s)quel(s) la demande est effectuée :

Pays :

Commune : Code postal :

Rue : n° boîte

Personne à contacter dans le cadre de la demande (personne possédant idéalement la maîtrise de la langue française) :

NOM :

.....

Prénom:

.....

Fonction :

.....

Tél :

E-mail :@.....

Heure(s), jour(s) d'appel préférentiel(s) :

.....

2.4. Adresse de la /des autre(s) antenne(s) en Région wallonne(*) :

Commune : Code postal :

Rue : n° boîte

Personne de contact :

NOM :

.....

Prénom:

.....

Fonction :

.....

Tél :

E-mail :@.....

(*) Ces antennes seront également renseignées dans la liste éditée sur le portail environnement Wallonie

CADRE II : RENSEIGNEMENTS GENERAUX A FOURNIR PAR LE DEMANDEUR

1. Identité de la (des) personne(s) habilitée(s) proposée(s), visée(s) à l'article 27, § 1^{er}, 4^o et § 2 de l'AGW sols :

NOM :

Prénom:

Tél :

E-mail :@.....

NOM :

Prénom:

Tél :

E-mail :@.....

2. Identité de la (des) personne(s) qualifiée(s) pour l'utilisation et l'interprétation du modèle d'analyse des risques pour la santé humaine des polluants du sol et de modèle(s) d'analyse des risques

de dispersion des polluants dans les eaux souterraines, acceptés par l'administration, visée(s) à l'article 27, § 1^{er}, 3^o de l'AGW sols:

NOM :

.....

Prénom:

.....

Tél :.....

E-mail :@.....

NOM :

.....

Prénom:

.....

Tél :

E-mail :@.....

3. Identité de la (des) personne(s) qualifiée(s) dans le domaine des techniques et du suivi des travaux d'assainissement, visée(s) à l'article 27, § 1^{er}, 1^o de l'AGW sols:

NOM :

.....

Prénom:

.....

Tél :.....

E-mail :@.....

NOM :

.....

Prénom:

.....

Tél :

E-mail :@.....

4. Identité du Responsable Qualité:

NOM :

.....

Prénom:

.....

Tél:

E-mail :@.....

CADRE III : ANNEXES

Le demandeur veille à référencer et à présenter les annexes selon le libellé du présent formulaire.

Les annexes supplémentaires sont également numérotées suivant une numérotation continue.

Documents d'identification de la personne (physique ou morale) qui sollicite l'agrément (visée au cadre I, point 1.1 ou.2.1)

Annexe 1 Fournir une copie de l'extrait apportant la preuve d'enregistrement auprès du registre national de commerce et des sociétés

Annexe 2 (si le demandeur est une personne morale) Fournir une copie de la publication des statuts, en version coordonnée, de la personne morale ou une copie certifiée conforme de la demande de publication des statuts

Compétences nécessaires à l'exercice de l'agrément

Annexe 3 Joindre le tableau « **Expérience/qualifications** » mis à disposition sur le portail environnement de la Wallonie dûment complété, daté et signé par le demandeur et par chacune des personnes visées à l'article 27, § 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o et 4^o de l'AGW sols.

Ce tableau reprend :

- l'identité des personnes physiques engagées pour répondre aux prescriptions au titre desquelles l'agrément est demandé ;
- les qualifications de ces personnes : diplôme / nombre d'années d'expérience en relation avec l'agrément sollicité acquise au cours des trois à six ans précédant la date de la demande ;
- les matières couvertes par chaque personne en regard des compétences nécessaires à l'exercice de l'agrément ;
- pour les personnes qualifiée(s) pour l'utilisation et l'interprétation du/des modèle(s) d'analyse des risques visée(s) à l'article 27, § 1^{er}, 3^o de l'AGW sols, le nom du/des modèle(s) d'analyse des risques maîtrisé(s) ;
- le type de contrat et la durée d'engagement.

Données spécifiquement requises pour la (les) personne(s) habilitée(s) visée(s) à l'article 27, § 1^{er}, 4^o et § 2 de l'AGW sols.

Fournir pour chacune des personnes habilitées :

- Annexe 4 : un curriculum vitae détaillé faisant le relevé des diplômes et faisant au minimum état de l'expérience acquise au cours des trois à six ans précédant la date de la demande d'agrément ;
- Annexe 5 : copie du (des) diplôme(s) ;
- Annexe 6 : copie du contrat de travail liant la personne habilitée au demandeur d'agrément (ou un document contresigné par les deux parties attestant d'un engagement au sein de la société sous forme d'un contrat de travail au sens de la loi la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, avec indication de la durée).

Données spécifiquement requises pour la (les) personne(s) qualifiée(s) pour l'utilisation et l'interprétation du modèle d'analyse des risques pour la santé humaine des polluants du sol et de modèle(s) d'analyse des risques de dispersion des polluants dans les eaux souterraines, acceptés par l'administration, visée(s) à l'article 27, § 1^{er}, 3^o de l'AGW sols

- Annexe 7 : Fournir pour chacune des personnes qualifiées pour l'utilisation et l'interprétation du modèle d'analyse des risques : un curriculum vitae assorti d'une note démontrant l'expérience d'utilisation du (des) modèle(s) d'évaluation des risques.

Données spécifiquement requises pour la (les) personne(s) compétente(s) dans le domaine des techniques et du suivi des travaux d'assainissement, visée(s) à l'article 27, § 1^{er}, 1^o de l'AGW sols

- Annexe 8 : Fournir pour chacune des personnes compétentes dans le domaine des techniques et du suivi des travaux d'assainissement : un

curriculum vitae faisant le relevé des diplômes et faisant état de l'expérience dans le domaine des techniques et du suivi des travaux d'assainissement acquise au cours des trois à six ans précédant la date de la demande d'agrément.

Garanties morales et financières

a) Si le demandeur est une personne morale :

Annexe 9.1. Fournir pour le demandeur visé au cadre I, point 1.1 (personne morale) une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par une personne pouvant engager la société), attestant que le demandeur :

- n'a pas encouru une condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction:
 - o aux législations environnementales régionales ou fédérales ou toute législation similaire d'un Etat membre de l'Union européenne (pour la Région wallonne, viser les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement);
 - o en matières sociales, fiscales et/ou financières.
- est en ordre en matière d'obligations sociales (sécurité sociale) et fiscales (contributions directes et TVA) ;
- dispose des garanties financières suffisantes pour accomplir les missions pour lesquelles l'agrément est sollicité ;
- dispose du matériel et des moyens techniques, informatiques et humains nécessaires pour assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis ;
- dispose d'une capacité rédactionnelle suffisante en langue française / allemande¹ ;
- n'exerce pas, directement ou indirectement, personnellement ou par l'entremise d'une tierce personne physique ou morale, une fonction de direction ou de gestion dans une entreprise qui exerce une activité de production, de contrôle qualité ou de gestion de terres au sens de l'article 5 du décret du 1er mars 2018 ou une activité ayant pour objet la réalisation d'actes et travaux d'assainissement.

Annexe 9.2 Fournir pour chacun des administrateurs, gérants ou personnes pouvant engager la société pour laquelle la demande est introduite visées au cadre I., point 1.5.1 une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, attestant qu'il/elle :

- n'a pas été condamné(e) à une privation de ses droits civils et politiques produisant encore ses effets ;
- n'a pas encouru une condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction:
 - o aux législations environnementales régionales ou fédérales ou toute législation similaire d'un Etat membre de l'Union européenne (pour la Région wallonne, viser les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008

¹ Supprimer la mention inutile

relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement);

- o en matières sociales, fiscales et/ou financières.

-

Annexe 9.3 Fournir, pour chacune des sociétés administratrices visées au cadre I., point 1.5.2, une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par une personne pouvant engager ladite société, attestant que la société

:

- n'a pas encouru une condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction:
 - o aux législations environnementales régionales ou fédérales ou toute législation similaire d'un Etat membre de l'Union européenne (pour la Région wallonne, viser les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement);
 - o en matières sociales, fiscales et/ou financières.

b) Si le demandeur est une personne physique :

Annexe 10 Fournir pour le demandeur visé au cadre I, point 2.1 (personne physique), une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée, attestant que le demandeur :

- n'a pas été condamné à une privation de ses droits civils et politiques produisant encore ses effets ;
- n'a pas encouru une condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction:
 - o aux législations environnementales régionales ou fédérales ou toute législation similaire d'un Etat membre de l'Union européenne (pour la Région wallonne, viser les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement);
 - o en matières sociales, fiscales et/ou financières.
- est en ordre en matière d'obligations sociales (sécurité sociale) et fiscales (contributions directes et TVA) ;
- dispose des garanties financières suffisantes pour accomplir les missions pour lesquelles l'agrément est sollicité ;
- dispose du matériel et des moyens techniques, informatiques et humains nécessaires pour assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis ;
- dispose d'une capacité rédactionnelle suffisante en langue française / allemande¹ ;
- n'exerce pas, directement ou indirectement, personnellement ou par l'entremise d'une tierce personne physique ou morale, une fonction de direction ou de gestion dans une entreprise qui exerce une activité de production, de contrôle qualité ou de gestion de terres au sens de l'article

5 du décret du 1er mars 2018 ou une activité ayant pour objet la réalisation d'actes et travaux d'assainissement.

c) Pour tout type de demandeur (personne morale ou physique) :

Annexe 11 Fournir les déclarations sur l'honneur, dûment datée et signée par chacune des personnes compétentes dans le domaine des techniques et du suivi des travaux d'assainissement (visées à l'article 27 alinéa 1^{er}, 1^o de l'AGW sols) et qualifiées pour l'utilisation et l'interprétation du modèle d'analyse des risques pour la santé humaine des polluants du sol et de modèle(s) d'analyse des risques de dispersion des polluants dans les eaux souterraines, acceptés par l'administration (visées à l'alinéa 1er, 3^o de l'AGW sols), attestant qu'il/elle :

- n'a pas été condamné à une privation de ses droits civils et politiques produisant encore ses effets ;
- n'a pas encouru une condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction:
 - o aux législations environnementales régionales ou fédérales ou toute législation similaire d'un Etat membre de l'Union européenne (pour la Région wallonne, viser les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement);
 - o en matières sociales, fiscales et/ou financières.
- s'engage à suivre les modules de formation organisés par l'administration ou son mandataire couvrant le domaine de compétences qui lui est propre (évaluation des risques/techniques d'assainissement).

Annexe 12 Fournir les déclarations sur l'honneur, dûment datée et signée par chacune des personnes habilitées (visées à l'article 27, § 1^{er}, 4^o et § 2 de l'AGW sols), attestant qu'il/elle :

- n'a pas été condamné à une privation de ses droits civils et politiques produisant encore ses effets ;
- n'a pas encouru une condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction:
 - o aux législations environnementales régionales ou fédérales ou toute législation similaire d'un Etat membre de l'Union européenne (pour la Région wallonne, viser les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement);
 - o en matières sociales, fiscales et/ou financières.
- possède la maîtrise de la langue française / allemande¹ ;
- s'engage à suivre :
 - o les modules de formation continue organisés par l'Administration au sujet de la législation et de ses évolutions, et de la pratique administrative ;
 - o des séances d'information ou de formation reconnues par l'administration comme étant en rapport avec ses obligations à concurrence d'au minimum 6 heures par an.

Matériel et moyens techniques, informatiques et humains visés à l'article 26, alinéa 1^{er}, 8^o, à l'article 27, §1^{er} 3^o ainsi qu'à l'article 51 1^o de l'AGW sols.

Annexe 13 : Joindre le relevé du matériel, ainsi que des moyens techniques, informatiques et humains dont le demandeur dispose pour mettre en œuvre les méthodes et procédures légales et assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis, en ce compris les missions de préleveur².

Lister également les logiciels d'études de risques dont le demandeur dispose.

Contrat d'assurance visé à l'article 27, § 1^{er}, 5^o ainsi qu'à l'article 51 2^o de l'AGW sols.

Annexe 14 : Fournir un engagement du demandeur et de la compagnie d'assurances à contracter dans le mois de la notification de l'agrément, une assurance responsabilité civile professionnelle et exploitation couvrant les activités pour lesquelles l'agrément est demandé, en ce compris les missions de préleveur.

Système de management de la qualité portant sur les prestations fournies dans le cadre de l'agrément sollicité visé à l'article 27, § 1^{er}, 6^o et § 3 de l'AGW sols.

Annexe 15 : Fournir :

- soit copie du certificat ISO 9001 : 2015 (ou postérieur) valide ;
- soit copie du manuel d'assurance qualité.

Engagement à respecter les règles et à se soumettre aux mesures de contrôle.

Annexe 16 : Joindre la déclaration dont le modèle est fourni par l'administration par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie, selon laquelle le demandeur s'engage à se soumettre aux dispositions légales et réglementaires, notamment à respecter et faire respecter les règles ainsi qu'à se soumettre aux mesures de contrôle et de sanctions qui sont définies aux articles 30 à 35, 48 et 52 à 55 de l'AGW sols, dûment datée et signée par une personne pouvant engager la société.

² Les personnes en charge des prélèvements doivent être identifiées au sein du tableau annexe 3 (il ne peut en aucun cas s'agir des personnes exclusivement compétentes en technique d'assainissement et suivi des travaux d'assainissement ni des personnes exclusivement qualifiées analyse de risques). Pour rappel, l'article 48 de l'AGW sols identifie les personnes autorisées à réaliser des prélèvements.

Conditions particulières applicables aux dossiers de demande de renouvellement d'agrément (article 29 de l'AGW sols³) :

Annexe 17 : Joindre le dernier rapport de conformité, jugé favorable par l'Administration.

Le ou les soussignés,, personne(s) identifiée(s) au cadre I., point 1.5.1 ou 2.1, déclare(nt) et certifie(nt) sur l'honneur que les informations reprises au sein du présent formulaire et de ses annexes, sont complètes et exactes.

Fait à, le

Signature

Le formulaire et ses annexes sont introduits par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie par voie électronique complété d'une signature électronique fournie par un dispositif approuvé par l'administration ou par toute autre voie acceptée par l'Administration et mentionnée sur ce même site internet.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 29 août 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Namur le 29 août 2019.

C. DI ANTONIO

³ **Art. 29.** § 1^{er}. Si le demandeur est agréé, l'agrément d'expert peut être renouvelé pour une ou plusieurs périodes équivalentes, moyennant le respect des conditions suivantes :

1° l'agrément en cours n'est pas suspendu ;

2° le titulaire de l'agrément dispose d'un rapport de conformité jugé favorable par l'Administration.

§ 2. La demande de renouvellement de l'agrément est introduite, par le titulaire de l'agrément, cent-vingt jours avant l'extinction de l'agrément en cours.

ANNEXE 4

ANNEXE 5. FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT COMME LABORATOIRE

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT LABORATOIRE

Introduire un formulaire de demande d'agrément par siège d'exploitation concerné.

Le formulaire et ses annexes sont introduits par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie par voie électronique complété d'une signature électronique fournie par un dispositif approuvé par l'administration ou par toute autre voie acceptée par l'Administration et mentionnée sur ce même site internet.

Le demandeur référence les annexes et les présente selon le libellé du présent formulaire.

Les documents et attestations requis sont les originaux et de date récente (datés de moins de trois mois à compter de la date d'envoi de la demande).

Les termes « décret sols » et « AGW sols » de ce formulaire font référence respectivement au décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols et à l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Le formulaire est utilisé :

- 1. dans le cadre de l'étape préalable d'introduction de la demande d'enquête technique auprès de l'ISSeP (les annexes 12 à 16, 19 et 20 ne doivent pas être fournies) ;*
- 2. dans le cadre de l'introduction de la demande d'agrément auprès de l'Administration (la version complète doit être fournie).*

CADRE I : OBJET DE LA DEMANDE

La demande concerne l'agrément en qualité de laboratoire* :

0 de **catégorie 1** (agrément « complet » : le laboratoire met en œuvre toutes les analyses prévues à l'annexe I du décret tel qu'en vigueur) (cfr Annexe 1 à fournir au cadre III de ce formulaire)

0 de **catégorie 2** (agrément « partiel » : le laboratoire met en œuvre une partie des analyses prévues à l'annexe I du décret tel qu'en vigueur ; les paramètres choisis sont précisés, par type de matrice (matrices sol ou eau), au sein d'une annexe (ils peuvent porter sur des packs analytiques - matrices sol/eau ou analyses

organiques/minérales, etc.)) (cfr Annexe 1 à fournir au cadre III de ce formulaire)

0 de **catégorie 3** (agrément « complémentaire » : le laboratoire met en œuvre les analyses concernant les paramètres ou matrices non prévus à l'annexe I du décret tel qu'en vigueur : les paramètres choisis sont précisés au sein d'une annexe (cfr Annexe 1 à fournir au cadre III de ce formulaire)

(*) Cocher la ou les catégories(s) demandée(s).

CADRE II : IDENTITE DU DEMANDEUR

1. Identité :

Raison sociale ou dénomination (nom officiel enregistré auprès du registre national du commerce et des sociétés) :
.....

Forme juridique :

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés (pour les entreprises belges : numéro BCE) :

Numéro d'identification auprès de la TVA :

2. Adresse du siège social :

Pays :

Commune : Code postal :

Rue : n° boîte

Tél:

E-mail :@.....

3. Liste nominative des administrateurs, gérants ou personnes pouvant engager la société pour laquelle la demande est introduite :

3.1 Personnes physiques :

NOM :

Prénom :

Fonction :

NOM :

Prénom :

Fonction :

NOM :

Prénom :

Fonction :

3.2 Personnes morales :

Raison sociale ou dénomination :

Forme juridique :

.....

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés :

.....

Raison sociale ou dénomination :

Forme juridique :

.....

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés :

.....

4. Adresse du siège d'exploitation visé par la demande :

Pays :

Commune : Code postal :

Rue : n° boîte

5. Personne à contacter dans le cadre de la demande administrative (personne possédant idéalement la maîtrise de la langue française) :

NOM :

Prénom :

Fonction :

Tél :

E-mail :@.....

Heure(s), jour(s) d'appel préférentiel(s) :

6. Identité de la (des) personne(s) habilitée(s) chargée(s) de garantir tant la bonne application des règles édictées en Région wallonne dans le cadre des activités liées à l'agrément que la bonne mise en œuvre des mesures de qualité par rapport aux prestations fournies dans le cadre de l'agrément proposée(s), visée(s) à l'article 39, § 1^{er}, 2^o et § 2 de l'AGW sols

NOM :

Prénom :

Tél :

E-mail :@.....

NOM :

Prénom :

Tél :

E-mail :@.....

7. Interlocuteur(s) technique(s) visé(s) à l'article 38, 7^o de l'AGW sols, chargé(s) d'assurer les contacts avec l'administration et ses représentants, justifiant des connaissances techniques requises par l'agrément ainsi que d'une maîtrise suffisante de la langue française (ou allemande) :

NOM :

Prénom :

Fonction :

Tél :

Fax :

E-mail :@.....

Heure(s), jour(s) d'appel préférentiel(s) :

8. Identité du Responsable Qualité :

NOM :

Prénom:

Tél :

E-mail :@.....

CADRE III : ANNEXES

Le demandeur veille à référencer et à présenter les annexes selon le libellé du présent formulaire.

Les annexes supplémentaires sont également numérotées suivant une numérotation continue.

Paramètres pour lesquels l'agrément est demandé

Annexe 1 Joindre la liste « **Paramètres_Agrément_Laboratoire** » mise à disposition sur le site internet portail environnement de la Wallonie dûment complétée, datée et signée.

Annexe 2 Joindre le « **Tableau récapitulatif général** »¹ mis à disposition sur le site internet portail environnement de la Wallonie dûment complété : identifier, au sein de ce tableau, les paramètres pour lesquels l'agrément est demandé.

En cas de recours à la sous-traitance :

- identifier, au sein de ce tableau les paramètres pour lesquels la sous-traitance est prévue ;
- indiquer, pour les paramètres du point a., le numéro d'agrément du laboratoire agréé chargé de la sous-traitance ;
- fournir **copie de la convention de sous-traitance**, avec identification du site d'exploitation et indication de la durée de la sous-traitance (Annexe 3).

¹ correspondant à l'annexe 6 de l'AGW sols

Dans le cas où les méthodes appliquées par le demandeur ne correspondent pas toutes aux méthodes du CWEA, fournir exclusivement à l'ISSeP (dans le cadre de la demande d'enquête technique), pour la (les) méthode(s) concernée(s), en complément à l'Annexe 2, soit :

- un rapport d'équivalence dûment justifié (établi conformément aux principes du CWEA),
- toute information technique nécessaire au travail d'évaluation, par l'ISSeP, de l'équivalence.

Documents d'identification de la personne morale qui sollicite l'agrément (visée au cadre II 1. et 2.)

Annexe 4 Fournir une copie de la publication des statuts (version coordonnée) de la personne morale ou une copie certifiée conforme de la demande de publication des statuts

Annexe 5 Fournir une copie de l'extrait apportant la preuve d'enregistrement auprès du registre national de commerce et des sociétés

Documents spécifiques au siège d'exploitation pour lequel la demande est introduite (organisation, compétences)

Annexe 6 Fournir un organigramme détaillé du siège d'exploitation, intégrant l'interlocuteur technique (visé à l'article 38, 7° de l'AGW sols) ainsi que les responsable(s) de laboratoire, les personne(s) habilitée(s), (visées à l'article 39, § 1^{er}, 1° et 2° de l'AGW sols) et le responsable qualité ;

Annexe 7 Fournir un organigramme situant le laboratoire au sein de la structure-mère

Annexe 8 Joindre le tableau « **Expérience _ qualifications** » mis à disposition sur le site internet portail environnement de la Wallonie dûment complété, daté et signé par le demandeur et par chacune des personnes visées aux articles 38, 7° et 39 § 1^{er}, 1° et 2° de l'AGW sols (interlocuteur technique, responsable(s) de laboratoire et personne(s) habilitée(s)).

Ce tableau reprend notamment :

- l'identité des personnes physiques engagées pour répondre aux prescriptions au titre desquelles l'agrément est demandé ;
- les qualifications de ces personnes : diplôme / nombre d'années d'expérience (en relation avec l'agrément sollicité) acquise au cours des trois à six ans précédant la date de la demande ;
- la responsabilité de chaque personne au sein du siège d'exploitation, en lien avec l'exercice de l'agrément ;
- le type de contrat et la durée d'engagement.

Données spécifiquement requises pour la (les) personne(s) habilitée(s) visée(s) à l'article 39, § 1^{er}, 2^o et § 2 de l'AGW sols

Fournir pour chacune des personnes habilitées :

- Annexe 9 : un curriculum vitae détaillé faisant le relevé des diplômes et faisant au minimum état de l'expérience acquise au cours des trois à six ans précédant la date de la demande d'agrément ;
- Annexe 10 : copie du (des) diplôme(s) ;
- Annexe 11 : copie du contrat de travail liant la personne habilitée au demandeur d'agrément (ou un document contresigné par les deux parties attestant d'un engagement au sein de la société sous forme d'un contrat de travail au sens de la loi la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, avec indication de la durée).

Garanties morales et financières (les annexes 12 à 16 ne font pas partie du formulaire de demande d'agrément à fournir à l'ISSeP dans le cadre de la demande d'enquête technique)

Annexe 12 Fournir pour le demandeur visé au cadre II. 1 et 2 (personne morale), une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par une personne pouvant engager la société, attestant que le demandeur :

- justifie d'une activité ayant un lien effectif et durable avec l'économie du pays dans lequel elle est implantée ;
- n'a pas encouru de condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction aux législations environnementales régionales (pour la Région wallonne, ceci vise les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement), fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;
- n'est pas sous le coup d'une condamnation aux législations sociales, fiscales et financières ;
- a rempli ses obligations sociales (en matière de sécurité sociale) et fiscales (en matière de contributions directes et de TVA) ;
- dispose de garanties financières suffisantes ;
- dispose d'une capacité rédactionnelle suffisante en langue française ou allemande dans ses rapports avec l'Administration et ses représentants ;
- n'a pas, à titre propre ou via une personne qui exerce, pour son compte, une fonction de direction ou de gestion, directement ou indirectement, dans une activité de production, de contrôle qualité ou de gestion de terres au sens de l'article 5 du décret du 1er mars 2018 ou dans une activité ayant pour objet la réalisation matérielle d'actes et travaux d'assainissement.

Annexe 13 Fournir, pour chacune des personnes visées au cadre II. 3.1 (administrateurs, gérants ou personnes pouvant engager la société), une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, attestant qu'il/elle :

- n'a pas encouru de condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction aux législations

environnementales régionales (pour la Région wallonne, ceci vise les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement), fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;

- n'a pas été condamnée à une privation de ses droits civils et politiques produisant encore ses effets.

Annexe 14 Fournir, pour chacune des sociétés administratrices visées au cadre II. 3.2, une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par une personne pouvant engager ladite société, attestant que la société :

- n'a pas encouru de condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction aux législations environnementales régionales (pour la Région wallonne, ceci vise les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement), fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;

Annexe 15 Fournir les déclarations sur l'honneur, dûment datée et signée par chacun des responsables de laboratoire visés à l'article 39, § 1^{er}, 1^o de l'AGW sols, attestant qu'il/elle :

- n'a pas encouru de condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction aux législations environnementales régionales (pour la Région wallonne, ceci vise les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement), fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;
- n'a pas été condamnée à une privation de ses droits civils et politiques produisant encore ses effets.

Annexe 16 Fournir les déclarations sur l'honneur, dûment datée et signée par chacune des personnes habilitées visées à l'article 39, § 1^{er}, 2^o et § 2 de l'AGW sols, attestant qu'il/elle :

- n'a pas encouru de condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction aux législations environnementales régionales (pour la Région wallonne, ceci vise les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement), fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;
- n'a pas été condamnée à une privation de ses droits civils et politiques produisant encore ses effets ;
- s'engage à suivre les modules de formation continue organisés par l'Administration au sujet de la législation et de ses évolutions, et de la pratique administrative..

Matériel et moyens techniques, informatiques et humains visés à l'article 39, § 1^{er}, 3^o de l'AGW sols

Annexe 17 : Joindre le relevé du matériel et des moyens techniques, informatiques et humains dont le demandeur dispose pour mettre en œuvre les méthodes et procédures légales (définies notamment dans le CWEA et le CWBP) et assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis, établi le cas échéant selon le modèle fourni par l'administration par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie.

Système de gestion de la qualité reconnu visé à l'article 39, § 1^{er}, 4^o de l'AGW sols

Annexe 18 : Apporter la preuve que le demandeur met en œuvre un système de gestion de la qualité reconnu, portant sur l'ensemble des activités organisationnelles et techniques du laboratoire², par la fourniture:

- a. soit de la copie du certificat d'accréditation ISO 17025 (incluant au minimum un paramètre analysé) ;
- b. soit des documents attestant de la mise en œuvre d'un autre système de gestion de la qualité organisationnelle et technique des activités de laboratoire, prescrit ou préalablement accepté par l'administration sur base d'un rapport de l'ISSeP.

Rapport d'enquête technique de l'ISSeP visé à l'article 41 et planning de mise en œuvre des dispositions de l'article 39, § 1^{er}, 5^o de l'AGW sols (l'annexe 19 ne fait pas partie du formulaire de demande d'agrément à transmettre à l'ISSeP dans le cadre de la demande d'enquête technique).

Annexe 19 : Fournir le rapport de l'ISSeP visé à l'article 41 de l'AGW sols, accompagné de la réponse du demandeur aux manquements éventuellement mis en évidence par l'ISSeP lors de son enquête technique ainsi que, pour les manquements devant être réglés préalablement à l'introduction de la demande d'agrément, les éléments de démonstration requis.

Ce rapport intègre le « **Tableau récapitulatif général** » mis à disposition par l'administration sur le Portail environnement de la Wallonie (cfr Annexe 2 du cadre III du présent formulaire), dûment complété et signé par les parties (ISSeP/Laboratoire).

Dans le cas où les méthodes appliquées par le demandeur ne correspondent pas toutes aux méthodes du CWEA, ce rapport intègre également, pour la (les) méthode(s) concernée(s), soit :

² Le système de gestion de la qualité s'applique à l'ensemble des activités du laboratoire : ce point doit être cautionné par l'ISSeP et mentionné dans son rapport d'enquête technique (Annexe 18)

- l'avis de l'ISSeP sur le rapport d'équivalence établi conformément aux principes du CWEA,
- la fiche justificative de l'équivalence établie par l'ISSeP.

Engagement à respecter les règles et à se soumettre aux mesures de contrôle (l'annexe 20 ne fait pas partie du formulaire de demande d'agrément à transmettre à l'ISSeP dans le cadre de la demande d'enquête technique)

Annexe 20 : Joindre la déclaration dont le modèle est fourni par l'administration par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie, selon laquelle le demandeur s'engage à se soumettre aux dispositions légales et réglementaires, notamment à respecter et faire respecter l'ensemble des règles visées aux articles 42 et 43 de l'AGW sols et à se soumettre aux mesures de contrôle et de sanctions visées aux articles 44 à 47 du même AGW, dûment datée et signée par une personne pouvant engager la société.

Le ou les soussignés,, personne(s) identifiée(s) au cadre II., point 3.1, déclare(nt) et certifie(nt) sur l'honneur que les informations reprises eu sein du présent formulaire et de ses annexes, sont complètes et exactes.

Fait à, le

Signature

Le formulaire et ses annexes sont introduits par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie par voie électronique complété d'une signature électronique fournie par un dispositif approuvé par l'administration ou par toute autre voie acceptée par l'Administration et mentionnée sur ce même site internet.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 29 août 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Namur le 29 août 2019.

C. DI ANTONIO

ANNEXE 5

ANNEXE 6. TABLEAU RECAPITULATIF GENERAL

Tableau récapitulatif général à fournir à l'ISSeP lors de la demande d'enquête technique auprès de l'ISSeP

| A. Tableau récapitulatif général | | | | | | | | | |
|--|--------------|-----------------------------|--|----------------------------------|---------------------------|---|---|--|---|
| A compléter par le LABORATOIRE préalablement à l'enquête technique de l'ISSeP | | | | | | A compléter par l'ISSeP | | A compléter par le LABORATOIRE au cours de l'enquête technique de l'ISSeP (en accord avec l'ISSeP) | |
| Paramètre (1) | N° fiche (2) | N° de référence interne (3) | Identification de la méthode appliquée | | | La méthode appliquée est accréditée (Oui-Non) (7) | Examen par l'ISSeP de la conformité, au décret du 1 ^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, de la méthode appliquée par le Laboratoire (8) | Méthode CWEA (9) | Engagement du Laboratoire à mettre en œuvre, pour la date prévue, la méthode CWEA ou équivalente (10) |
| | | | Méthode CWEA (réf) (4) | Méthode internationale (réf) (5) | Méthode interne (réf) (6) | | | | |
| (1) : Identification du paramètre + (CAS) : paramètres pour le(s)quel(s) l'agrément Laboratoire est demandé | | | | | | | | | |
| (2) : N° de la Fiche d'informations relatives au protocole , rédigée en conformité avec le CWEA et jointe en annexe au présent tableau | | | | | | | | | |
| (3) : N° de référence interne de la méthode | | | | | | | | | |
| (4)/(5)/(6) : Le laboratoire identifie les méthodes appliquées pour le paramètre et ne remplit qu'une colonne sur les trois ; dans la colonne (4) : faire référence au protocole de Prétraitement et au protocole d'Analyse définis dans le CWEA (Matrice sol : S-I-xx et S-II-xx ou S-III-xx / Matrice eau : E-II-xx ou E-III-xx) | | | | | | | | | |
| (7) : La méthode appliquée est accréditée (Oui-Non) | | | | | | | | | |
| (8) : est considérée comme conforme une méthode qui est soit exactement correspondante au CWEA, soit reconnue comme équivalente au CWEA ; l'ISSeP indique : (a) si la méthode Correspond (C) ou Ne Correspond pas (NC) à la méthode annoncée par le laboratoire et reprise au sein de la colonne (4) ; (b) si la méthode appliquée par le laboratoire et reprise au sein des colonnes (5) ou (6) est Equivalente (E + n°rapport ISSeP) ou N'est pas Equivalente (NE) à la méthode CWEA référencée au sein de la colonne (9) | | | | | | | | | |
| (10) : le laboratoire indique la date projetée de mise en œuvre effective de la méthode CWEA ou équivalente, définie en accord avec l'ISSeP (délai maximum admissible, selon le cas : (a) si le laboratoire déclare mettre en œuvre la méthode du CWEA en colonne (4) et que l'ISSeP ne confirme pas la correspondance entre le protocole appliqué par le laboratoire et la méthode annoncée (CWEA) : 6 mois ; (b) si le laboratoire déclare mettre en œuvre une méthode qui n'est pas celle du CWEA en colonne (5) ou (6) et que le laboratoire n'a pas obtenu l'équivalence à la date de l'ET : 2 ans (1 an pour démontrer l'équivalence + 1 an pour mettre en œuvre la méthode équivalente en routine)). | | | | | | | | | |
| Matrice : sol | | | | | | | | | |
| Métaux/métalloïdes | | | | | | | | | |
| arsenic (CAS-7440-38-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | S-II-2.2 | | |
| Prétraitement | | | | | | | S-I-I | | |
| cadmium (CAS-7440-43-9) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| chrome total | | | | | | | | | |
| Chrome : CAS 7440-47-3 | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | | |

| | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|---|
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Chrome III : CAS-16065-83-1 (les valeurs proposées dans le décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols pour le chrome total se basent sur le chrome trivalent) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| chrome VI (CAS-18540-29-9) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-4 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| cuivre (CAS-7440-50-8) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| mercure (Hg inorganique : CAS-7487-94-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-3 | - |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| nickel (CAS-7440-02-0) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| plomb (CAS-7439-92-1) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| zinc (CAS-7440-66-6) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Hydrocarbures aromatiques non halogénés | | | | | | | | | |
| benzène (CAS-71-42-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Ethylbenzène (CAS-100-41-4) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Toluène (CAS-108-88-3) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Xylènes (somme) (CAS-1330-20-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Styrene (CAS-100-42-5) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Phénol (CAS-000108-95-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-2.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Hydrocarbures aromatiques polycycliques non halogénés | | | | | | | | | |
| Naphtalène (CAS-91-20-3) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 ; S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |

| | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--------------------------|--|
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Acénaphthylène (CAS-208-96-8) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Acénaphthène (CAS-83-32-9) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Fluorène (CAS-86-73-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Phénanthrène (CAS-85-01-8) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Anthracène (CAS-120-12-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Fluoranthène (CAS-206-44-0) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Pyrène (CAS-129-00-0) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Benzo(a)anthracène (CAS-56-55-3) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Chrysène (CAS-218-01-9) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Benzo(b)fluoranthène (CAS-205-99-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Benzo(k)fluoranthène (CAS-207-08-9) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| benzo(a)pyrène (CAS-50-32-8) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Dibenzo(ah)anthracène (CAS-53-70-3) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Benzo(g,h,i)pérylène (CAS-191-24-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Prétraitement | | | | | | | | | |
| Indéno(1,2,3-c,d)pyrène (CAS-193-39-5) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |

| | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II-1.2.2</i> |
| chrome VI (CAS-18540-29-9) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-II-3</i> |
| cuivre (CAS-7440-50-8) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II-1.2.2</i> |
| mercure (Hg inorganique : CAS-7487-94-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-II-2.1 ; E-II-2.2</i> |
| nickel (CAS-7440-02-0) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II-1.2.2</i> |
| plomb (CAS-7439-92-1) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II-1.2.2</i> |
| zinc (CAS-7440-66-6) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II-1.2.2</i> |
| Hydrocarbures aromatiques non halogénés | | | | | | | | | |
| benzène (CAS-71-42-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-III-1.1 ; E-III-1.2</i> |
| Ethylbenzène (CAS-100-41-4) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-III-1.1 ; E-III-1.2</i> |
| Toluène (CAS-108-88-3) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-III-1.1 ; E-III-1.2</i> |
| Xylènes (somme) (CAS-1330-20-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-III-1.1 ; E-III-1.2</i> |
| Styrene (CAS-100-42-5) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-III-1.1 ; E-III-1.2</i> |
| Phénol (CAS-000108-95-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>néant (réf E-III-2.2 mais non existante)</i> |
| Hydrocarbures aromatiques polycycliques non halogénés | | | | | | | | | |
| Naphtalène (CAS-91-20-3) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-III-1.1 ; E-III-1.2 ; E-III-3.1 ; E-III-3.2</i> |
| Acénaphtylène (CAS-208-96-8) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-III-3.1 ; E-III-3.2</i> |
| Acénaphène (CAS-83-32-9) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-III-3.1 ; E-III-3.2</i> |
| Fluorène (CAS-86-73-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-III-3.1 ; E-III-3.2</i> |
| Phénanthrène (CAS-85-01-8) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-III-3.1 ; E-III-3.2</i> |
| Anthracène (CAS-120-12-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | <i>E-III-3.1 ; E-III-3.2</i> |

| | | | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|--|--|--------------------------|
| Fluoranthène (CAS-206-44-0) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Pyrène (CAS-129-00-0) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Benzo(a)anthracène (CAS-56-55-3) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Chrysène (CAS-218-01-9) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Benzo(b)fluoranthène (CAS-205-99-2) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Benzo(k)fluoranthène (CAS-207-08-9) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| benzo(a)pyrène (CAS-50-32-8) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Dibenzo(ah)anthracène (CAS-53-70-3) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Benzo(g,h,i)pérylène (CAS-191-24-2) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Indéno(1,2,3-c,d)pyrène (CAS-193-39-5) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Hydrocarbures chlorés | | | | | | | | |
| Dichlorométhane (CAS-75-09-2) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Trichlorométhane (CAS-67-66-3) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Tetrachlorométhane (CAS-56-23-5) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Tetrachloroéthène (PCE) (CAS-127-18-4) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Trichloroéthène (TCE) (CAS-79-01-6) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| 1,2-Dichloroéthène (somme) (DCE) | | | | | | | | |
| cis-DCE (CAS-156-59-2) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Prétraitement | | | | | | | | |
| trans-DCE (CAS-156-60-5) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Prétraitement | | | | | | | | |
| Chloroéthène (VC) (CAS-75-01-4) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| 1,1,1 - trichloroéthane (1,1,1-TCA) (CAS-71-55-6) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| 1,1,2 - trichloroéthane (1,1,2 - TCA) (CAS-79-00-5) | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| 1,2 - dichloroéthane (1,2 - DCA) (CAS-107-06-2) | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--------------------------|--|
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 | |
| Cyanures | | | | | | | | | | |
| Cyanures libres (CAS-57-12-5) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-II-4 | |
| Autres composés organiques | | | | | | | | | | |
| Methyl-tert-butyl-éther (MTBE) (CAS-1634-04-4) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 | |
| Hydrocarbures pétroliers | | | | | | | | | | |
| Fraction EC > 5-8 (pas de CAS) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-4 | |
| Fraction EC > 8-10 (pas de CAS) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-4 | |
| Fraction EC >10-12 (pas de CAS) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-5 | |
| Fraction EC > 12-16 (pas de CAS) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-5 | |
| Fraction EC > 16-21 (pas de CAS) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-5 | |
| Fraction EC > 21-35 (pas de CAS) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-5 | |
| Autres paramètres | | | | | | | | | | |
| Indice phénol (pas de CAS) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-2.1 | |
| | | | | | | | | | | |
| Pour les laboratoires de catégorie 3 : | | | | | | | | | | |
| liste des composés (paramètres ou matrices non-prévus à l'annexe 1 du décret du 1^{er} mars 2018) | | | | | | | | | | |
| Matrice : ... | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| Paramètre : ... | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | |
| Prétraitement | | | | | | | | | | |

Le représentant du Laboratoire certifie que les méthodes renseignées dans le tableau sont celles appliquées par le laboratoire et s'engage à mettre en œuvre les mesures correctives dans les délais définis au sein de la colonne 10.

Date :

Signature:

Sur base de son enquête technique, le représentant de l'ISSeP déclare avoir vérifié que le laboratoire met en œuvre les méthodes indiquées dans le tableau ainsi que la conformité de ces méthodes par rapport au CWEA.

Date :

Signature:

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 29 août 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Namur le 29 août 2019.

C. DI ANTONIO

ANNEXE 6

ANNEXE 7. FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT COMME
PRELEVEUR**FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT PRELEVEUR**

Le formulaire et ses annexes sont introduits par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie par voie électronique complété d'une signature électronique fournie par un dispositif approuvé par l'administration ou par toute autre voie acceptée par l'Administration et mentionnée sur ce même site internet.

Le demandeur référence les annexes et les présente selon le libellé du présent formulaire.

Les documents et attestations requis sont les originaux et sont datés de moins de trois mois à compter de la date d'envoi de la demande, exception faite de l'attestation de l'ISSeP à fournir en annexe 5, qui doit avoir été délivrée au maximum 12 mois avant la date d'envoi du présent formulaire.

CADRE I : IDENTITE DU DEMANDEUR (Personne physique)**1. Identité du préleveur :**

NOM :

Prénom :

Désirant exercer l'activité de préleveur :0 pour compte propre*

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés (pour les entreprises belges : numéro BCE) :

Numéro d'identification auprès de la TVA :

0 pour compte de la société suivante* :

Raison sociale ou dénomination (nom officiel enregistré auprès du registre national du commerce et des sociétés) :

.....

Forme juridique :.....

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés (pour les entreprises belges : numéro BCE) :

Numéro d'identification auprès de la TVA :

(*) Case à cocher

2. Adresse:

Pays :

Commune : Code postal :

Rue : n° boîte

Tél :

E-mail :@.....

3. Adresse du/des siège(s) d'exploitation visé(s) par la demande

Pays :

Commune : Code postal :

Rue : n° boîte

Tél :

E-mail :@.....

4. Personne à contacter dans le cadre de la demande (personne possédant la maîtrise de la langue française) :

NOM :

Prénom :

Fonction :

Tél :

E-mail :@.....

Heure(s), jour(s) d'appel préférentiel(s) :

.....

CADRE II : ANNEXES

Le demandeur veille à référencer et à présenter les annexes selon le libellé du présent formulaire.

Les annexes supplémentaires sont également numérotées suivant une numérotation continue.

Documents d'identification de la personne qui sollicite l'enregistrement (visée au cadre I, point 1.)

Annexe 1 Fournir la copie de la carte d'identité du demandeur (préleveur)

Annexe 2 Fournir une copie de l'extrait apportant la preuve d'enregistrement auprès du registre national de commerce et des sociétés (pour le préleveur ou, si le préleveur exerce ses activités pour le compte d'une société, pour la société pour le compte de laquelle il travaille)

Annexe 3 (si le demandeur (préleveur) exerce ses activités pour le compte d'une société) Fournir un document dûment daté et signé par le demandeur et la société qui l'engage confirmant le statut d'employé du demandeur au sein de la société (avec indication de la durée).

Garanties morales ; matériel et moyens techniques et informatiques

Annexe 4 Fournir, une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le demandeur (préleveur) visé au cadre I, attestant qu'il/elle :

- n'a pas encouru une condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction aux législations environnementales régionales, fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;
- n'a pas été condamné à une privation de ses droits civils et politiques produisant encore ses effets ;
- dispose du matériel et des moyens techniques nécessaires pour assurer les missions de prélèvements d'échantillons de sols;
- dispose du matériel et des moyens informatiques nécessaires à la communication des informations vers les laboratoires, les experts ou vers l'Administration ;
- dispose d'une capacité rédactionnelle suffisante en langue française ou allemande ;
- s'engage à participer aux séances d'informations, de remise à niveau et de formations reconnues par l'Administration ou son mandataire comme étant en rapport avec ses missions.

Attestation de participation à la formation ISSeP - Préleveur

Annexe 5 Fournir copie de l'attestation récente (de moins de 12 mois) délivrée par l'ISSeP attestant de la participation active du demandeur au module de formation portant sur les méthodes de prélèvement, d'échantillonnage, de conditionnement et de conservation des échantillons décrites dans les CWEA, CWBP et autres documents techniques en rapport avec le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols. A défaut, fournir un document attestant de l'engagement du préleveur à suivre la formation dès sa première organisation conformément aux dispositions de l'article 121 de l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Contrat d'assurance

Annexe 6 Fournir la copie du contrat d'assurance ou un engagement du demandeur (préleveur) (ou, si le préleveur exerce ses activités pour le compte d'une société, de la société pour le compte de laquelle il travaille) et de la compagnie d'assurances à contracter dans le mois de la notification de l'enregistrement, une assurance couvrant la responsabilité civile professionnelle et exploitation couvrant les activités du préleveur.

Engagement à respecter les règles et à se soumettre aux mesures de contrôle et de sanction

Annexe 7 Joindre la déclaration dont le modèle est fourni par l'administration par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie, selon laquelle le demandeur s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires, notamment à respecter les règles et à se soumettre aux mesures de contrôle et de sanction prévues dans le Chapitre 3 « Des agréments et enregistrement », Section 3 de l'AGW du 06 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols, dûment datée et signée par le demandeur (le demandeur (préleveur) ou, si le préleveur exerce ses activités pour le compte d'une société, le préleveur et la société pour le compte de laquelle il travaille).

Le(s) soussigné(s) (le demandeur (préleveur) ou, si le préleveur exerce ses activités pour le compte d'une société, le préleveur et la société pour le compte de laquelle il travaille),, personne(s) identifiée(s) au cadre I. point 1, déclare(nt) et certifie(nt) sur l'honneur que les informations reprises eu sein du présent formulaire et de ses annexes sont complètes et exactes.

Fait à, le

Signature

Le formulaire et ses annexes sont introduits par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie par voie électronique complété d'une signature électronique fournie par un dispositif approuvé par l'administration ou par toute autre voie acceptée par l'Administration et mentionnée sur ce même site internet.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 29 août 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Namur le 29 août 2019.

C. DI ANTONIO

ANNEXE 7

**ANNEXE 8. FORMULAIRE ACCOMPAGNANT LE CADRE SPECIFIQUE A LA
GESTION DES SOLS REPRIS DANS LES ANNEXES 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 ET 15 DE LA
PARTIE REGLEMENTAIRE DU CODE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL**

**FORMULAIRE ASSOCIE AU CADRE "DECRET RELATIF A LA
GESTION ET A L'ASSAINISSEMENT DES SOLS" DES
FORMULAIRES DE DEMANDE DE PERMIS D'URBANISME,
UNIQUE OU INTEGRE, ET DE DEMANDE DE CERTIFICAT
D'URBANISME N°2**

Ce formulaire et ses annexes éventuelles doivent accompagner le formulaire de demande de permis ou de certificat d'urbanisme n°2 sollicité auprès des autorités compétentes définies par le Code du Développement Territorial.

Les documents requis sont datés de moins de six mois.

Les termes "Décret sols" de ce formulaire font référence au Décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Une aide au remplissage de ce formulaire est disponible sur le Portail environnement du Service Public de Wallonie - <https://dps.environnement.wallonie.be/home/formulaires.html>

CADRE I : VERIFICATION DES DONNEES RELATIVES AU BIEN INSCRITES DANS LA B.D.E.S.

I.1 Les parcelles objet de votre demande de permis sont-elles reprises en couleur "pêche" dans la Banque de Données de l'Etat des Sols (BDES – bdes.wallonie.be)¹?

- Oui, veuillez mentionner les parcelles cadastrales concernées, soit en remplissant le tableau ci-dessous soit en joignant un extrait conforme de la BDES pour chaque parcelle concernée (attention, cet extrait conforme est payant et doit dater de moins de trois mois), et passer aux questions suivantes (y compris celles du cadre II de ce document) :

| Référence de la parcelle cadastrale concernée par la couleur "pêche" (Catégorie 1 et/ou 2 telle(s) que définie(s) à l'article 12 §2 et/ou 3 du Décret sols) | Date de consultation de la B.D.E.S. (dans les trois mois précédant la date du dépôt de ce formulaire) |
|---|---|
| | |
| | |

¹ Concernant les parcelles reprises en "bleu" dans la BDES, veuillez prendre connaissance des informations données à ce sujet sur le Portail Environnement du Service Public de Wallonie

- Non, veuillez examiner les points I.2 et I.3 du cadre I et passer ensuite directement à la déclaration sur l'honneur en fin de ce document.

I.2 Si vous devez apporter des informations complémentaires relatives à l'état de pollution du sol, en lien avec l'objet de la demande de permis, non présentes dans la BDES et non encore transmises à la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, **veuillez** suivre la procédure prévue par l'article 6 du décret sols en déclarant une pollution du sol au fonctionnaire chargé de la surveillance ainsi qu'au collègue communal de la ou des commune(s) concernée(s).

I.3 Si vous souhaitez apporter des rectifications aux données contenues dans la BDES, **veuillez** introduire une demande de rectification (utilisation du bouton "rectification" prévu à cet effet pour chaque parcelle reprise dans la B.D.E.S.).

CADRE II : DOCUMENTS REQUIS EN VERTU DES OBLIGATIONS DU DECRET SOLS

Attention, ce cadre n'est à remplir qu'en cas de demande de permis pour laquelle au moins une des parcelles concernées par la demande est reprise en couleur "pêche" dans la BDES.

II.1. Votre demande de permis correspond-elle à une des situations suivantes :

| Objet principal de la demande de permis | | oui | non |
|---|--|-----|-----|
| | Réalisation d'un réseau de distribution, de production ou d'assainissement d'eau, d'électricité ou de gaz, de télécommunication, de téléinformatique, de télédistribution ou de transport de gaz, d'électricité ou de fluide | | |
| | Réalisation de travaux de voiries | | |
| | Etablissement temporaire au sens de l'article 1er, 4°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et dont la durée d'exploitation continue n'excède pas un an | | |
| | Projet avec actes et travaux de nature ou d'ampleur limitée et correspondant : | | |
| | - au placement d'une installation fixe non destinée à l'habitation, non ancrée ou incorporée au sol, et dont l'appui au sol assure la stabilité au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1er, 1°, du CoDT ; | | |
| | - à la construction d'un bâtiment ou d'un ouvrage ou au placement d'une l'installation fixe incorporée au sol ou ancrée au sol au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1er, 1°, du CoDT, pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient remplies : a) la construction ou l'installation est non destinée à l'habitation ; b) l'emprise au sol est inférieure à quarante mètres carrés ; c) les actes et travaux ne nécessitent pas d'excavation de sol ; d) aucune partie du sol n'est munie d'un revêtement imperméable dû aux travaux entrepris dans le cadre du permis ; | | |
| | - à la modification sensible du relief du sol sur une surface inférieure à quarante mètres carrés et dont la hauteur, en remblai ou en | | |

| | | | |
|--|--|--|--|
| | déblai, est de maximum cinquante centimètres par rapport au niveau naturel du terrain ; | | |
| | - au défrichage ou à la modification de la végétation au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1er, 13°, du CoDT, sur une surface inférieure à vingt mètres carrés ; | | |
| | - à un boisement au sens de l'article D.I.V.4, alinéa 1er, 10°, lorsque celui-ci est destiné à établir un projet de phytomanagement dont l'objectif n'est pas un assainissement du sol | | |

Si vous avez répondu oui pour au moins une des situations du tableau ci-dessus, veuillez passer directement à la déclaration sur l'honneur en fin de ce document.

Sinon, veuillez passer aux questions qui suivent.

II.2. Votre demande de permis implique-t-elle soit :

1° la mise en œuvre d'actes et travaux parmi les suivants ? :

| Actes et travaux (visés à l'article D.IV.4, alinéa 1 ^{er} , 1°, 4°, 9° et 13° du CoDT) | oui | non |
|--|------------|------------|
| - construction d'un bâtiment ou d'un ouvrage, ou utilisation d'un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations fixes | | |
| - reconstruction | | |
| - modification sensible du relief du sol | | |
| - défrichement ou modification de la végétation d'une zone dont le Gouvernement juge la protection nécessaire | | |

Si vous avez répondu non à toutes les situations du tableau ci-dessus, veuillez passer au point 2°.

Si vous avez répondu oui pour au moins une des situations du tableau ci-dessus, veuillez passer aux sous-questions suivantes :

Le terrain visé comporte-t-il au moins une pollution connue ou potentielle du sol ?

Oui

Veuillez décrire brièvement les actes et travaux envisagés et joindre un plan localisant clairement la ou les zone(s) de pollution connue ou potentielle du sol et les zones de travaux objet de la demande de permis.

.....

.....

Les actes et travaux précités impliquent-ils une modification de l'emprise au sol impactant la gestion des sols²?

² c'est-à-dire une modification de la surface au sol ou un/des remaniement(s) du sol du fait d'actes et travaux susceptibles d'empêcher ou de rendre exagérément difficile des investigations, des analyses ou des actes et travaux d'assainissement visant une pollution du sol identifiée au niveau du terrain ou localisée à proximité directe

Oui, veuillez décrire les impacts de ces actes et travaux sur la gestion des sols

.....

Non., veuillez justifier l'absence d'impact de ces actes et travaux sur la gestion des sols

.....

Non, veuillez passer au point 2°.

2° un changement d'usage vers un type plus contraignant (l'usage I étant le plus contraignant et l'usage V étant le moins contraignant), généré par un changement d'affectation (tel que défini à l'annexe 2 du Décret sols) ou d'usage de fait (tel que défini à l'annexe 3 du Décret sols) ?;

a) Veuillez décrire votre situation actuelle :

| | Usage repris dans la première colonne de l'annexe 2 ou 3 du Décret sols | Numéro d'usage correspondant du Décret sols (I, II, III, IV ou V) |
|-------------------------------|---|---|
| Situation de droit (annexe 2) | | |
| Situation de fait (annexe 3) | | |

Remarques complémentaires éventuelles :

b) Veuillez décrire votre situation projetée :

| | Usage repris dans la première colonne de l'annexe 2 ou 3 du Décret sols | Numéro d'usage correspondant du Décret sols (I, II, III, IV ou V) |
|-------------------------------|---|---|
| Situation de droit (annexe 2) | | |
| Situation de fait (annexe 3) | | |

Remarques complémentaires éventuelles :

c) Y a-t-il un changement d'usage vers un usage plus contraignant ?

Oui, justifier brièvement :

Non, justifier brièvement :

Si vos actes et travaux n'impliquent pas de modification de l'emprise au sol impactant la gestion des sols et que votre projet n'induit pas de changement d'usage vers un type plus contraignant, veuillez passer directement à la déclaration sur l'honneur en fin de ce document.

Sinon, veuillez passer aux questions qui suivent.

II.3. Rentrez-vous dans les autres cas de dérogation de réaliser une étude d'orientation prévu par le Décret sols?

- Oui, veuillez joindre la décision de la Direction de l'Assainissement des Sols du Département du Sol et des Déchets de la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement accordant la dérogation datant de moins de six mois
- Non, veuillez joindre à ce formulaire une étude d'orientation portant sur le périmètre de la demande de permis, réalisée par un expert agréé, tel que requis par le Décret sol, et veuillez spécifier le numéro de dossier qui lui a été attribué par la Direction de l'Assainissement des Sols du Département du Sol et des Déchets de la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement :

Le soussigné,, déclare et certifie sur l'honneur que les informations reprises eu sein du présent formulaire et de ses annexes sont complètes et exactes.

Fait à, le

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 29 août 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Namur le 29 août 2019.

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2019/15341]

29. AUGUST 2019 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete,

Aufgrund des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung in seiner abgeänderten Fassung, insbesondere Artikel 150, durch den der Minister ermächtigt wird, die Anhänge dieses Erlasses, mit Ausnahme von Anhang 3, zu ergänzen, zu ändern oder zu ersetzen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Anhänge 1, 2, 4, 5, 6, 7 und 8 des vorstehend erwähnten Erlasses zu aktualisieren, um die innerhalb der Verwaltung eingeführten operativen Verfahren nachbessern zu können,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Anhänge 1, 2, 4, 5, 6, 7 und 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung werden durch die Anhänge des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am 2. Mai 2019 in Kraft.

Namur, den 29. August 2019

C. DI ANTONIO

ANHANG 1

ANHANG 1 - ANTRAGSFORMULAR IN SACHEN UMWELTINFORMATIONEN FÜR
DEN ZUGANG ZU DER DATENBANK ÜBER DEN BODENZUSTAND

Formular "INFOBDES"

ANTRAGSFORMULAR IN SACHEN UMWELTINFORMATIONEN FÜR DEN ZUGANG ZU DER
DATENBANK ÜBER DEN BODENZUSTAND ("B.D.E.S.")

EIN FORMULAR PRO PARZELLE UND PRO QUELLE

1. Identifizierung des Antragstellers:Sie sind: Sachverständige(r) Notar(in) Bürger(in) Sonstiges: _ _ _ _ _

Name:

Vorname:

Straße und Nr.:

PLZ und Gemeinde:

Telefon:

Handy:

E-Mail-Adresse:

2. Beantragte Angaben der Datenbank über den Bodenzustand**- Lage der Parzelle(n)**

Straße und Nr.:

PLZ und Gemeinde:

Katasterdaten: Siehe <http://bdes.wallonie.be/portal/>

Gemeinde:

Gemarkung:

Flur:

- Parzellennummer:

Quelle der beantragten Angaben:

Bei der Datenbank über den Bodenzustand identifiziertes
Aktenzeichen: _ _ _ _ _

3. Erwünschte Antwort: *(die Kästchen, die Ihrer Wahl entsprechen, bitte ankreuzen)*

- **Datenträger (je nach den Möglichkeiten der Quelle):**

- 1. Einsichtnahme vor Ort
- 2. Elektronischer Datenträger
- 3. Papier
- 4. Sonstiger Datenträger: _ _ _ _ _

- **Übermittlung der Antwort:**

- 5. Per E-Mail
- 6. Auf dem Postweg per Einschreiben mit Rückschein
(zu bezahlen sind die Kosten für den Datenträger und das Einschreiben)
- 7. Abholung durch den Antragsteller bei der dienstlichen Quelle
(zu bezahlen sind die Kosten für den Datenträger)

Ich verpflichte mich, die Kosten für die Übermittlung und die Bereitstellung der beantragten Information zu entrichten. (für die Optionen 3, 4, 6 und 7 unbedingt ankreuzen)

Antragsdatum, _ _ _ _ _

Unterschrift des Antragstellers,
_ _ _ _ _

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 29. August 2019 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 29. August 2019

C. DI ANTONIO

ANHANG 2

**ANHANG 2 - ANTRAGSFORMULAR FÜR DIE BERICHTIGUNG VON DATEN DER
DATENBANK ÜBER DEN BODENZUSTAND ("B.D.E.S.")**

Antragsformular für die "Berichtigung von Daten der Datenbank über den Bodenzustand"

EIN FORMULAR PRO QUELLE**1. Identifizierung des Antragstellers einer Berichtigung:**

Name: _____

Vorname: _____

Straße und Nr.: _____

Postleitzahl und Gemeinde: _____

Telefon: _____ Handy: _____

E-Mail-Adresse: _____ @ _____

2. Geografische Lage der Parzellen

Der Antragsteller legt einen Lageplan der

- katastrierten Parzelle(n)
 nicht katastrierten Parzelle(n)

bei, auf dem die Parzellen deutlich identifiziert und abgegrenzt sind.

3. Katasterreferenzen der Parzellen (siehe Webseite: bdes.wallonie.be)

| Parzelle | Gemeinde | Gemarkung | Flur | Nummer |
|----------|----------|-----------|------|--------|
| 1 | | | | |
| 2 | | | | |
| 3 | | | | |
| 4 | | | | |
| 5 | | | | |
| 6 | | | | |
| 7 | | | | |
| 8 | | | | |

| | | | | | | |
|---|----|--|--|--|--|--|
| | 9 | | | | | |
| | 10 | | | | | |
| | | Bei mehr als 10 Parzellen wird diesem Formular ein Anhang beigelegt. | | | | |
| <p><u>4. Quelle der zu berichtigenden Angabe</u></p> <p>Quelle: (wie in der "BDES" angegeben):</p> <p>Referenzen (wie in der "BDES" angegeben):</p> | | | | | | |
| <p><u>5. Art und Begründung der Berichtigung</u></p> <p>Der Antragsteller gibt hier die Gründe an, aus denen seiner Meinung nach die in der "BDES" für die ausgewählten Parzellen eingetragenen Daten nicht richtig sind und dokumentiert sie mit jedem Beleg, den er als zweckmäßig erachtet. _____</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>—</p> <p>Liste der dem Antrag beigefügten Belege:</p> <p>1. _____</p> <p>2. _____</p> <p>3. _____</p> | | | | | | |
| <p><u>6. Datum des Antrags:</u></p> <p><u>Unterschrift des Antragstellers:</u></p> | | | | | | |

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 29. August 2019 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 29. August 2019

C. DI ANTONIO

ANHANG 3

**ANHANG 4 - ANTRAGSFORMULAR FÜR EINE ZULASSUNG ALS
SACHVERSTÄNDIGE(R)**

ZULASSUNGSANTRAGSFORMULAR SACHVERSTÄNDIGE(R)

Das Formular und seine Anhänge werden elektronisch über die Webseite Umweltportal der Wallonie unter Beifügung einer elektronischen Unterschrift, die durch ein von der Verwaltung genehmigtes System übermittelt wird, oder auf jede andere Weise eingereicht, die von der Verwaltung zugelassen und auf derselben Webseite erwähnt wird.

Der Antragsteller versieht die Anhänge zum Formular mit je einer Referenznummer und legt sie nach den Textanweisungen des vorliegenden Formulars vor.

Der Begriff "EWR Boden" in diesem Formular verweist auf den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung.

Bei den erforderlichen Dokumenten und Bescheinigungen handelt es sich um Originale, deren Datum weniger als drei Monate vor der Einsendung des Antrags zurückliegt.

FELD I: IDENTITÄT DES ANTRAGSTELLERS

1. Für juristische Personen:

1.1. Identität:

Gesellschaftsname oder -bezeichnung (offizieller Name, wie im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister eingetragen):

.....

Rechtsform:

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister (für belgische Unternehmen: ZDU-Nummer):

.....

Mehrwertsteueridentifikationsnummer:

1.2. Anschrift des Gesellschaftssitzes:

Land:

Gemeinde: Postleitzahl:

Straße: Nr. Briefkasten

Tel.:

E-Mail:@.....

1.3. Anschrift des/der Betriebssitze(s), der/die am Zulassungsverfahren beteiligt ist/sind und für den/die der Antrag gestellt wird:

Land:

Gemeinde: Postleitzahl:

Straße: Nr. Briefkasten

Im Rahmen des Antrags zu kontaktierende Person (idealerweise mit gründlicher Kenntnis der französischen Sprache):

NAME:

.....

Vorname:

.....

Funktion:

.....

Tel.:

E-Mail:@.....

Bevorzugte(r) Uhrzeit(en), Tag(e) für einen Anruf:

.....

1.4. Anschrift der sonstigen Zweigstelle(n) in der Wallonischen Region(*):

Gemeinde: Postleitzahl:

Straße: Nr. Briefkasten

Kontaktperson:

NAME:

Vorname:

Funktion:

Tel.:

E-Mail:@.....

(*) Diese Zweigstellen sind in der auf dem Umweltportal der Wallonie veröffentlichten Liste ebenfalls anzugeben

1.5. Namensliste der Verwalter, Geschäftsführer oder Personen, die ermächtigt sind, die Gesellschaft, für die der Antrag eingereicht wird, zu verpflichten:

1.5.1. Natürliche Personen:

NAME:

Vorname:

Funktion:

NAME:

Vorname:

Funktion:

NAME:

Vorname:

Funktion:

NAME:

Vorname:

Funktion:

1.5.2. Juristische Personen:

Gesellschaftsname oder -bezeichnung:

Rechtsform:

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und
Gesellschaftsregister:

.....

Gesellschaftsname oder -bezeichnung:

Rechtsform:

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und
Gesellschaftsregister:

.....

2. Für natürliche Personen:

2.1. Identität:

NAME:

Vorname:

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und
Gesellschaftsregister (für belgische Unternehmen: ZDU-Nummer):

.....

Mehrwertsteueridentifikationsnummer:

2.2. Anschrift:

Land:

Gemeinde: Postleitzahl:

Straße: Nr. Briefkasten

Tel.:

E-Mail:@.....

2.3. Anschrift des/der Betriebssitze(s), der/die am Zulassungsverfahren beteiligt ist/sind und für den/die der Antrag gestellt wird:

Land:

Gemeinde: Postleitzahl:

Straße: Nr. Briefkasten

Im Rahmen des Antrags zu kontaktierende Person (idealerweise mit gründlicher Kenntnis der französischen Sprache):

NAME:

Vorname:

Funktion:

Tel.:

E-Mail:@.....

Bevorzugte(r) Uhrzeit(en), Tag(e) für einen Anruf:

.....

2.4. Anschrift der sonstigen Zweigstelle(n) in der Wallonischen Region (*):

Gemeinde: Postleitzahl:

Straße: Nr. Briefkasten

Kontaktperson:

NAME:

Vorname:

Funktion:

Tel.:

E-Mail:@.....

(*) Diese Zweigstellen sind in der auf dem Umweltportal der Wallonie veröffentlichten Liste ebenfalls anzugeben

**FELD II: VOM ANTRAGSTELLER ZU ÜBERMITTELNDE ALLGEMEINE
AUSKÜNFTE**

1. Identität der vorgeschlagenen befugten Person(en) im Sinne von Artikel 27 § 1 Ziffer 4 und § 2 des EWR Boden:

NAME:

Vorname:

Tel.:

E-Mail:@.....

NAME:

Vorname:

Tel.:

E-Mail:@.....

2. Identität der Person(en), die für die Anwendung und Auswertung des von der Verwaltung anerkannten Analysemodells für die Gefahren der Bodenverschmutzung für die menschliche Gesundheit und Analysemodells(e) für die Gefahren der Verbreitung der Schadstoffe im Grundwasser qualifiziert ist(sind) im Sinne von Artikel 27 § 1 Ziffer 3 des EWR Boden:

NAME:

Vorname:

Tel.:

E-Mail:@.....

NAME:

Vorname:

Tel.:

E-Mail:@.....

3. Identität der Person(en), die im Bereich der Sanierungstechnik und Überwachung von Sanierungsarbeiten qualifiziert ist(sind) im Sinne von Artikel 27 § 1 Ziffer 1 des EWR Boden:

NAME:

Vorname:

Tel.:

E-Mail:@.....

NAME:

Vorname:

Tel.:

E-Mail:@.....

4. Identität des Qualitätsmanagers:

NAME:

Vorname:

Tel.:

E-Mail:@.....

FELD III: ANHÄNGE

Der Antragsteller achtet darauf, die Anhänge mit je einer Referenznummer zu versehen und nach den Textanweisungen des vorliegenden Formulars vorzulegen.

Die zusätzlichen Anhänge sind ebenfalls fortlaufend zu nummerieren.

Dokumente zur Identifizierung der (natürlichen oder juristischen) Person, die die Zulassung beantragt (siehe Feld I Punkt 1.1 oder 2.1)

Anhang 1: eine Kopie des Auszugs zum Nachweis der Eintragung im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister vorlegen

Anhang 2 (bei juristischen Personen): eine Kopie der Veröffentlichung der Satzungen der juristischen Person in der koordinierten Fassung oder eine beglaubigte Kopie des Antrags auf Veröffentlichung der Satzungen vorlegen

Für die Ausübung der Zulassung notwendige Kompetenzen

Anhang 3: die auf dem Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellte, vom Antragsteller und jeder der in Artikel 27 § 1 Ziffern 1, 2, 3 und 4 des EWR Boden genannten Personen datierte und unterzeichnete Tabelle "**Erfahrung/Qualifikationen**" beifügen.

Diese Tabelle umfasst:

- die Identitätsdaten der natürlichen Personen, die angestellt wurden, um den Vorschriften nachzukommen, für die die Zulassung beantragt wird;
- die Qualifikationen dieser Personen: Diplom/Anzahl Jahre Erfahrung in Verbindung mit der beantragten Zulassung, gesammelt in den letzten drei bis sechs Jahren vor dem Antragsdatum;
- die von jeder Person abgedeckten Fachbereiche in Anbetracht der für die Ausübung der Zulassung notwendigen Kompetenzen;
- für die Person(en) im Sinne von Artikel 27 § 1 Ziffer 3 des EWR Boden, die für die Anwendung und Auswertung des (der) Gefahrenanalysemodell(e)s qualifiziert ist (sind), den Namen des (der) beherrschten Gefahrenanalysemodell(e)s;
- den Vertragstyp und die Anstellungsdauer.

Spezifische Angaben, die für die befugte(n) Person(en) im Sinne von Artikel 27 § 1 Ziffer 4 und § 2 des EWR Boden verlangt werden.

Für jede der befugten Personen die folgenden Unterlagen vorlegen:

- Anhang 4: detaillierter Lebenslauf mit Auflistung der Diplome und zumindest einem Hinweis auf die Erfahrung, die im Laufe der letzten drei bis sechs Jahre vor dem Datum des Antrags auf Zulassung gesammelt wurde;
- Anhang 5: Kopie des (der) Diploms(e);
- Anhang 6: Kopie des Arbeitsvertrags, der die befugte Person mit dem Antragsteller der Zulassung bindet (oder ein von beiden Parteien unterzeichnetes Dokument, das eine Anstellung innerhalb der Gesellschaft

in der Form eines Arbeitsvertrags im Sinne des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge bescheinigt, mit Angabe dessen Dauer).

Spezifische Angaben, die für die zur Anwendung und Auswertung des von der Verwaltung anerkannten Analysemodells für die Gefahren der Bodenverschmutzung für die menschliche Gesundheit und Analysemodells(e) für die Gefahren der Verbreitung der Schadstoffe im Grundwasser qualifizierte(n) Person(en) im Sinne von Artikel 27 § 1 Ziffer 3 des EWR Boden verlangt werden

- Anhang 7: für jede der zur Anwendung und Auswertung des Gefahrenanalysemodells qualifizierten Personen einen Lebenslauf mit Begleitschrift zum Nachweis der Erfahrung bei der Anwendung des(der) Modell(e)s zur Bewertung der Gefahren vorlegen.

Spezifische Angaben, die für die im Bereich der Sanierungstechnik und Überwachung von Sanierungsarbeiten qualifizierte(n) Person(en) im Sinne von Artikel 27 § 1 Ziffer 1 des EWR Boden verlangt werden

- Anhang 8: für jede der im Bereich der Sanierungstechnik und Überwachung von Sanierungsarbeiten qualifizierten Personen einen Lebenslauf mit Auflistung der Diplome und einem Hinweis auf die Erfahrung im Bereich der Sanierungstechnik und Überwachung von Sanierungsarbeiten vorlegen, die im Laufe der letzten drei bis sechs Jahre vor dem Datum des Antrags auf Zulassung gesammelt wurde.

Moralische und finanzielle Garantien

a) Wenn der Antragsteller eine juristische Person ist:

Anhang 9.1.: für den Antragsteller nach Feld I 1.1 (juristische Person) eine von einer Person, die ermächtigt ist, die Gesellschaft zu verpflichten, ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass der Antragsteller:

- nicht Gegenstand einer weiterhin wirksamen Verurteilung infolge einer rechtskräftigen Entscheidung wegen eines Verstoßes gegen die folgenden Rechtsvorschriften gewesen ist:
 - o die regionalen oder föderalen umweltrechtlichen Vorschriften oder jegliche gleichartigen Rechtsvorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union (zu berücksichtigen sind für die Wallonische Region die Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich);
 - o die sozialen, steuerrechtlichen und/oder finanziellen Rechtsvorschriften.
- seinen sozialen (soziale Sicherheit) und steuerlichen (direkte Steuern und Mehrwertsteuer) Verpflichtungen nachkommt;

- über ausreichende finanzielle Garantien verfügt, um die Aufgaben zu erfüllen, für die die Zulassung beantragt wird;
- über das Material und die technischen, IT- und menschlichen Ressourcen verfügt, die zur Wahrnehmung der Aufgaben erforderlich sind, für die die Zulassung beantragt wird;
- über eine ausreichende Fähigkeit verfügt, Texte in französischer oder deutscher Sprache¹ abzufassen;
- weder direkt noch indirekt, weder persönlich noch über die Vermittlung einer natürlichen oder juristischen Drittperson, eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion in einem Unternehmen wahrnimmt, das eine Aktivität im Bereich der Produktion, der Qualitätskontrolle oder der Bewirtschaftung von Erde im Sinne von Artikel 5 des Dekrets vom 1. März 2018 oder eine Aktivität im Bereich der Durchführung von Sanierungshandlungen und -arbeiten ausübt.

Anhang 9.2: für jeden einzelnen Verwalter, Geschäftsführer oder jede einzelne in Feld I 1.5.1. erwähnte Person, der/die ermächtigt ist, die Gesellschaft, für die der Antrag eingereicht wird, zu verpflichten, eine ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass er/sie:

- nicht zu einem weiterhin wirksamen Entzug seiner/ihrer zivilen und politischen Rechte verurteilt worden ist;
- nicht Gegenstand einer weiterhin wirksamen Verurteilung infolge einer rechtskräftigen Entscheidung wegen eines Verstoßes gegen die folgenden Rechtsvorschriften gewesen ist:
 - o die regionalen oder föderalen umweltrechtlichen Vorschriften oder jegliche vergleichbare Rechtsvorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union (zu berücksichtigen sind für die Wallonische Region die Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich);
 - o die sozialen, steuerrechtlichen und/oder finanziellen Rechtsvorschriften.
-

Anhang 9.3: für jede, der in Feld I Punkt 1.5.2 genannten Verwaltungsgesellschaften eine von einer Person, die ermächtigt ist, die Gesellschaft zu verpflichten, ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass die Gesellschaft:

- nicht Gegenstand einer weiterhin wirksamen Verurteilung infolge einer rechtskräftigen Entscheidung wegen eines Verstoßes gegen die folgenden Rechtsvorschriften gewesen ist:
 - o die regionalen oder föderalen umweltrechtlichen Vorschriften oder jegliche gleichartigen Rechtsvorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union (zu berücksichtigen sind für die Wallonische Region die Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung,

¹ Unzutreffendes bitte streichen

- Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich);
- die sozialen, steuerrechtlichen und/oder finanziellen Rechtsvorschriften.

b) Wenn der Antragsteller eine natürliche Person ist:

Anhang 10: für den Antragsteller nach Feld I 2.1 (natürliche Person) eine ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass der Antragsteller:

- nicht zu einem weiterhin wirksamen Entzug seiner zivilen und politischen Rechte verurteilt worden ist;
- nicht Gegenstand einer weiterhin wirksamen Verurteilung infolge einer rechtskräftigen Entscheidung wegen eines Verstoßes gegen die folgenden Rechtsvorschriften gewesen ist:
 - die regionalen oder föderalen umweltrechtlichen Vorschriften oder jegliche gleichartigen Rechtsvorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union (zu berücksichtigen sind für die Wallonische Region die Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich);
 - die sozialen, steuerrechtlichen und/oder finanziellen Rechtsvorschriften.
- seinen sozialen (soziale Sicherheit) und steuerlichen (direkte Steuern und Mehrwertsteuer) Verpflichtungen nachkommt;
- über ausreichende finanzielle Garantien verfügt, um die Aufgaben zu erfüllen, für die die Zulassung beantragt wird;
- über das Material und die technischen, IT- und menschlichen Ressourcen verfügt, die zur Wahrnehmung der Aufgaben erforderlich sind, für die die Zulassung beantragt wird;
- über eine ausreichende Fähigkeit verfügt, Texte in französischer oder deutscher Sprache¹ abzufassen;
- weder direkt noch indirekt, weder persönlich noch über die Vermittlung einer natürlichen oder juristischen Drittperson, eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion in einem Unternehmen wahrnimmt, das eine Aktivität im Bereich der Produktion, der Qualitätskontrolle oder der Bewirtschaftung von Erde im Sinne von Artikel 5 des Dekrets vom 1. März 2018 oder eine Aktivität im Bereich der Durchführung von Sanierungshandlungen und -arbeiten ausübt.

c) Für alle Antragsteller (juristische oder natürliche Personen):

Anhang 11: die einzelnen, von jeder der im Bereich der Sanierungstechnik und Überwachung von Sanierungsarbeiten qualifizierten Personen (im Sinne von Artikel 27 Absatz 1 Ziffer 1 des EWR Boden) und jeder der zur Anwendung und Auswertung des von der Verwaltung anerkannten Analysemodells für die Gefahren der Bodenverschmutzung für die menschliche Gesundheit und Analysemodells(e) für die Gefahren der Verbreitung der Schadstoffe im Grundwasser qualifizierten Personen (im Sinne von Absatz 1 Ziffer 3 des EWR Boden) ordnungsgemäß datierten und

unterzeichneten ehrenwörtlichen Erklärungen vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass er/sie:

- nicht zu einem weiterhin wirksamen Entzug seiner/ihrer zivilen und politischen Rechte verurteilt worden ist;
- nicht Gegenstand einer weiterhin wirksamen Verurteilung infolge einer rechtskräftigen Entscheidung wegen eines Verstoßes gegen die folgenden Rechtsvorschriften gewesen ist:
 - o die regionalen oder föderalen umweltrechtlichen Vorschriften oder jegliche gleichartigen Rechtsvorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union (zu berücksichtigen sind für die Wallonische Region die Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich);
 - o die sozialen, steuerrechtlichen und/oder finanziellen Rechtsvorschriften.
- sich verpflichtet, an den Fortbildungsmodulen teilzunehmen, die die Verwaltung oder ihr Bevollmächtigter in seinem/ihrer jeweiligen Fachbereich (Risikobewertung/Sanierungstechnik) organisiert.

Anhang 12: die einzelnen, von jeder der befugten Personen (im Sinne von Artikel 27 § 1 Ziffer 4 und § 2 des EWR Boden) ordnungsgemäß datierten und unterzeichneten ehrenwörtlichen Erklärungen vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass er/sie:

- nicht zu einem weiterhin wirksamen Entzug seiner/ihrer zivilen und politischen Rechte verurteilt worden ist;
- nicht Gegenstand einer weiterhin wirksamen Verurteilung infolge einer rechtskräftigen Entscheidung wegen eines Verstoßes gegen die folgenden Rechtsvorschriften gewesen ist:
 - o die regionalen oder föderalen umweltrechtlichen Vorschriften oder jegliche gleichartigen Rechtsvorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union (zu berücksichtigen sind für die Wallonische Region die Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich);
 - o die sozialen, steuerrechtlichen und/oder finanziellen Rechtsvorschriften.
- die französische/deutsche Sprache¹ beherrscht;
- sich verpflichtet:
 - o an den von der Verwaltung organisierten Fortbildungsmodulen über die Gesetzgebung und ihre Entwicklungen und die verwaltungstechnische Praxis teilzunehmen;
 - o an Informations- und Ausbildungsveranstaltungen, die von der Verwaltung als in Verbindung mit seinen/ihrer Verpflichtungen anerkannt werden, in einem Umfang von mindestens 6 Stunden jährlich teilzunehmen.

Material sowie technische, IT- und menschliche Ressourcen nach Artikel 26 Absatz 1 Ziffer 8, Artikel 27 § 1 Ziffer 3 und Artikel 51 Ziffer 1 des EWR Boden.

Anhang 13: die Auflistung des Materials sowie der technischen, IT- und menschlichen Ressourcen beifügen, die dem Antragsteller zur Verfügung stehen, um die gesetzlich vorgeschriebenen Methoden und Verfahren anzuwenden und die Aufgaben, für welche die Zulassung beantragt wird, darunter auch die Aufgaben des Probennehmers², wahrzunehmen.

Die dem Antragsteller zur Verfügung stehenden Gefahrenanalyse-Softwares ebenfalls auflisten.

Versicherungsvertrag nach Artikel 27 § 1 Ziffer 5 und Artikel 51 Ziffer 2 des EWR Boden.

Anhang 14: eine Verpflichtung seitens des Antragstellers und der Versicherungsgesellschaft vorlegen, innerhalb von einem Monat nach der Notifizierung der Zulassung eine Betriebs- und Berufshaftpflichtversicherung abzuschließen, die die Tätigkeiten, für die die Zulassung beantragt wird, einschließlich der Aufgaben des Probennehmers, abdeckt.

Qualitätsmanagementsystem nach Artikel 27 § 1 Ziffer 6 und § 3 des EWR Boden für die im Rahmen der beantragten Zulassung erbrachten Leistungen

Anhang 15:

- entweder eine Kopie des gültigen Zertifikats ISO 9001 : 2015 (oder später),
- oder eine Kopie des Qualitätssicherungshandbuches vorlegen.

Verpflichtung, die Regeln einzuhalten und sich den Kontrollmaßnahmen zu unterziehen

Anhang 16: die von einer Person, die ermächtigt ist, die Gesellschaft zu verpflichten, ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete Erklärung beifügen, deren Muster von der Verwaltung über die Webseite Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird und der zufolge der Antragsteller sich verpflichtet, sich den Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen zu unterziehen, insbesondere die Regeln einzuhalten und durchzusetzen, die in den Artikeln 30 bis 35, 48 und 52 bis 55 des EWR Boden festgelegt sind, sowie sich den darin enthaltenen Straf- und Kontrollmaßnahmen zu unterziehen.

² Die mit den Probenahmen beauftragten Personen müssen in der Tabelle von Anhang 3 identifiziert werden (Es darf sich dabei auf keinen Fall um die Personen handeln, die ausschließlich über Fachkenntnisse im Bereich der Sanierungstechnik und der Überwachung von Sanierungsarbeiten verfügen oder ausschließlich für die Analyse der Gefahren qualifiziert sind). Zur Erinnerung werden die Personen, die ermächtigt sind, Bodenproben zu entnehmen, in Artikel 48 des Boden-EWR gekennzeichnet.

Besondere Bedingungen für Akten bezüglich Anträge auf Erneuerung der Zulassung (Artikel 29 des EWR Boden³):

Anhang 17: den letzteren von der Verwaltung als günstig betrachteten Konformitätsbericht beifügen.

Der(die) Unterzeichnete(n),, wie im Feld I 1.5.1 oder 2.1 identifiziert, erklär(t)(en) und bestätig(t)(en) auf Ehre, dass die in vorliegendem Formular und dessen Anhängen enthaltenen Informationen vollständig und richtig sind.

....., den

Unterschrift

Das Formular und seine Anhänge werden elektronisch über die Webseite Umweltportal der Wallonie unter Beifügung einer elektronischen Unterschrift, die durch ein von der Verwaltung genehmigtes System übermittelt wird, oder auf jede andere Weise eingereicht, die von der Verwaltung zugelassen und auf derselben Webseite erwähnt wird.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 29. August 2019 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 29. August 2019

C. DI ANTONIO

³ **Art. 29** - §1. Wenn der Antragsteller zugelassen ist, kann die Zulassung des Sachverständigen für einen oder mehrere gleiche Zeiträume erneuert werden, unter der Voraussetzung, dass die folgenden Bedingungen eingehalten werden:

1° die laufende Zulassung ist nicht ausgesetzt worden;

2° der Inhaber der Zulassung verfügt über einen von der Verwaltung als günstig betrachteten Konformitätsbericht.

§ 2. Der Inhaber der Zulassung reicht den Antrag auf Erneuerung der Zulassung hundertzwanzig Tage vor dem Verfall der laufenden Zulassung ein.

ANHANG 4

ANHANG 5 - ANTRAGSFORMULAR FÜR EINE ZULASSUNG ALS LABORATORIUM

ZULASSUNGSANTRAGSFORMULAR LABORATORIUM

Bitte ein Zulassungsantragsformular pro betroffenen Betriebsitz einreichen.

Das Formular und seine Anhänge werden elektronisch über die Webseite Umweltportal der Wallonie unter Beifügung einer elektronischen Unterschrift, die durch ein von der Verwaltung genehmigtes System übermittelt wird, oder auf jede andere Weise eingereicht, die von der Verwaltung zugelassen und auf derselben Webseite erwähnt wird.

Der Antragsteller versieht die Anhänge mit einer Referenznummer und legt sie nach den Textanweisungen des vorliegenden Formulars vor.

Bei den erforderlichen Dokumenten und Bescheinigungen handelt es sich um Originale neueren Datums (weniger als drei Monate vor der Einsendung des Antrags).

Die Begriffe "Bodendekret" und "EWR Boden" in diesem Formular verweisen jeweils auf das Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung und auf den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung.

Verwendet wird das Formular:

- 1. im Rahmen der im Vorfeld vorgenommenen Einreichung des Antrags auf technische Untersuchung beim "ISSeP" (die Anhänge 12 bis 16, 19 und 20 müssen nicht vorgelegt werden);*
- 2. im Rahmen der Einreichung des Zulassungsantrags bei der Verwaltung (die vollständige Fassung muss vorgelegt werden).*

FELD I: ANTRAGSGEGENSTAND

Der Antrag betrifft die Zulassung als Laboratorium*:

0 der **Kategorie 1** ("vollständige" Zulassung: Das Labor führt alle Analysen durch, die in Anhang I zum Dekret in seiner geltenden Fassung vorgesehen sind) - Siehe den vorzulegenden Anhang 1 in Feld III dieses Formulars -

0 der **Kategorie 2** ("Teilzulassung": Das Labor führt einen Teil der Analysen durch, die in Anhang I zum Dekret in seiner geltenden Fassung vorgesehen sind; die ausgewählten Parameter werden in einem Anhang für jede Matrixart (Matrix Boden bzw. Wasser) näher

bestimmt (sie können sich auf Analysepakete beziehen, wie etwa die Matrizen Boden/Wasser bzw. organische/mineralische Analysen usw.)) - Siehe den vorzulegenden Anhang 1 in Feld III dieses Formulars -

0 der **Kategorie 3** ("ergänzende" Zulassung: Das Labor führt die Analysen betreffend die Parameter oder Matrizen durch, die in Anhang I zum Dekret in seiner geltenden Fassung nicht vorgesehen sind; die ausgewählten Parameter werden in einem Anhang näher bestimmt) - Siehe den vorzulegenden Anhang 1 in Feld III dieses Formulars -

(*) Bitte die beantragte(n) Kategorie(n) ankreuzen.

FELD II: IDENTITÄT DES ANTRAGSTELLERS

1. Identität:

Gesellschaftsname oder Bezeichnung (offizieller Name, wie im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister eingetragen):
.....

Rechtsform:

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister (für belgische Unternehmen: ZDU-Nummer):
.....

Mehrwertsteueridentifikationsnummer:

2. Anschrift des Gesellschaftssitzes:

Land:

Gemeinde: Postleitzahl:

Straße: Nr. Briefkasten

Tel.:

E-Mail:@.....

3. Namensliste der Verwalter, Geschäftsführer oder Personen, die ermächtigt sind, die Gesellschaft, für die der Antrag eingereicht wird, zu verpflichten:

3.1. Natürliche Personen:

NAME:

Vorname:

Funktion:

NAME:

Vorname:

Funktion:

NAME:

Vorname:

Funktion:

3.2. Juristische Personen:

Gesellschaftsname oder Bezeichnung:
.....

Rechtsform:

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und
Gesellschaftsregister:
.....

Gesellschaftsname oder Bezeichnung:
.....

Rechtsform:
.....

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und
Gesellschaftsregister:
.....

4. Anschrift des vom Antrag betroffenen Betriebssitzes:

Land:

Gemeinde: Postleitzahl:

Straße: Nr. Briefkasten
.....

5. Im Rahmen des administrativen Antrags zu kontaktierende Person (idealerweise mit gründlicher Kenntnis der französischen Sprache):

NAME:

Vorname:
.....

Funktion:

Tel.:

E-Mail:@.....

Bevorzugte(r) Uhrzeit(en), Tag(e) für einen Anruf:
.....

6. Identität der vorgeschlagenen, in Artikel 39 § 1 Ziffer 2 und § 2 des EWR Boden erwähnten befugten Person(en), die damit beauftragt sind, sowohl die korrekte Anwendung der in der Wallonischen Region erlassenen Vorschriften im Rahmen der mit der Zulassung verbundenen Aktivitäten als auch die einwandfreie Umsetzung der Maßnahmen in Sachen Qualität in Bezug auf die im Rahmen der Zulassung erbrachten Leistungen zu gewährleisten

NAME:

Vorname:
.....

Tel.:

E-Mail:@.....

NAME:

Vorname:
.....

Tel.:

E-Mail:@.....

7. In Artikel 38 Ziffer 7 des EWR Boden erwähnter technischer Ansprechpartner, der die Kontakten mit der Verwaltung und ihren Vertretern pflegen soll und nachweislich über die für die Zulassung erforderlichen technischen Kenntnisse verfügt sowie die französische (oder deutsche) Sprache hinreichend beherrscht:

NAME:

Vorname:

.....

Funktion:

Tel.:

Fax:

E-Mail:@.....

Bevorzugte(r) Uhrzeit(en), Tag(e) für einen Anruf:

.....

8. Identität des Qualitätsmanagers:

NAME:

Vorname:

Tel.:

E-Mail:@.....

FELD III: ANHÄNGE

Der Antragsteller achtet darauf, die Anhänge mit einer Referenznummer zu versehen und nach den Textanweisungen des vorliegenden Formulars vorzulegen.

Die zusätzlichen Anhänge sind ebenfalls fortlaufend zu nummerieren.

Parameter, für die die Zulassung beantragt wird

Anhang 1: die ordnungsgemäß ausgefüllte, datierte und unterzeichnete Liste "**Parameter Zulassung des Laboratoriums**" beifügen, die auf der Webseite Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird.

Anhang 2: die ordnungsgemäß ausgefüllte "**Allgemeine Übersichtstabelle**"¹ beifügen, die auf der Webseite Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird; innerhalb dieser Tabelle die Parameter identifizieren, für die die Zulassung beantragt wird.

Im Falle der Vergabe von Unteraufträgen:

- innerhalb dieser Tabelle die Parameter identifizieren, für die die Vergabe von Unteraufträgen vorgesehen wird;
- für die Parameter in Punkt a die Zulassungsnummer des Labors angeben, dem der Unterauftrag vergeben wird;
- eine **Kopie der Vereinbarung über die Vergabe des Unterauftrags** mit Identifizierung des Betriebsstandorts und Angabe der Dauer des Unterauftrags vorlegen (Anhang 3).

Entsprechen nicht alle Methoden, die vom Antragsteller angewandt werden, den Methoden des WKPA, dann für die betroffene(n) Methode(n) dem "ISSeP" als einzigem Adressaten (im Rahmen des Antrags auf technische Untersuchung) zusätzlich zum Anhang 2 folgende Elemente vorlegen:

- entweder einen ordnungsgemäß begründeten (nach den Grundsätzen des WKPA erstellten) Gleichwertigkeitsbericht
- oder jede zur Bewertung der Gleichwertigkeit durch das "ISSeP" notwendige technische Information.

Dokumente zur Identifizierung der juristischen Person, die die Zulassung beantragt (siehe Feld II, 1. und 2.)

Anhang 4: eine Kopie der Veröffentlichung der Satzungen der juristischen Person (in der koordinierten Fassung) oder eine beglaubigte Kopie des Antrags auf Veröffentlichung der Satzungen vorlegen

Anhang 5: eine Kopie des Auszugs zum Nachweis der Eintragung im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister vorlegen

Spezifische Dokumente für den Betriebssitz, für den der Antrag eingereicht wird (Organisation, Kompetenzen)

Anhang 6: einen ausführlichen Organisationsplan des Betriebssitzes vorlegen, der den technischen Ansprechpartner (nach Artikel 38 Ziffer 7 des EWR Boden) sowie den(die) Laborverantwortlichen, die befugte(n) Person(en) (nach Artikel 39 § 1 Ziffern 1 und 2 des EWR Boden) und den Qualitätsmanager umfasst;

Anhang 7: einen Strukturplan zur Visualisierung der Stellung des Labors innerhalb der Gesamtstruktur vorlegen

¹ Entspricht Anhang 6 des EWR Boden

Anhang 8: die vom Antragsteller und jeder der in den Artikeln 38 Ziffer 7 und 39 § 1 Ziffern 1 und 2 des EWR Boden genannten Personen (technischer Ansprechpartner, Laborverantwortlicher(e) und befugte Person(en)) ordnungsgemäß ausgefüllte, datierte und unterzeichnete Tabelle "**Erfahrung-Qualifikationen**" beifügen, die auf der Webseite Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird.

Diese Tabelle umfasst insbesondere:

- die Identitätsdaten der natürlichen Personen, die angestellt wurden, um den Vorschriften nachzukommen, für die die Zulassung beantragt wird;
- die Qualifikationen dieser Personen: Diplom/Anzahl Jahre Erfahrung (in Verbindung mit der beantragten Zulassung), gesammelt in den letzten drei bis sechs Jahren vor dem Antragsdatum;
- die Zuständigkeit jeder Person innerhalb des Betriebssitzes in Verbindung mit der Ausübung der Zulassung;
- den Vertragstyp und die Anstellungsdauer.

Spezifische Angaben, die für die befugte(n) Person(en) im Sinne von Artikel 39 § 1 Ziffer 2 und § 2 des EWR Boden verlangt werden.

Für jede der befugten Personen die folgenden Unterlagen vorlegen:

- Anhang 9: detaillierter Lebenslauf mit Auflistung der Diplome und zumindest einem Hinweis auf die Erfahrung, die im Laufe der letzten drei bis sechs Jahre vor dem Datum des Antrags auf Zulassung gesammelt wurde;
- Anhang 10: Kopie des (der) Diploms(e);
- Anhang 11: Kopie des Arbeitsvertrags, der die befugte Person mit dem Antragsteller der Zulassung bindet (oder ein von beiden Parteien unterzeichnetes Dokument, das eine Anstellung innerhalb der Gesellschaft in der Form eines Arbeitsvertrags im Sinne des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge bescheinigt, mit Angabe dessen Dauer).

Moralische und finanzielle Garantien (Die Anhänge 12 bis 16 gehören nicht zum Zulassungsantragsformular, das im Rahmen des Antrags auf technische Untersuchung dem ISSeP zu übermitteln ist)

Anhang 12: für den Antragsteller nach Feld II 1 und 2 (juristische Person) eine von einer Person, die ermächtigt ist, die Gesellschaft zu verpflichten, ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass der Antragsteller:

- Tätigkeiten nachweist, die mit der Wirtschaft des Landes, in dem sie angesiedelt sind, in tatsächlicher und dauerhafter Verbindung stehen;
- nicht Gegenstand einer weiterhin wirksamen Verurteilung infolge einer rechtskräftigen Entscheidung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen (d.h. für die Wallonische Region Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die

Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich), föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union gewesen ist;

- nicht von einer Verurteilung wegen Verletzung der sozial-, steuer- und finanzrechtlichen Vorschriften betroffen ist;
- seinen sozialen (Sozialversicherung) und steuerlichen (direkte Steuern und Mehrwertsteuer) Verpflichtungen nachgekommen ist;
- über ausreichende finanzielle Garantien verfügt;
- über eine ausreichende Fähigkeit verfügt, Texte in französischer oder deutscher Sprache abzufassen, insbesondere im Rahmen seiner Beziehungen mit der Verwaltung und ihren Vertretern;
- weder persönlich noch über die Vermittlung einer Drittperson weder direkt noch indirekt eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion in einem Unternehmen wahrnimmt, das eine Aktivität im Bereich der Produktion, der Qualitätskontrolle oder der Bewirtschaftung von Erde im Sinne von Artikel 5 des Dekrets vom 1. März 2018 oder eine Aktivität im Bereich der materiellen Durchführung von Sanierungshandlungen und -arbeiten ausübt.

Anhang 13: für jede der in Feld II 3.1 genannten Personen (Verwalter, Geschäftsführer oder Personen, die ermächtigt sind, die Gesellschaft zu verpflichten) eine ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass er/sie:

- nicht Gegenstand einer weiterhin wirksamen Verurteilung infolge einer rechtskräftigen Entscheidung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen (d.h. für die Wallonische Region Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich), föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union gewesen ist;
- nicht zu einem weiterhin wirksamen Entzug seiner zivilen und politischen Rechte verurteilt worden ist.

Anhang 14: für jede der in Feld II 3.2 genannten Verwaltungsgesellschaften eine von einer Person, die ermächtigt ist, die Gesellschaft zu verpflichten, ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass die Gesellschaft:

- nicht Gegenstand einer weiterhin wirksamen Verurteilung infolge einer rechtskräftigen Entscheidung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen (d.h. für die Wallonische Region Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich), föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union gewesen ist;

Anhang 15: die einzelnen, von jedem der in Artikel 39 § 1 Ziffer 1 des EWR Boden genannten Laborverantwortlichen ordnungsgemäß datierten und unterzeichneten ehrenwörtlichen Erklärungen vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass er/sie:

- nicht Gegenstand einer weiterhin wirksamen Verurteilung infolge einer rechtskräftigen Entscheidung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen (d.h. für die Wallonische Region Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich), föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union gewesen ist;
- nicht zu einem weiterhin wirksamen Entzug seiner/ihrer zivilen und politischen Rechte verurteilt worden ist.

Anhang 16: die einzelnen, von jeder der in Artikel 39 § 1 Ziffer 2 und § 2 des EWR Boden genannten befugten Personen ordnungsgemäß datierten und unterzeichneten ehrenwörtlichen Erklärungen vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass er/sie:

- nicht Gegenstand einer weiterhin wirksamen Verurteilung infolge einer rechtskräftigen Entscheidung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen (d.h. für die Wallonische Region Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich), föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union gewesen ist;
- nicht zu einem weiterhin wirksamen Entzug seiner/ihrer zivilen und politischen Rechte verurteilt worden ist;
- sich verpflichtet, an den von der Verwaltung organisierten Fortbildungsmodulen betreffend die Gesetzgebung und ihre Entwicklungen und die verwaltungstechnische Praxis teilzunehmen.

Material sowie technische, IT- und menschliche Ressourcen nach Artikel 39 § 1 Ziffer 3 des EWR Boden

Anhang 17: die ggf. nach dem von der Verwaltung über die Webseite Umweltportal der Wallonie bereitgestellten Muster angefertigte Auflistung des Materials und der technischen, IT- und menschlichen Ressourcen beifügen, die dem Antragsteller zur Verfügung stehen, um die gesetzlich vorgeschriebenen (insbesondere im WKPA und im WKFP festgelegten) Methoden und Verfahren umzusetzen und die Aufgaben, für welche die Zulassung beantragt wird, wahrzunehmen.

Anerkanntes Qualitätsmanagementsystem nach Artikel 39 § 1 Ziffer 4 des EWR Boden

Anhang 18: den Nachweis erbringen, dass der Antragsteller ein anerkanntes Qualitätsmanagementsystem umsetzt, das sich auf die

gesamten organisatorischen und technischen Aktivitäten des Laboratoriums² bezieht, wobei folgende Unterlagen vorzulegen sind:

- a. entweder die Kopie der Akkreditierungsbescheinigung ISO 17025 (die zumindest einen analysierten Parameter umfasst);
- b. oder Dokumente, durch die bescheinigt wird, dass ein anderes Managementsystem in Bezug auf die organisatorische und technische Qualität von Laboraktivitäten umgesetzt wird, das von der Verwaltung auf der Grundlage eines Berichts des "ISSeP" vorgeschrieben oder vorab genehmigt worden ist.

Technischer Untersuchungsbericht des "ISSeP" nach Artikel 41 und Zeitplan der Durchführung der Bestimmungen von Artikel 39 § 1 Ziffer 5 des EWR Boden (Anhang 19 gehört nicht zum Zulassungsantragsformular, die im Rahmen des Antrags auf technische Untersuchung dem "ISSeP" zu übermitteln ist).

Anhang 19: den in Artikel 41 des EWR Boden erwähnten Bericht des "ISSeP" samt Antwort des Antragstellers auf die vom "ISSeP" bei seiner technischen Untersuchung gegebenenfalls hervorgehobenen Mängel sowie, für die vor der Einreichung des Zulassungsantrags zu behebbenden Mängel, die erforderlichen Nachweise vorlegen.

Dieser Bericht umfasst die von den Parteien ("ISSeP"/Laboratorium) ordnungsgemäß ausgefüllte und unterzeichnete "**allgemeine Übersichtstabelle**", die von der Verwaltung auf dem Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird (siehe Anhang 2 von Feld III des vorliegenden Formulars).

Entsprechen nicht alle Methoden, die vom Antragsteller angewandt werden, den Methoden des WKPA, so umfasst dieser Bericht für die betroffene(n) Methode(n) ebenfalls:

- entweder die Stellungnahme des "ISSeP" über den nach den Grundsätzen des WKPA erstellten Gleichwertigkeitsbericht
- oder das vom "ISSeP" ausgestellte Gleichwertigkeitsmerkblatt.

Verpflichtung, die Regeln einzuhalten und sich den Kontrollmaßnahmen zu unterziehen (Anhang 20 gehört nicht zum Zulassungsantragsformular, das im Rahmen des Antrags auf technische Untersuchung dem ISSeP zu übermitteln ist)

Anhang 20: die von einer Person, die ermächtigt ist, die Gesellschaft zu verpflichten, ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete Erklärung beifügen, deren Muster von der Verwaltung über die Webseite Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird und der zufolge der Antragsteller sich verpflichtet, sich den Gesetzes- und

² Dieses Qualitätsmanagementsystem wird auf sämtliche Laboraktivitäten angewandt: Dieser Punkt ist vom "ISSeP" zu beglaubigen und in seinem technischen Untersuchungsbericht zu erwähnen (Anhang 18)

Verordnungsbestimmungen zu unterziehen, insbesondere sämtliche in den Artikeln 42 und 43 des EWR Boden erwähnten Regeln einzuhalten und durchzusetzen, sowie sich den in den Artikeln 44 bis 47 desselben EWR festgehaltenen Straf- und Kontrollmaßnahmen zu unterziehen.

Der(die) Unterzeichnete(n),, wie im Feld II 3.1 identifiziert, erklär(t)(en) und bestätig(t)(en) auf Ehre, dass die in vorliegendem Formular und dessen Anhängen enthaltenen Informationen vollständig und richtig sind.

....., den

Unterschrift

Das Formular und seine Anhänge werden elektronisch über die Webseite Umweltportal der Wallonie unter Beifügung einer elektronischen Unterschrift, die durch ein von der Verwaltung genehmigtes System übermittelt wird, oder auf jede andere Weise eingereicht, die von der Verwaltung zugelassen und auf derselben Webseite erwähnt wird.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 29. August 2019 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 29. August 2019

C. DI ANTONIO

| | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--------------------------|---|
| Chrom: CAS 7440-47-3 | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Chrom III: CAS-16065-83-1 (die im Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung für den Gesamtchrom vorgeschlagenen Werte beruhen auf dem dreiwertigen Chrom) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Chrom VI (CAS-18540-29-9) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-4 | |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Kupfer (CAS-7440-50-8) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Quecksilber (anorganisches Hg: CAS-7487-94-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-3 | - |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Nickel (CAS-7440-02-0) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Blei (CAS-7439-92-1) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Zink (CAS-7440-66-6) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Nicht-halogenierte aromatische Kohlenwasserstoffe | | | | | | | | | |
| Benzol (CAS-71-42-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 | |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Ethylbenzol (CAS-100-41-4) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 | |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Toluol (CAS-108-88-3) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 | |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Xylole (Summe) (CAS-1330-20-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 | |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Styren (CAS-100-42-5) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 | |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Phenol (CAS-000108-95-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-2.2 | |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Nicht-halogenierte polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe | | | | | | | | | |
| Naphthalin (CAS-91-20-3) | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--------------------------|
| Indeno-(1,2,3-cd)-pyren (CAS-193-39-5) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Chlorhaltige Kohlenwasserstoffe | | | | | | | | | |
| Dichlormethan (CAS-75-09-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Trichlormethan (CAS-67-66-3) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Tetrachlormethan (CAS-56-23-5) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Tetrachlorethen (PCE) (CAS-127-18-4) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Trichlorethen (TCE) (CAS-79-01-6) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| 1,2-Dichlorethen (Summe) (DCE) | | | | | | | | | |
| cis-DCE (CAS-156-59-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| trans-DCE (CAS-156-60-5) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Chlorethen (VC) (CAS-75-01-4) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| 1,1,1 - Trichlorethan (1,1,1-TCA) (CAS-71-55-6) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| 1,1,2 - Trichlorethan (1,1,2 - TCA) (CAS-79-00-5) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| 1,2 - Dichlorethan (1,2 - DCA) CAS-107-06-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Zyanide | | | | | | | | | |
| Freie Cyanide (CAS-57-12-5) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-II-5.1 ; S-II-5.2 |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |
| Sonstige organische Verbindungen | | | | | | | | | |
| Methyl-tert-butylether (MTBE) (CAS-1634-04-4) | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|---|
| vorgeschlagenen Werte beruhen auf dem dreiwertigen Chrom) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II-1.2.2 |
| Chrom VI (CAS-18540-29-9) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-II-3 |
| Kupfer (CAS-7440-50-8) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II-1.2.2 |
| Quecksilber (anorganisches Hg: CAS-7487-94-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-II-2.1 ; E-II-2.2 |
| Nickel (CAS-7440-02-0) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II-1.2.2 |
| Blei (CAS-7439-92-1) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II-1.2.2 |
| Zink (CAS-7440-66-6) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II-1.2.2 |
| Nicht-halogenierte aromatische Kohlenwasserstoffe | | | | | | | | | |
| Benzol (CAS-71-42-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Ethylbenzol (CAS-100-41-4) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Toluol (CAS-108-88-3) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Xylole (Summe) (CAS-1330-20-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Styren (CAS-100-42-5) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Phenol (CAS-000108-95-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | Keine (Ref. E-III-2.2, besteht aber nicht) |
| Nicht-halogenierte polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe | | | | | | | | | |
| Naphthalin (CAS-91-20-3) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 ; E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Acenaphtylen (CAS-208-96-8) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Acenaphten (CAS-83-32-9) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Fluoren (CAS-86-73-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Phenanthren (CAS-85-01-8) | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--------------------------|--|
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 | |
| Anthracen (CAS-120-12-7) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 | |
| Fluoranthen (CAS-206-44-0) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 | |
| Pyren (CAS-129-00-0) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 | |
| Benzo(a)anthracen (CAS-56-55-3) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 | |
| Chrysen (CAS-218-01-9) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 | |
| Benzo(b)fluoranthen (CAS-205-99-2) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 | |
| Benzo(k)fluoranthen (CAS-207-08-9) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 | |
| Benzo(a)pyren (CAS-50-32-8) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 | |
| Dibenzo(ah)anthracen (CAS-53-70-3) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 | |
| Benzo(g,h,i)perylene (CAS-191-24-2) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 | |
| Indeno-(1,2,3-c,d)-pyren (CAS-193-39-5) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 | |
| Chlorhaltige Kohlenwasserstoffe | | | | | | | | | | | |
| Dichlormethan (CAS-75-09-2) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 | |
| Trichlormethan (CAS-67-66-3) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 | |
| Tetrachlormethan (CAS-56-23-5) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 | |
| Tetrachlorethen (PCE) (CAS-127-18-4) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 | |
| Trichlorethen (TCE) (CAS-79-01-6) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 | |
| 1,2-Dichlorethen (Summe) (DCE) | | | | | | | | | | | |
| cis-DCE (CAS-156-59-2) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 | |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | | | |
| trans-DCE (CAS-156-60-5) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 | |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | | | |
| Chlorethen (VC) (CAS-75-01-4) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 | |
| 1,1,1 - Trichlorethan (1,1,1-TCA) (CAS-71-55-6) | | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 | |

| | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--------------------------|
| 1,1,2 - Trichlorethan (1,1,2 - TCA) (CAS-79-00-5) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| 1,2 - Dichlorethan (1,2 - DCA) CAS-107-06-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Zyanide | | | | | | | | | |
| Freie Zyanide (CAS-57-12-5) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-II-4 |
| Sonstige organische Verbindungen | | | | | | | | | |
| Methyl-tert-butylether (MTBE) (CAS-1634-04-4) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Mineralölkohlenwasserstoffe | | | | | | | | | |
| Fraktion EC > 5-8 (ohne CAS) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-4 |
| Fraktion EC > 8-10 (ohne CAS) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-4 |
| Fraktion EC > 10-12 (ohne CAS) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-5 |
| Fraktion EC > 12-16 (ohne CAS) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-5 |
| Fraktion EC > 16-21 (ohne CAS) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-5 |
| Fraktion EC > 21-35 (ohne CAS) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-5 |
| Andere Parameter | | | | | | | | | |
| Phenolindex (ohne CAS) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-2.1 |
| | | | | | | | | | |
| Für Laboratorien der Kategorie 3: | | | | | | | | | |
| Liste der Verbindungen (Parameter oder Matrizen, die in Anhang 1 zum Dekret vom 1. März 2018 nicht vorgesehen sind) | | | | | | | | | |
| Matrix: ... | | | | | | | | | |
| Parameter: ... | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | |
| Vorbehandlung | | | | | | | | | |

Der Vertreter des Laboratoriums bestätigt, dass die in der Tabelle angeführten Methoden diejenigen sind, die vom Labor angewendet werden, und verpflichtet sich, die Korrekturmaßnahmen innerhalb der in Spalte 10 bestimmten Fristen umzusetzen.

Datum:

Unterschri
ft:

Auf der Grundlage seiner technischen Untersuchung erklärt der Vertreter des "ISSeP", überprüft zu haben, dass das Laboratorium die in der Tabelle angegebenen Methoden umsetzt und dass diese Methoden WKPA-konform sind.

Datum:

Unterschri
ft:

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 29. August 2019 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 29. August 2019

C. DI ANTONIO

ANHANG 6

**ANHANG 7 - ANTRAGSFORMULAR FÜR EINE REGISTRIERUNG ALS
PROBENEHMER**

REGISTRIERUNGSANTRAGSFORMULAR PROBENEHMER

Das Formular und seine Anhänge werden elektronisch über die Webseite Umweltportal der Wallonie unter Beifügung einer elektronischen Unterschrift, die durch ein von der Verwaltung genehmigtes System übermittelt wird, oder auf jede andere Weise eingereicht, die von der Verwaltung zugelassen und auf derselben Webseite erwähnt wird.

Der Antragsteller versieht die Anhänge mit je einer Referenznummer und legt sie nach den Textanweisungen des vorliegenden Formulars vor.

Bei den erforderlichen Dokumenten und Bescheinigungen handelt es sich um Originale, deren Datum weniger als drei Monate vor der Einsendung des Antrags zurückliegt, mit Ausnahme der als Anhang 5 vorzulegenden Bescheinigung des "ISSeP", deren Ausstellung höchstens 12 Monate vor der Einsendung des vorliegenden Formulars zurückliegen muss.

FELD I: IDENTITÄT DES ANTRAGSTELLERS (natürliche Person)

1. Identität des Probenehmers:

NAME:

Vorname:

Möchte die Tätigkeit eines Probenehmers ausüben:

0 auf eigene Rechnung*

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister (für belgische Unternehmen: ZDU-Nummer):

.....

Mehrwertsteueridentifikationsnummer:

0 für die nachstehende Gesellschaft*:

Gesellschaftsname oder Bezeichnung (offizieller Name, wie im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister eingetragen):

.....

Rechtsform:

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister (für belgische Unternehmen: ZDU-Nummer):

.....

Mehrwertsteueridentifikationsnummer:

(*) Bitte ankreuzen

2. Anschrift:

Land:

Gemeinde: Postleitzahl:

Straße: Nr. Briefkasten

Tel.:

E-Mail:@.....

3. Anschrift des/der vom Antrag betroffenen Betriebs(s)

Land:

Gemeinde: Postleitzahl:

Straße: Nr. Briefkasten

Tel.:

E-Mail:@.....

4. Im Rahmen des Antrags zu kontaktierende Person (mit gründlicher Kenntnis der französischen Sprache):

NAME:.....

Vorname:.....

Funktion:.....

Tel.:

E-Mail:@.....

Bevorzugte(r) Uhrzeit(en), Tag(e) für einen Anruf:

.....

FELD II: ANHÄNGE

Der Antragsteller achtet darauf, die Anhänge mit je einer Referenznummer zu versehen und nach den Textanweisungen des vorliegenden Formulars vorzulegen.

Die zusätzlichen Anhänge sind ebenfalls fortlaufend zu nummerieren.

Dokumente zur Identifizierung der Person, die die Registrierung beantragt (siehe Feld I, Punkt 1)

Anhang 1: die Kopie des Personalausweises des Antragstellers (Probenehmer) vorlegen

Anhang 2: eine Kopie des Auszugs zum Nachweis der Eintragung in das nationale Handel- und Gesellschaftsregister vorlegen (für den Probenehmer oder, wenn der Probenehmer seine Tätigkeiten für eine Gesellschaft ausübt, für die Gesellschaft, für die er tätig ist)

Anhang 3 (falls der Antragsteller (Probenehmer) seine Tätigkeiten für eine Gesellschaft ausübt): ein vom Antragsteller und von der Gesellschaft, die ihn anstellt, ordnungsgemäß datiertes und unterzeichnetes Dokument vorlegen, durch das bestätigt wird, dass der Antragsteller als Angestellter innerhalb der Gesellschaft beschäftigt ist (mit Angabe der Dauer).

Moralische Garantien; Material sowie technische und IT-Ressourcen

Anhang 4: eine vom Antragsteller (Probenehmer) nach Feld I ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass er/sie:

- nicht Gegenstand einer weiterhin wirksamen Verurteilung infolge einer rechtskräftigen Entscheidung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen, föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union gewesen ist;
- nicht zu einem weiterhin wirksamen Entzug seiner/ihrer zivilen und politischen Rechte verurteilt worden ist;
- über das Material und die technischen Ressourcen verfügt, die zur Wahrnehmung der Entnahmen von Bodenproben benötigt werden;
- über das Material und die IT-Ressourcen verfügt, die zur Übermittlung der Informationen an die Laboratorien, die Sachverständigen oder an die Verwaltung benötigt werden;
- über eine ausreichende Fähigkeit verfügt, Texte in französischer oder deutscher Sprache abzufassen;
- sich verpflichtet, an den Informations-, Auffrischungs- und Ausbildungsveranstaltungen teilzunehmen, die von der Verwaltung oder

ihrem Bevollmächtigten als in Verbindung mit seinen/ihren Aufgaben anerkannt werden.

Bescheinigung über die Teilnahme an der "ISSeP"-Ausbildung für Probenehmer

Anhang 5: eine Kopie der vom "ISSeP" unlängst ausgestellten (weniger als 12 Monate alten) Bescheinigung zum Nachweis der aktiven Teilnahme an dem Ausbildungsmodul über die Probenahme-, Probezusammenstellungs-, Aufbereitungs- und Aufbewahrungsmethoden vorlegen, die in dem Wallonischen Kompendium der Probenahme- und Analysemethoden (WKPA), in dem Wallonischer Kodex der guten fachlichen Praxis (WKFP) und in den sonstigen mit dem Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung verbundenen technischen Dokumenten beschrieben sind. In Ermangelung dessen ein Dokument vorlegen, durch das bescheinigt wird, dass der Probenehmer sich gemäß den Bestimmungen von Artikel 121 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung verpflichtet, an der Ausbildung teilzunehmen, sobald diese organisiert wird.

Versicherungsvertrag

Anhang 6: die Kopie des Versicherungsvertrags oder eine Verpflichtung seitens des Antragstellers (Probenehmer) – oder, wenn der Probenehmer seine Tätigkeiten für eine Gesellschaft ausübt, seitens der Gesellschaft, für die er tätig ist - und der Versicherungsgesellschaft vorlegen, innerhalb von einem Monat nach der Notifizierung der Registrierung eine Berufs- und Betriebshaftpflichtversicherung abzuschließen, die die Tätigkeiten des Probenehmers abdeckt.

Verpflichtung, die Regeln einzuhalten und sich den Kontroll- und Strafmaßnahmen zu unterziehen

Anhang 7: die vom Antragsteller (der Probenehmer als Antragsteller oder, wenn der Probenehmer seine Tätigkeiten für eine Gesellschaft ausübt, der Probenehmer und die Gesellschaft, für die er tätig ist) ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete Erklärung beifügen, deren Muster von der Verwaltung über die Webseite Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird und der zufolge der Antragsteller sich verpflichtet, sämtliche Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen einzuhalten und insbesondere die Regeln einzuhalten, die in Kapitel 3 "Zulassung und Registrierung", Abschnitt 3, des EWR vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung vorgesehen sind, sowie sich den darin enthaltenen Kontroll- und Strafmaßnahmen zu unterziehen.

Der (die) Unterzeichnete(n) (der Probenehmer als Antragsteller oder, wenn der Probenehmer seine Tätigkeiten für eine Gesellschaft ausübt, der Probenehmer und die Gesellschaft, für die er tätig ist),
....., wie im Feld I.1 identifiziert, erklär(t)(en) und bestätig(t)(en) auf Ehre, dass die in vorliegendem Formular und dessen Anhängen enthaltenen Informationen vollständig und richtig sind.

....., den

Unterschrift

Das Formular und seine Anhänge werden elektronisch über die Webseite Umweltportal der Wallonie unter Beifügung einer elektronischen Unterschrift, die durch ein von der Verwaltung genehmigtes System übermittelt wird, oder auf jede andere Weise eingereicht, die von der Verwaltung zugelassen und auf derselben Webseite erwähnt wird.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 29. August 2019 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 29. August 2019

C. DI ANTONIO

ANHANG 7

**ANHANG 8 - FORMULAR, DAS DAS SPEZIFISCHE FELD FÜR DIE
BODENBEWIRTSCHAFTUNG IN DEN ANHÄNGEN 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 UND 15 DES
VERORDNUNGSRECHTLICHEN TEILS DES GESETZBUCHES ÜBER DIE RÄUMLICHE
ENTWICKLUNG BEGLEITET**

**MIT DEM FELD "DEKRET ÜBER DIE
BODENBEWIRTSCHAFTUNG UND -SANIERUNG" IN DEN
ANTRÄGEN AUF EINE STÄDTEBAU-, GLOBAL- ODER
INTEGRIERTE GENEHMIGUNG ODER AUF EINE
STÄDTEBAUBESCHEINIGUNG NR. 2 GEKOPPELTES FORMULAR**

Dieses Formular und seine eventuellen Anhänge müssen dem Formular zur Beantragung einer Genehmigung oder einer Städtebaubescheinigung Nr.2 bei den zuständigen Behörden im Sinne des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung beigelegt werden.

Die erforderlichen Dokumente sind weniger als sechs Monate alt.

Der Begriff "Bodendekret" in diesem Formular verweist auf das Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung.

*Eine Hilfe beim Ausfüllen dieses Formulars finden Sie auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie -
<https://dps.environnement.wallonie.be/home/formulaires.html>*

**FELD I: ÜBERPRÜFUNG DER IN DER DATENBANK ÜBER DEN
BODENZUSTAND ("B.D.E.S.") AUFGENOMMENEN DATEN ÜBER DAS
GUT**

I.1 Sind die Parzellen, die den Gegenstand Ihres Genehmigungsantrags bilden, in der Datenbank über den Bodenzustand ("BDES" - bdes.wallonie.be) pfirsich eingefärbt¹?

- Ja: die betroffenen Katasterparzellen entweder durch das Ausfüllen der nachstehenden Tabelle oder durch die Beifügung eines beglaubigten Auszugs der "BDES" für jede betroffene Parzelle bitte angeben (beachten Sie dabei, dass dieser beglaubigte Auszug kostenpflichtig ist und weniger als drei Monate alt sein muss) und die nächsten Fragen (einschließlich derjenigen in Feld II dieses Dokuments) bitte beantworten:

| | |
|--|--|
| Referenz der von der Pfirsichfarbe betroffenen Katasterparzelle (<i>Kategorie 1 und/oder 2, wie in Artikel 12 § 2 und/oder 3 des Bodendekrets definiert</i>) | Datum der "B.D.E.S."-Abfrage (innerhalb von drei Monaten vor der Einreichung dieses Formulars) |
|--|--|

¹ In Bezug auf die Parzellen, die in der BDES "blau" eingefärbt sind, die diesbezüglich auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie bereitgestellten Informationen bitte zur Kenntnis nehmen

| | |
|--|--|
| | |
| | |

- Nein: die Punkte 1.2 und 1.3 in Feld I bitte durchlesen und dann direkt zur ehrenwörtlichen Erklärung am Ende dieses Dokuments wechseln.

I.2 Falls Sie zusätzliche Informationen zur Bodenbelastung mitzuteilen haben, die in Zusammenhang mit dem Gegenstand des Genehmigungsantrags stehen, in der "BDES" nicht vorhanden sind und der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie noch nicht übermittelt wurden, dann bitte wie in Artikel 6 des Bodendekrets vorgesehen vorgehen und dem Überwachungsbeamten sowie dem Gemeindegremium der betroffenen Gemeinde(n) eine Bodenverschmutzung anmelden.

I.3 Falls Sie Daten berichtigen möchten, die in der "BDES" enthalten sind, dann einen Antrag auf Berichtigung bitte einreichen (Betätigung der zu diesem Zweck für jede in der "B.D.E.S." aufgenommene Parzelle vorgesehenen Schaltfläche "Berichtigung").

FELD II: ERFORDERLICHE DOKUMENTE AUFGRUND DER VERPFLICHTUNGEN AUS DEM BODENDEKRET

Achtung: Dieses Feld ist nur im Falle eines Genehmigungsantrags auszufüllen, für den mindestens eine der von diesem Antrag betroffenen Parzellen in der "BDES" pfirsich eingefärbt ist.

II.1. Entspricht Ihr Genehmigungsantrag einer der folgenden Situationen:

| Hauptzweck des Genehmigungsantrags | | ja | nein |
|---|---|----|------|
| Aufbau eines Netzes zur Wasserverteilung, Wassergewinnung oder -sanierung, eines Strom- oder Gasnetzes, eines Telekommunikations-, Datenfernübertragungs-, Kabelfernsehnetzes oder eines Netzes zum Transport von Gas, Strom oder Flüssigkeiten | | | |
| Durchführung von Straßenbauarbeiten | | | |
| Zeitweiliger Betrieb im Sinne von Artikel 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, dessen durchgehende Betriebsdauer ein Jahr nicht überschreitet | | | |
| Projekt mit Handlungen und Arbeiten, die räumlich begrenzt sind oder ein geringes Ausmaß aufweisen, betreffend: | | | |
| | - das Aufstellen einer ortsfesten Anlage, die nicht zu Wohnzwecken bestimmt, nicht verankert oder in den Boden eingelassen ist, und deren Bodenabstützung die Stabilität versichert im Sinne von Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffer 1 des GRE; | | |
| | - den Bau eines Gebäudes oder Bauwerks oder das Aufstellen einer ortsfesten Anlage, die in den Boden eingelassen oder verankert ist im Sinne von Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffer 1 des GRE, sofern die folgenden Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind: <ul style="list-style-type: none"> a) das Gebäude oder die Anlage ist nicht zu Wohnzwecken bestimmt; b) die Grundfläche liegt unter vierzig Quadratmetern; c) die Handlungen und Arbeiten benötigen keinen Erdaushub; | | |

| | | | |
|--|--|--|--|
| | d) kein Teil des Bodens ist mit einem undurchlässigen Belag überzogen, der sich aus den im Rahmen der Genehmigung unternommenen Arbeiten ergibt; | | |
| | - die bedeutende Änderung des Bodenreliefs über eine Fläche von weniger als vierzig Quadratmetern und deren Höhe, ob bei Aufschüttung oder bei Aushub, höchstens fünfzig Zentimeter im Verhältnis zum natürlichen Geländeniveau beträgt; | | |
| | - die Rodung oder Veränderung der Vegetation im Sinne von Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffer 13 des GRE über eine Fläche von weniger als zwanzig Quadratmetern; | | |
| | - eine Aufforstung im Sinne von Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffer 10, wenn diese dazu bestimmt ist, ein Phytomanagement-Projekt anzusiedeln, dessen Zweck keine Bodensanierung ist | | |

Falls Sie für mindestens eine der Situationen in der vorstehenden Tabelle mit Ja geantwortet haben, dann bitte direkt zur ehrenwörtlichen Erklärung am Ende dieses Dokuments wechseln.

Andernfalls die nächsten Fragen bitte beantworten.

II.2. Impliziert Ihr Genehmigungsantrag:

1° entweder die Durchführung von Handlungen und Arbeiten, die zu den Folgenden gehören?:

| Handlungen und Arbeiten (im Sinne von Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffern 1, 4, 9 und 13 des GRE) | ja | nein |
|---|-----------|-------------|
| - Bau eines Gebäudes oder Bauwerks oder Nutzung eines Grundstücks für das Aufstellen einer oder mehrerer ortsfesten Anlagen | | |
| - Wiederaufbau | | |
| - Bedeutende Änderung des Bodenreliefs | | |
| - Rodung oder Veränderung der Vegetation eines Gebiets, dessen Schutz die Regierung für notwendig hält | | |

Falls Sie auf alle Situationen in der vorstehenden Tabelle mit Nein geantwortet haben, dann bitte zu Punkt 2 wechseln.

Falls Sie für mindestens eine der Situationen in der vorstehenden Tabelle mit Ja geantwortet haben, dann bitte folgende Teilfragen beantworten:

Weist das betroffene Grundstück zumindest eine nachgewiesene bzw. potentielle Bodenverschmutzung auf?

Ja

Die geplanten Handlungen und Arbeiten bitte kurz beschreiben und einen Plan beifügen, auf dem die vom Genehmigungsantrag betroffenen Gebiete (bzw. Gebiet) mit nachgewiesener oder potentieller Verschmutzung und Baustellengebiete deutlich angegeben werden.

.....

Implizieren die vorgenannten Handlungen und Arbeiten eine Änderung der Grundfläche mit Auswirkungen auf die Bodenbewirtschaftung²?

Ja: die Auswirkungen dieser Handlungen und Arbeiten auf die Bodenbewirtschaftung bitte beschreiben

.....

Nein: das Ausbleiben von Auswirkungen dieser Handlungen und Arbeiten auf die Bodenbewirtschaftung bitte nachweisen

.....

Nein: bitte weiter zu Punkt 2.

2° oder eine durch eine Änderung der Zweckbestimmung (im Sinne von Anhang 2 des Bodendekrets) oder der tatsächlichen Nutzung (im Sinne von Anhang 3 des Bodendekrets) entstandene Umstellung auf eine Nutzungsart mit strengeren Einschränkungen (wobei Nutzung I die Nutzung mit den meisten und Nutzung V diejenige mit den wenigsten Einschränkungen ist)?;

a) Ihre gegenwärtige Situation bitte beschreiben:

| | In der ersten Spalte von Anhang 2 oder 3 des Bodendekrets aufgeführte Nutzung | Entsprechende Nutzungsnummer im Bodendekret (I, II, III, IV oder V) |
|-----------------------|---|---|
| Rechtslage (Anhang 2) | | |
| Sachlage (Anhang 3) | | |

Eventuelle zusätzliche Bemerkungen:

b) Ihre planmäßige Situation bitte beschreiben:

| | In der ersten Spalte von Anhang 2 oder 3 des | Entsprechende Nutzungsnummer |
|--|--|------------------------------|
| | | |

² d.h. eine Änderung der Bodenfläche oder Umgestaltung(en) des Bodens infolge von Handlungen oder Arbeiten, die Untersuchungen, Analysen oder Sanierungshandlungen und -arbeiten, die eine in Höhe des Grundstücks identifizierte oder in dessen unmittelbarer Nähe lokalisierte Bodenverschmutzung betreffen, verhindern oder übermäßig erschweren könnten

| | Bodendekrets aufgeführte Nutzung | im Bodendekret (I, II, III, IV oder V) |
|-----------------------|-------------------------------------|---|
| Rechtslage (Anhang 2) | | |
| Sachlage (Anhang 3) | | |

Eventuelle zusätzliche Bemerkungen:

c) Wechselt die Nutzung zu einer strengeren Nutzungsart?

Ja: bitte kurz begründen:

Nein: bitte kurz begründen:

Wenn Ihre Handlungen und Arbeiten keine Änderung der Grundfläche mit Auswirkungen auf die Bodenbewirtschaftung implizieren und Ihr Projekt keinen Wechsel zu einer Nutzungsart mit strengeren Einschränkungen mit sich bringt, dann bitte direkt zur ehrenwörtlichen Erklärung am Ende dieses Dokuments wechseln.

Andernfalls folgende Fragen bitte beantworten.

II.3. Treffen die weiteren Fälle, in denen nach dem Bodendekret von der Durchführung einer Orientierungsstudie abgewichen werden darf, auf Sie zu?

- Ja, den weniger als sechs Monate alten Beschluss der Operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Boden und Abfälle, Direktion der Bodensanierung zur Gewährung der Abweichung bitte beifügen
- Nein: diesem Formular eine von einem zugelassenen Sachverständigen durchgeführte Orientierungsstudie betreffend das Areal des Genehmigungsantrags, wie im Bodendekret vorgeschrieben, bitte beifügen sowie die Aktennummer, die diesem von der Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Boden und Abfälle, Direktion der Bodensanierung zugewiesen wurde, bitte angeben:

Der Unterzeichnete,, erklärt und bestätigt auf Ehrenwort, dass die in vorliegendem Formular und dessen Anhängen enthaltenen Informationen vollständig und richtig sind.

....., den

Unterschrift

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 29. August 2019 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 29. August 2019

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2019/15341]

29 AUGUSTUS 2019. — Ministerieel besluit tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Industriezones en Dierenwelzijn,

Gelet op het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering zoals gewijzigd en in het bijzonder artikel 150 waarbij de Minister ertoe gemachtigd wordt om de bijlagen bij bedoeld besluit, met uitzondering van bijlage 3, aan te vullen, te wijzigen of te vervangen;

Overwegende dat de bijlagen 1, 2, 4, 5, 6, 7 en 8 bij bovengenoemd besluit moeten worden bijgewerkt om de operationele procedures die op administratief niveau zijn ingevoerd, te verbeteren,

Besluit :

Artikel 1. De bijlagen 1, 2, 4, 5, 6, 7 en 8 bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering worden vervangen door de bijlagen bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 2 mei 2019.

Namen, 29 augustus 2019.

C. DI ANTONIO

BIJLAGE 1

BIJLAGE 1. AANVRAAGFORMULIER INZAKE MILIEU-INFORMATIE VOOR DE TOEGANG TOT DE DATA UIT DE B.D.E.S. (DATABANK ONDERGROND)**Formulier « INFOBDES »****AANVRAAGFORMULIER INZAKE MILIEU-INFORMATIE VOOR DE TOEGANG TOT DE DATA UIT DE B.D.E.S. (DATABANK ONDERGROND)**

EEN FORMULIER PER PERCEEL EN PER BRON.

1. Identificatie van de aanvrager:U bent: Deskundige Notaris Burger Andere : _____

Naam:

Voornaam:

Straat + nr.

Postcode en Gemeente :

Telefoon:

GSM :

Emailadres :

2. Aangevraagde B.D.E.S.-data**- Ligging van het (de) perceel (elen)**

Straat + nr.

Postcode en Gemeente :

Kadastrale coördinaten : Raadpleeg <http://bdes.wallonie.be/portal/>

Gemeente :

Afdeling :

Sectie :

- Perceelnummer :

Bron van de aangevraagde gegevens :

Referentie van het dossier geïdentificeerd in de B.D.E.S. : _____

3. Gewenst antwoord : (aanvinken wat past)**- Drager (volgens de mogelijkheden van de bron) :**

- 1. Raadpleging ter plaatse
- 2. Elektronische drager
- 3. Papier
- 4. Andere drager : _ _ _ _ _

- Het verstrekken van het antwoord :

- 5. Per email (kosteloos)
- 6. Per aangetekend schrijven met ontvangstbericht
(te betalen : prijs van de drager + prijs van het aangetekend
schrijven)
- 7. Opgehaald door de aanvrager bij de aanvragende dienst
(te betalen : prijs van de drager)

Ik verbind mij ertoe de kosten voor het verstrekken en leveren van
de aangevraagde informatie te betalen.
(verplicht aan te vinken voor de keuzes 3, 4, 6 en 7)

Datum van de aanvraag, _ _ _ _ _
aanvrager,

Handtekening van de

_ _ _ _ _

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 29 augustus 2019 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Namen, 29 augustus 2019.

C. DI ANTONIO

BIJLAGE 2**BIJLAGE 2. AANVRAAGFORMULIER VOOR RECHTZETTING VAN DE B.D.E.S-DATA****Aanvraagformulier voor « Rechtzetting van de B.D.E.S.-data »****EEN FORMULIER PER BRON.****1. Identificatie van de aanvrager van de rechtzetting:**

Naam: _____

Voornaam: _____

—

Straat + nr.: _____

—

Postcode en gemeente: _____

Telefoon: _____ GSM: _____

Emailadres : _____ @ _____

2. Geografische ligging van de percelen

De aanvrager voegt een liggingsplan van de percelen

 gekadastreerd niet-gekadastreerd

waarop de percelen duidelijk geïdentificeerd en afgebakend worden.

3. Kadastrale omschrijvingen van de percelen (zie site : bdes.wallonie.be)

| Perceel | Gemeente | Afdeling | Sectie | Nr. |
|---------|----------|----------|--------|-----|
| 1 | | | | |
| 2 | | | | |
| 3 | | | | |
| 4 | | | | |
| 5 | | | | |
| 6 | | | | |
| 7 | | | | |

| | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|
| | | | | | |
| | 8 | | | | |
| | 9 | | | | |
| | 10 | | | | |
| | Als er meer dan 10 percelen zijn, wordt bij dit formulier een document bijgevoegd | | | | |

4. Bron van de recht te zetten gegevens

Bron : (vermeld in de B.D.E.S):

Referenties (vermeld in de B.D.E.S.) :

5. Aard en rechtvaardiging van de rechtzetting

De aanvrager geeft hier de redenen aan waarom hij van mening is dat de gegevens vermeld in de B.D.E.S. voor de geselecteerde percelen niet juist zijn en motiveert deze met alle documenten die hij relevant acht. _ _ _ _ _

Lijst van bewijsstukken die bij de aanvraag zijn gevoegd:

1. -----

2. -----

3. -----

6. Datum van de aanvraag :

Handtekening van de aanvrager:

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 29 augustus 2019 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Namen, 29 augustus 2019.

C. DI ANTONIO

BIJLAGE 3**BIJLAGE 4. ERKENNINGSAANVRAAGFORMULIER DESKUNDIGE****ERKENNINGSAANVRAAGFORMULIER DESKUNDIGE**

Het formulier en de bijbehorende bijlagen worden elektronisch ingediend via de website Waalse leefmilieuportaal, en gaan vergezeld van een elektronische handtekening die geleverd wordt via een door de administratie goedgekeurd systeem of via iedere andere door de administratie aanvaarde en op dezelfde website vermelde wijze.

De aanvrager voegt de bijlagen bij het formulier en legt deze voor naar het model van dit formulier.

De bewoordingen "BWR bodem" van dit formulier verwijzen naar het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

De vereiste documenten en attesten zijn originelen en zijn minder dan drie maanden gedateerd, te rekenen vanaf de datum van verzending van de aanvraag.

VAK I: IDENTITEIT VAN DE AANVRAGER**1. Wanneer het om een rechtspersoon gaat****1.1. Identiteit :**

Firmanaam of benaming (officiële naam geregistreerd bij het nationale handels- en vennootschappenregister) :.....

Rechtsvorm:.....

Identificatienummer bij het nationale handels- en vennootschappenregister (voor Belgische ondernemingen : KBO-nummer) :

BTW-identificatienummer :.....

1.2. Adres van de maatschappelijke zetel :

Land :.....

Gemeente :..... Postcode :.....

Straat :..... Nr. bus
.....

Tel. :

E-mail :.....@.....

1.3. Adres van de bedrijfszetel(s) in het kader van de erkenning en waarvoor de aanvraag ingediend wordt :

Land :.....

Gemeente :..... Postcode :.....

Straat :..... Nr. bus
.....

Contactpersoon in het kader van de aanvraag (persoon die idealiter de Franse taal beheerst) :

NAAM

:.....
.

Voornaam

:.....

Functie

:.....

Tel. :

E-mail :.....@.....

Voorkeursuur en -dag om gecontacteerd te worden :.....

1.4. Adres van het (de) ander(e) steunpunt(en) in het Waalse Gewest (*):

Gemeente :..... Postcode :.....

Straat :..... Nr. bus
.....

Contactpersoon :

NAAM

.....

.

Voornaam

.....

Functie

.....

Tel. :

E-mail :.....@.....

(*) Deze steunpunten zullen ook in de lijst op het Waalse leefmilieuportaal vermeld worden

1.5. Lijst op naam van de bestuurders, zaakvoerders of personen die de vennootschap waarvoor de aanvraag ingediend wordt, kunnen verbinden :

1.5.1. Natuurlijke personen:

NAAM

.....

Voornaam:.....

.....

Functie

.....

NAAM

.....

Voornaam

.....

Functie

.....

NAAM

.....

Voornaam

.....

Functie

.....

NAAM

.....

Voornaam

.....

Functie

.....

1.5.2. Rechtspersonen :

Firmanaam of benaming :

Rechtsvorm:.....
.....

Identificatienummer bij het nationale handels- en
vennootschappenregister :.....
.....

Firmanaam of benaming :

Rechtsvorm
:.....

Identificatienummer bij het nationale handels- en
vennootschappenregister :.....
.....

2. Wanneer het om een natuurlijke persoon gaat

2.1. Identiteit :

NAAM

.....

Voornaam

.....

Identificatienummer bij het nationale handels- en vennootschappenregister (voor Belgische ondernemingen : KBO-nummer) :

BTW-identificatienummer :.....

2.2. Adres :

Land :.....

Gemeente :..... Postcode :.....

Straat :..... Nr. bus
.....

Tel. :

E-mail :.....@.....

2.3. Adres van de bedrijfszetel(s) in het kader van de erkenning en waarvoor de aanvraag ingediend wordt :

Land :.....

Gemeente :..... Postcode :.....

Straat :..... Nr. bus
.....

Contactpersoon voor de aanvraag (persoon die idealiter de Franse taal beheerst) :

NAAM

:.....

Voornaam

:.....

Functie

:.....

Tel. :.....

E-mail :.....@.....

Voorkeursuur en -dag om gecontacteerd te worden :.....

2.4. Adres van het (de) ander(e) steunpunt(en) in het Waalse Gewest (*):

Gemeente :..... Postcode :.....

Straat :..... Nr. bus
.....

Contactpersoon :

NAAM

:.....

Voornaam

:.....

Functie

:.....

Tel. :

E-mail :.....@.....

(*) Deze steunpunten zullen ook in de lijst op het Waalse leefmilieuportaal vermeld worden

VAK II : ALGEMENE INLICHTINGEN TE VERSTREKKEN DOOR DE AANVRAGER**1. Identiteit van de voorgestelde bevoegde persoon (personen) bedoeld in artikel 27, § 1, 4^o en § 2 van het BWR bodem:**

Naam:

Voornaam:

Tel. :.....

E-mail :.....@.....

Naam:

Voornaam:

Tel. :

E-mail :.....@.....

2. Identiteit van de persoon (personen) bevoegd voor het gebruik en interpretatie van het model van analyse van de risico's die de bodemvervuilende stoffen voor de gezondheid van de mens inhouden en van het (de) model (modellen) van analyse van de risico's voor verspreiding van de verontreinigende stoffen in de grondwateren, aanvaard door de administratie en bedoeld in artikel 27, § 1, 3°, van het BWR bodem :

NAAM

.....

Voornaam

.....

Tel. :.....

E-mail :.....@.....

NAAM

.....

Voornaam

.....

Tel. :

E-mail :.....@.....

3. Identiteit van de persoon (personen) bevoegd op het gebied van de technieken en opvolging van saneringswerken, als bedoeld in artikel 27, § 1, 1°, van het BWR bodem:

NAAM

.....

Voornaam

.....

Tel. :.....

E-mail :.....@.....

NAAM

:.....

Voornaam

:.....

Tel. :.....

E-mail :.....@.....

4. Identiteit van de kwaliteitsverantwoordelijke:

NAAM

:.....

Voornaam

:.....

Tel. :.....

E-mail :.....@.....

VAK III : BIJLAGEN

De aanvrager voorziet de bijlagen van referenties en legt deze voor naar het model van dit formulier.

De bijkomende bijlagen worden eveneens genummerd volgens een doorlopende nummering.

Identificatiedocumenten van de persoon (natuurlijke of rechtspersoon) die de erkenning aanvraagt (als bedoeld in vak I, punt 1.1 of 2.1)

Bijlage 1 Een afschrift van het uittreksel dat de registratie in het nationale handels- en vennootschappenregister bewijst, verstrekken

Bijlage 2 (indien de aanvrager een rechtspersoon is) Een afschrift van de bekendmaking in gecoördineerde versie van de statuten van de rechtspersoon of een voor eensluidend verklaard afschrift van de aanvraag van bekendmaking van de statuten verstrekken

Nodige bevoegdheden voor de uitoefening van de erkenning

Bijlage 3 De tabel « **Ervaring kwalificaties** » die op het Waalse leefmilieuportaal ter beschikking is, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend door de aanvrager en door elke persoon bedoeld in artikel 28, § 1, 1°, 2°, 3° en 4°, van het BWR bodem bijvoegen.

Deze tabel vermeldt :

- de identiteit van de in dienst genomen natuurlijke personen om te voldoen aan de voorschriften krachtens welke de erkenning aangevraagd wordt ;
- de kwalificaties van deze personen: diploma / aantal jaren ervaring met betrekking tot de gevraagde erkenning, verworven in de drie tot zes jaar voorafgaand aan de datum van de aanvraag;
- de vakgebieden beheerst door iedere persoon in verband met de bevoegdheden die voor de uitoefening van de erkenning nodig zijn;
- voor de personen bevoegd voor het gebruik en de interpretatie van het (de) model(len) van analyse van de risico's als bedoeld in artikel 27, § 1, 3°, van het BWR bodem, de naam van het (de) beheerste model(len) van analyse van de risico's ;
- het type contract en de aanstellingsperiode.

Gegevens die specifiek vereist worden voor de bevoegde persoon (personen) als bedoeld in artikel 27, § 1, 4° en § 2, van het BWR bodem.

Voor elke bevoegde persoon, de volgende documenten verstrekken:

- Bijlage 4 : een gedetailleerd curriculum vitae met een overzicht van de diploma's en met ten minste de vermelding van de ervaring die verworven is in de drie tot zes jaar voorafgaand aan de datum van de erkenningsaanvraag ;
- Bijlage 5 : afschrift van het (de) diploma('s) ;
- Bijlage 6 : afschrift van de arbeidsovereenkomst tussen de bevoegde persoon en de aanvrager van de erkenning (of een door beide partijen medeondertekend document waaruit een aanstelling in de vorm van een arbeidsovereenkomst binnen de onderneming in de zin van de wet van 3

juli 1978 inzake arbeidsovereenkomsten bevestigd wordt, met vermelding van de duur ervan).

Gegevens die specifiek vereist worden voor de persoon (personen) bevoegd voor het gebruik en de interpretatie van het model van analyse van de risico's die de bodemvervuilende stoffen voor de gezondheid van de mens inhouden en van het (de) model (modellen) van analyse van de risico's voor verspreiding van de verontreinigende stoffen in de grondwateren, aanvaard door de administratie en bedoeld in artikel 27, § 1, 3^o, van het BWR bodem

- Annexe 7: voor elke persoon die gekwalificeerd is om het risicoanalysemodel te gebruiken en te interpreteren, een curriculum vitae met een nota waarin de ervaring met het gebruik van het risicobeoordelingsmodel of de risicobeoordelingsmodellen wordt aangetoond, verstrekken.

Gegevens die specifiek vereist worden voor de persoon (personen) bevoegd op het gebied van de technieken en opvolging van saneringswerken, als bedoeld in artikel 27, § 1, 1^o, van het BWR bodem

- Bijlage 8: voor elke van de personen bevoegd op het gebied van de technieken en opvolging van de saneringswerken, een gedetailleerd curriculum vitae met een overzicht van de diploma's en met ten minste de vermelding van de ervaring opgedaan op het gebied van de technieken en opvolging van de saneringswerken in de drie tot zes jaar voorafgaand aan de datum van de erkenningsaanvraag verstrekken.

Morele en financiële garanties

a) Als de aanvrager een rechtspersoon is :

Bijlage 9.1. Voor de aanvrager bedoeld in vak I, punt 1.1 (rechtspersoon), een verklaring op erewoord behoorlijk gedateerd en ondertekend door een persoon met bevoegdheid om de vennootschap te verbinden, verstrekken, waaruit blijkt dat de aanvrager :

- niet het voorwerp is geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van:
 - o de gewestelijke of federale milieuwetgevingen of van elke andere milieuwetgeving van een Lidstaat van de Europese Unie (voor het Waals Gewest, rekening houden met de overtredingen van eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu);
 - o de sociale, fiscale en/of financiële rechtsvoorschriften.
- in regel is op het vlak van de sociale verplichtingen (sociale zekerheid) en de fiscale verplichtingen (directe bijdragen en BTW);

- over voldoende financiële waarborgen beschikt om de opdrachten te vervullen waarvoor de erkenning aangevraagd wordt ;
- over het materieel en de technische en informaticamiddelen en menselijke krachten beschikt om de opdrachten na te komen waarvoor de erkenning is vereist;
- over voldoende redactionele vaardigheden in het Frans of in het Duits beschikt¹;
- niet rechtstreeks of onrechtstreeks, persoonlijk of via een derde natuurlijke of rechtspersoon een directie- of beheersfunctie uitoefent in een onderneming die actief is in de productie, de kwaliteitscontrole of grondbeheer in de zin van artikel 5 van het decreet van 1 maart 2018 of actief is in het uitvoeren van saneringshandelingen en -werken, of een activiteit met het oog op de uitvoering van saneringshandelingen en -werkzaamheden uitvoert.

Bijlage 9.2. Voor elk van de bestuurders, zaakvoerders of personen die de vennootschap waarvoor de aanvraag wordt ingediend, als bedoeld in vak I., punt 1.5.1., kunnen verbinden, een verklaring op erewoord verstrekken, die naar behoren is gedateerd en ondertekend en waarin wordt verklaard dat hij/zij:

- niet is veroordeeld tot een ontzetting uit zijn/haar burgerlijke en politieke rechten die nog steeds gevolgen heeft;
- niet het voorwerp is geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van:
 - o de gewestelijke of federale milieuwetgevingen of van elke andere milieuwetgeving van een Lidstaat van de Europese Unie (voor het Waals Gewest, rekening houden met de overtredingen van eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu);
 - o de sociale, fiscale en/of financiële rechtsvoorschriften.

Bijlage 9.3 Voor elke besturende vennootschap bedoeld in vak I, punt 1.5.2, een verklaring op erewoord verstrekken, behoorlijk gedateerd en ondertekend door een persoon met bevoegdheid om de vennootschap te binden, waaruit blijkt dat de vennootschap :

- niet het voorwerp is geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van:
 - o de gewestelijke of federale milieuwetgevingen of van elke andere milieuwetgeving van een Lidstaat van de Europese Unie (voor het Waals Gewest, rekening houden met de overtredingen van eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu);
 - o de sociale, fiscale en/of financiële rechtsvoorschriften.

¹ Schrappen wat niet past

b) Als de aanvrager een natuurlijke persoon is :

Bijlage 10 Voor de aanvrager bedoeld in vak I, punt 2.1 (natuurlijke persoon), een verklaring op erewoord verstrekken, behoorlijk gedateerd en ondertekend, waaruit blijkt dat de aanvrager :

- niet is veroordeeld tot een ontzetting uit zijn burgerlijke en politieke rechten die nog steeds gevolgen heeft;
- niet het voorwerp is geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van:
 - o de gewestelijke of federale milieuwetgevingen of van elke andere milieuwetgeving van een Lidstaat van de Europese Unie (voor het Waals Gewest, rekening houden met de overtredingen van eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu);
 - o de sociale, fiscale en/of financiële rechtsvoorschriften.
- in regel is op het vlak van de sociale verplichtingen (sociale zekerheid) en de fiscale verplichtingen (directe bijdragen en BTW);
- over voldoende financiële waarborgen beschikt om de opdrachten te vervullen waarvoor de erkenning aangevraagd wordt ;
- over het materieel en de technische en informaticamiddelen en menselijke krachten beschikt om de opdrachten na te komen waarvoor de erkenning is vereist;
- over voldoende redactionele vaardigheden in het Frans of in het Duits beschikt¹;
- niet rechtstreeks of onrechtstreeks, persoonlijk of via een derde natuurlijke of rechtspersoon een directie- of beheersfunctie uitoefent in een onderneming die actief is in de productie, de kwaliteitscontrole of grondbeheer in de zin van artikel 5 van het decreet van 1 maart 2018 of actief is in het uitvoeren van saneringshandelingen en -werken, of een activiteit met het oog op de uitvoering van saneringshandelingen en -werkzaamheden uitvoert.

c) Voor elke type aanvrager (rechtspersoon of natuurlijke persoon):

Bijlage 11 Verklaringen op erewoord verstrekken, die behoorlijk gedateerd en ondertekend zijn door elke van de personen bevoegd op het gebied van de technieken en van de opvolging van de saneringswerken (bedoeld in artikel 27, eerste lid, 1^o van het BWR bodem) en bevoegd voor het gebruik en interpretatie van het model van analyse van de risico's die de bodemvervuilende stoffen voor de gezondheid van de mens inhouden en van het (de) model (modellen) van analyse van de risico's voor verspreiding van de verontreinigende stoffen in de grondwateren, aanvaard door de administratie (bedoeld in het eerste lid, 3^o, van het BWR bodem), waaruit blijkt dat hij/zij:

- niet is veroordeeld tot een ontzetting uit zijn/haar burgerlijke en politieke rechten die nog steeds gevolgen heeft;

- niet het voorwerp is geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van:
 - o de gewestelijke of federale milieuwetgevingen of van elke andere milieuwetgeving van een Lidstaat van de Europese Unie (voor het Waals Gewest, rekening houden met de overtredingen van eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu);
 - o de sociale, fiscale en/of financiële rechtsvoorschriften.
- zich ertoe verbindt de door de administratie of haar gemachtigde georganiseerde opleidingsmodules te volgen die betrekking hebben op haar eigen bevoegdheidsgebied (risicobeoordeling/remediatietechnieken).

Bijlage 12 Verklaringen op erewoord, behoorlijk gedateerd en ondertekend door elke van de gemachtigde personen (bedoeld in artikel 27, § 1, 4° en § 2, van het BWR bodem) verstrekken, waaruit blijkt dat hij/zij:

- niet is veroordeeld tot een ontzetting uit zijn/haar burgerlijke en politieke rechten die nog steeds gevolgen heeft;
- niet het voorwerp is geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van:
 - o de gewestelijke of federale milieuwetgevingen of van elke andere milieuwetgeving van een Lidstaat van de Europese Unie (voor het Waals Gewest, rekening houden met de overtredingen van eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu);
 - o de sociale, fiscale en/of financiële rechtsvoorschriften.
- heeft een goede beheersing van de Franse / Duitse taal¹;
- zich ertoe verbindt:
 - o de modules in voortgezette opleiding te volgen, die de administratie organiseert in verband met de wetgeving en de ontwikkelingen ervan, en met de bestuurspraktijk;
 - o info- of opleidingszittingen te volgen, die door de administratie erkend worden als verband houdend met zijn/haar opdrachten, voor een minimum van 6 uur per jaar.

Materieel en technische, menselijke en informaticamiddelen bedoeld in artikel 26, eerste lid, 8°, en in artikel 27, § 1, 3° alsook in artikel 51, 1° van het BWR bodem.

Bijlage 13: Het overzicht van het materieel alsook de technische, menselijke en informaticamiddelen bijvoegen, waarover de aanvrager beschikt om de wettelijke methoden en procedures toe te passen en de

opdrachten uit te voeren waarvoor de erkenning vereist is, met inbegrip van de opdrachten van de staalnemer².

Ook de risicostudiesoftware die voor de aanvrager beschikbaar is, vermelden.

Verzekeringscontract bedoeld in artikel 27, § 1, 5° alsoon in artikel 51, 2°, van het BWR bodem.

Bijlage 14: Een verbintenis van de aanvrager en van de verzekeringsmaatschappij verstrekken, waarbij ze binnen de maand van de kennisgeving van de erkenning een burgerlijke beroepsaansprakelijkheidsverzekering zullen aangaan ter dekking van de activiteiten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd, met inbegrip van de opdrachten van de monsternemer.

Systeem van kwaliteitsmanagement in verband met de prestaties geleverd in het kader van de aangevraagde erkenning als bedoeld in artikel 27, § 1, 6° en § 3, van het BWR bodem.

Bijlage 15 : De volgende documenten verstrekken:

- hetzij een afschrift van het geldig ISO 9001-certificaat : 2015 (of later) ;
- hetzij een afschrift van de handleiding van kwaliteitsborging.

Verbintenis om de regels na te leven en zich te onderwerpen aan de controlemaatregelen.

Bijlage 16 : De verklaring die gedateerd en ondertekend is door een persoon met bevoegdheid om de vennootschap te verbinden bijvoegen, waarvan het model door de administratie verstrekt wordt via het Waalse leefmilieuwebportaal, waarin de aanvrager zich ertoe verbindt de regels na te leven en te doen naleven, en zich te onderwerpen aan de controle- en sanctie maatregelen bepaald in de artikelen 30 tot 35, 48 en 52 tot 55 van het BWR bodem.

Bijzondere voorwaarden toepasselijk op de dossiers m.b.t. de aanvraag voor de verlenging van de erkenning (artikel 29 van het BWR bodem³):

² De personen die belast zijn met de monsterneming moeten worden geïdentificeerd in bijlage 3 (zij mogen in geen geval personen zijn die uitsluitend bevoegd zijn op het gebied van technische sanering en toezicht op saneringswerken of personen die uitsluitend bevoegd zijn voor risicoanalyse). Ter herinnering, artikel 48 van het BWR bodem identificeert de personen die gemachtigd zijn om monsters te nemen.

³ **Art. 29.** § 1. Als de aanvrager erkend is, kan de erkenning als expert voor één of meerdere periodes van dezelfde duur erkend worden, mits het voldoen aan volgende voorwaarden:

1° de lopende erkenning is niet geschorst;

2° de houder van de erkenning beschikt over een door de administratie gunstig geacht conformiteitsverslag.

Bijlage 17: Het laatste nalevingsrapport bijvoegen, dat door de Administratie als gunstig wordt beschouwd.

Ondergetekende(n),,
de persoon (personen) geïdentificeerd in vak I, punt 1.5.1 of 2.1, verklaart
(verklaren) en bevestigt (bevestigen) op erewoord dat de in dit formulier
en bijlagen verstrekte informatie volledig en juist is.

Gedaan te, op

Handtekening

Het formulier en bijlagen worden elektronisch ingediend via de website van het Waalse leefmilieuportaal, aangevuld met een elektronische handtekening die geleverd wordt via een door de administratie goedgekeurd systeem of via iedere andere door de administratie aanvaarde en op dezelfde website vermelde wijze.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 29 augustus 2019 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Namen, 29 augustus 2019.

C. DI ANTONIO

§ 2. De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning wordt door de houder van de erkenning ingediend honderdtwintig dagen voordat de lopende erkenning verstrijkt.

BIJLAGE 4

BIJLAGE 5. ERKENNINGSAANVRAAGFORMULIER DESKUNDIGE

ERKENNINGSAANVRAAGFORMULIER LABORATORIUM

Een erkenningsaanvraagformulier indienen per betrokken bedrijfszetel.

Het formulier en bijlagen worden elektronisch ingediend via de website van het Waalse leefmilieuportaal, en gaan vergezeld van een elektronische handtekening die geleverd wordt via een door de administratie goedgekeurd systeem of via iedere andere door de administratie aanvaarde en op dezelfde website vermelde wijze.

De aanvrager voorziet de bijlagen van referenties en legt deze voor naar het model van dit formulier.

De vereiste documenten en attesten zijn originelen en zijn van recente datum (van minder dan drie maanden gedateerd, te rekenen vanaf de datum van verzending van de aanvraag).

De bewoordingen "decreet bodem" en "BWR bodem" van dit formulier verwijzen naar het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering en van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Het formulier wordt gebruikt:

1. *in het kader van de voorbereidende fase van de indiening van het verzoek om een technisch onderzoek bij het "ISSeP" (de bijlagen 12 tot 16, 19 en 20 hoeven niet verstrekt te worden);*
2. *in het kader van de indiening van de erkenningsaanvraag bij de Administratie (de volledige versie moet verstrekt worden).*

VAK I: VOORWERP VAN DE AANVRAAG

De aanvraag betreft de erkenning als laboratorium* :

0 uit **categorie 1** (« volledige » erkenning : het laboratorium voert alle analyses bedoeld in bijlage I bij het vigerende decreet uit) (zie de bij te voegen Bijlage 1 in vak III van dit formulier)

0 uit **categorie 2** (« gedeeltelijke » erkenning : het laboratorium voert een deel van de analyses bedoeld in bijlage I van het vigerende decreet uit; de gekozen parameters worden nader bepaald in een bijlage, per type matrix (matrices bodem of water) (ze kunnen betrekking hebben op analytische packs – matrices bodem/water of organische/minerale analyses, enz.)) (zie de bij te voegen Bijlage 1 in vak III van dit formulier)

0 uit **categorie 3** (« aanvullende » erkenning : het laboratorium voert alle analyses betreffende de parameters of matrices die niet bedoeld zijn in bijlage I bij

het vigerende decreet uit; de gekozen parameters worden nader bepaald in een bijlage (zie de bij te voegen Bijlage 1 in vak III van dit formulier)

(*) de aangevraagde categorie (riën) aanvinken.

VAK II : IDENTITEIT VAN DE AANVRAGER

1. Identiteit:

Firmanaam of benaming (officiële naam geregistreerd bij het nationale handels- en vennootschappenregister) :.....

Rechtsvorm :.....

Identificatienummer bij het nationale handels- en vennootschappenregister (voor Belgische ondernemingen : KBO-nummer) :

BTW-identificatienummer :..... ..

2. Adres van de maatschappelijke zetel :

Land :.....

Gemeente :..... Postcode :.....

Straat :..... Nr. bus

Tel. :.....

E-mail :.....@.....

3. Lijst op naam van de bestuurders, zaakvoerders of personen met bevoegdheid om de vennootschap waarvoor de aanvraag ingediend wordt, te verbinden :

3.1. Natuurlijke personen:

NAAM :.....

Voornaam :.....

Functie :.....

NAAM :.....

Voornaam :.....

Functie :.....

NAAM :.....

Voornaam :.....

Functie :.....

3.2. Rechtspersonen :

Firmanaam of benaming :.....

Rechtsvorm :.....

Identificatienummer bij het nationale handels- en
vennootschappenregister :.....
.....

Firmanaam of benaming :.....

Rechtsvorm :.....

Identificatienummer bij het nationale handels- en
vennootschappenregister :.....
.....

4. Adres van de exploitatiezetel bedoeld in de aanvraag :

Land :.....

Gemeente :..... Postcode :.....

Straat :..... Nr. bus

5. Contactpersoon in het kader van de administratieve aanvraag (persoon die idealiter de Franse taal beheerst) :

NAAM :.....

Voornaam :.....

Functie :.....

Tel. :

E-mail :.....@.....

Voorkeursuur en -dag om gecontacteerd te worden :.....

6. Identiteit van de gemachtigde(n) die verantwoordelijk is (zijn) voor zowel de correcte toepassing van de in het Waalse Gewest vastgestelde regels in het kader van de erkenningsactiviteiten als de correcte uitvoering van de kwaliteitsmaatregelen met betrekking tot de diensten die worden verleend in het kader van de voorgestelde erkenning(en) als bedoeld in artikel 39, § 1, 2° en § 2 van het BWR bodem.

NAAM :.....

Voornaam :.....

Tel. :

E-mail :.....@.....

NAAM :.....

Voornaam :.....

Tel. :

E-mail :.....@.....

7. Technische contactpersoon(onen) bedoeld in artikel 38, 7°, van het BWR bodem, belast met het waarborgen van de contacten met de Administratie en haar vertegenwoordigers, die de voor de erkenning vereiste technische kennis en een voldoende beheersing van de Franse (of Duitse) taal rechtvaardigt(en):

NAAM :.....

Voornaam :.....

Functie :.....

Tel. :

Fax :.....

E-mail :.....@.....

Voorkeursuur en -dag om gecontacteerd te worden :.....

8. Identiteit van de kwaliteitsverantwoordelijke

NAAM :.....

Voornaam :.....

Tel. :

E-mail :.....@.....

VAK III : BIJLAGEN

De aanvrager voorziet de bijlagen van referenties en legt deze voor naar het model van dit formulier.

De bijkomende bijlagen worden eveneens genummerd volgens een doorlopende nummering.

Parameters waarvoor de erkenning aangevraagd wordt

Bijlage 1 De behoorlijk ingevulde, gedateerde en ondertekende lijst "**Parameters Erkenning Laboratorium**", die op de website van het Waalse leefmilieuportaal ter beschikking gesteld is, bijvoegen.

Bijlage 2 De behoorlijk ingevulde, "**Algemene Overzichtstabel**"¹, die op de website Waalse leefmilieuportaal ter beschikking gesteld is, bijvoegen: in deze tabel, de parameters identificeren waarvoor de erkenning wordt aangevraagd.

In geval van onderaanneming :

- dienen de parameters waarvoor de onderaanneming voorzien is, in deze tabel geïdentificeerd te worden;
- dient het erkenningsnummer van het erkend laboratorium dat als onderaannemer werkt voor de parameters van punt a. vermeld te worden ;
- dient een **afschrift van de overeenkomst van onderaanneming**, met identificatie van de exploitatiesite en vermelding van de duur van de onderaanneming (bijlage 3) verstrekt te worden.

Indien de door de aanvrager toegepaste methoden niet alle overeenstemmen met de CWEA-methoden, dient (in het kader van het verzoek om een technisch onderzoek) voor de betrokken methode(n) in aanvulling op bijlage 2 uitsluitend aan het ISSeP te worden verstrekt (in het kader van het verzoek om een technische enquête):

- ofwel een naar behoren gemotiveerd gelijkwaardigheidsverslag (opgesteld overeenkomstig de beginselen van het Waals compendium)

¹ overeenstemmend met bijlage 6 bij het BWR bodem

- ofwel alle technische informatie die nodig is voor de beoordeling van de gelijkwaardigheid door het ISSeP.

Identificatiedocumenten van de rechtspersoon die de erkenning aanvraagt (als bedoeld in vak II 1. en 2.)

Bijlage 4 Een afschrift van de bekendmaking van de statuten (in gecoördineerde versie) van de rechtspersoon of een voor eensluidend verklaard afschrift van de aanvraag van bekendmaking van de statuten verstrekken

Bijlage 5 Een afschrift van het uittreksel dat de registratie in het nationale handels- en vennootschappenregister bewijst, verstrekken

Documenten eigen aan elke bedrijfszetel waarvoor de aanvraag ingediend wordt (organisatie, bevoegdheden)

Bijlage 6 Een gedetailleerd organigram van de exploitatiezetel, met inbegrip van de technisch gesprekspartner (bedoeld in artikel 38, 7° van het BWR bodem), de laboratoriumdirecteur(s), de gemachtigde(n) (bedoeld in artikel 39, § 1, 1° en 2° van de AGW sols) en de kwaliteitsverantwoordelijke, verstrekken.

Bijlage 7 Een organigram dat de locatie van het laboratorium binnen de ouderstructuur aangeeft, verstrekken

Bijlage 8 De tabel « **Ervaring kwalificaties** » die ter beschikking gesteld is op het Waalse leefmilieuportaal, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend door de aanvrager en door elke persoon bedoeld in de artikelen 38, 7° en 39 § 1, 1° en 2° van het BWR bodem (technisch gesprekspartner laboratoriumverantwoordelijke(n) en bevoegde persoon (personen)) bijvoegen.

Deze tabel vermeldt met name :

- de identiteit van de in dienst genomen natuurlijke personen om te voldoen aan de voorschriften krachtens welke de erkenning aangevraagd wordt ;
- de kwalificaties van deze personen: diploma / aantal jaren ervaring met betrekking tot de gevraagde erkenning, verworven in de drie tot zes jaar voorafgaand aan de datum van de aanvraag;
- de verantwoordelijkheid van elke persoon binnen de bedrijfszetel, in verband met de uitoefening van de erkenning;
- het type contract en de aanstellingsperiode.

Gegevens die specifiek vereist worden voor de bevoegde persoon (personen) als bedoeld in artikel 39, § 1, 2° en § 2, van het BWR bodem.

Voor elke bevoegde persoon, de volgende documenten verstrekken:

- Bijlage 9 : een gedetailleerd curriculum vitae met een overzicht van de diploma's en met ten minste de vermelding van de ervaring die verworven

is in de drie tot zes jaar voorafgaand aan de datum van de erkenningsaanvraag ;

- Bijlage 10 : afschrift van het (de) diploma('s) ;
- Bijlage 11 : afschrift van de arbeidsovereenkomst tussen de bevoegde persoon en de aanvrager van de erkenning (of een door beide partijen medeondertekend document waaruit een aanstelling in de vorm van een arbeidsovereenkomst binnen de onderneming in de zin van de wet van 3 juli 1978 inzake arbeidsovereenkomsten bevestigd wordt, met vermelding van de duur ervan).

Morele en financiële garanteis (de bijlagen 12 tot 16 maken geen deel uit van het erkenningsaanvraagformulier dat aan het ISSeP moet worden verstrekt in het kader van het verzoek om een technisch onderzoek)

Bijlage 12 Voor de aanvrager bedoeld in vak II, 1 en 2 (rechtspersoon), een verklaring op erewoord behoorlijk gedateerd en ondertekend door een persoon met bevoegdheid om de vennootschap te binden, verstrekken, waaruit blijkt dat de aanvrager:

- een activiteit heeft die een daadwerkelijke en duurzame band heeft met de economie van het land waarin hij is gevestigd;
- niet het voorwerp is geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van de gewestelijke milieuwetgevingen (voor het Waalse Gewest gaat het om overtredingen van de eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu), met federale of enige andere milieuwetgevingen van een Lidstaat van de Europese Unie;
- geen veroordeling in verband met de sociale, fiscale en financiële wetgevingen opgelopen heeft ;
- aan al zijn sociale verplichtingen (inzake sociale zekerheid) en fiscale verplichtingen (directe belastingen en BTW) heeft voldaan;
- over voldoende financiële waarborgen beschikt;
- voldoende bekwaam is om teksten in het Frans of in het Duits op te stellen in zijn relaties met de administratie en haar vertegenwoordigers;
- noch op eigen titel, noch via een persoon die in diens opdracht handelt, een directie- of beheersfunctie uitoefent in een onderneming die actief is in de productie, de kwaliteitscontrole of grondbeheer in de zin van artikel 5 van het decreet van 1 maart 2018 of actief is in het materieel uitvoeren van saneringshandelingen en -werken.

Bijlage 13 Voor elke van de personen bedoeld in vak II, 3.1. (bestuurders, beheerders of personen die de vennootschap kunnen verbinden), een behoorlijk gedateerde en ondertekende verklaring op erewoord verstrekken, waaruit blijkt dat hij/zij:

- niet het voorwerp is geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van de gewestelijke milieuwetgevingen (voor het Waalse Gewest gaat het om overtredingen van de eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu), met federale of enige andere milieuwetgevingen van een Lidstaat van de Europese Unie;
- niet is veroordeeld tot een ontzetting uit zijn/haar burgerlijke en politieke rechten die nog steeds gevolgen heeft.

Bijlage 14 Voor elke vennootschap bedoeld in vak II. 3.2, een verklaring op erewoord, behoorlijk gedateerd en ondertekend door een persoon die de vennootschap kan verbinden, verstrekken, waaruit blijkt dat de vennootschap :

- niet het voorwerp is geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van de gewestelijke milieuwetgevingen (voor het Waalse Gewest gaat het om overtredingen van de eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu), met federale of enige andere milieuwetgevingen van een Lidstaat van de Europese Unie;

Bijlage 15 Verklaringen op erewoord, behoorlijk gedateerd en ondertekend door elke van de verantwoordelijken voor laboratoria bedoeld in artikel 39, § 1, 1° van het BWR bodem, verstrekken, waaruit blijkt dat hij/zij:

- niet het voorwerp is geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van de gewestelijke milieuwetgevingen (voor het Waalse Gewest gaat het om overtredingen van de eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu), met federale of enige andere milieuwetgevingen van een Lidstaat van de Europese Unie;
- niet is veroordeeld tot een ontzetting uit zijn/haar burgerlijke en politieke rechten die nog steeds gevolgen heeft.

Bijlage 16 Verklaringen op erewoord, behoorlijk gedateerd en ondertekend door elke van de gemachtigde personen (bedoeld in artikel 39, § 1, 2° en § 2, van het BWR bodem) verstrekken, waaruit blijkt dat hij/zij:

- niet het voorwerp is geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van de gewestelijke milieuwetgevingen (voor het Waalse Gewest gaat het om overtredingen van de eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu), met federale of enige andere milieuwetgevingen van een Lidstaat van de Europese Unie;
- niet is veroordeeld tot een ontzetting uit zijn/haar burgerlijke en politieke rechten die nog steeds gevolgen heeft;
- zich ertoe verbindt, de modules in voortgezette opleiding te volgen, die de administratie organiseert in verband met de wetgeving en de ontwikkelingen ervan, en met de bestuurspraktijk.

Uitrusting en middelen op technisch, menselijk en informatica niveau als bedoeld in artikel 39, § 1, 3°, van het BWR bodem

Bijlage 17: Het overzicht bijvoegen van het materieel alsook van de technische, menselijke en IT-middelen waarover de aanvrager beschikt om de wettelijke methoden en procedures (bepaald met name in het Waals compendium en de Waalse code van goede praktijken) toe te passen en de opdrachten uit te voeren waarvoor de erkenning vereist is, opgesteld naar het model verleend door de administratie via het Waalse leefmilieuportaal.

Erkend kwaliteitsborgingsysteem als bedoeld in artikel 39, § 1, 4° van het BWR bodem

Bijlage 18 : Bewijsstukken overleggen waaruit blijkt dat de aanvrager een erkend kwaliteitsborgingsysteem toepast dat betrekking heeft op alle organisatorische en technische activiteiten van het laboratorium², waarbij de volgende documenten worden verstrekt:

- a. ofwel het afschrift van het accreditatiecertificaat ISO 17025 (met tenminste een geanalyseerd parameter) ;
- b. ofwel documenten waaruit blijkt dat een ander organisatorisch en technisch kwaliteitsborgingsysteem voor laboratoriumactiviteiten ingevoerd is, die op basis van een verslag van het ISSeP door de administratie voorgeschreven of aanvaard wordt.

Technisch onderzoeksrapport van het ISSeP bedoeld in artikel 41 en planning van de uitvoering van de bepalingen van artikel 39, § 1, 5° van het BWR bodem (bijlage 19 maakt geen deel uit van het aanvraagformulier dat in het kader van de aanvraag voor een technisch onderzoek aan het ISSeP moet worden toegezonden).

Bijlage 19: Het in artikel 41 van het BWR bodem bedoelde ISSeP-verslag verstrekken, samen met het antwoord van de aanvrager op eventuele tekortkomingen die het ISSeP tijdens zijn technisch onderzoek heeft vastgesteld en, voor tekortkomingen die vóór de indiening van de erkenningssaanvraag moeten worden verholpen, de vereiste demonstratie-elementen.

Dit verslag bevat de "**Algemene overzichtstabel**" die door de administratie op het Waalse leefmilieuportaal ter beschikking gesteld wordt (zie bijlage 2 bij vak III van dit formulier), naar behoren ingevuld en ondertekend door de partijen (ISSeP/laboratorium).

Indien de door de aanvrager toegepaste methoden niet overeenstemmen met de methoden van het Waals compendium, bevat dit verslag voor de betrokken methode(n) ook:

- het advies van het ISSeP over het gelijkwaardigheidsverslag opgesteld overeenkomstig de beginselen van het Waals compendium,
- het door het ISSeP opgestelde formulier voor het bewijs van gelijkwaardigheid.

Verbintenis om de regels en controlemaatregelen na te leven (bijlage 20 maakt geen deel uit van het erkenningsaanvraagformulier dat in het kader van het verzoek om een technisch onderzoek aan het ISSeP moet worden toegezonden).

Bijlage 20 : De verklaring die gedateerd en ondertekend is door een persoon met bevoegdheid om de vennootschap te verbinden bijvoegen, waarvan het model door de administratie verstrekt wordt via het Waalse leefmilieuportaal, waarin de aanvrager zich ertoe verbindt de regels bedoeld in de artikelen 42 en 43 van het BWR bodem na te leven en te doen naleven, en zich te onderwerpen aan de controle- en sanctie maatregelen bepaald in de artikelen 44 tot 47 van het BWR bodem.

² Het kwaliteitsborgingsysteem is van toepassing op alle activiteiten van het laboratorium : dit punt moet worden onderschreven door het ISSeP en worden vermeld in zijn verslag over het technisch onderzoek (Bijlage 18)

Ondergetekende(n),, geïdentificeerd in vak II. 3.1, verklaart (verklaren) en bevestigt (bevestigen) op erewoord dat de in dit formulier en bijlagen verstrekte informatie volledig en juist is.

Gedaan te, op

Handtekening

Het formulier en bijlagen worden elektronisch ingediend via de website van het Waalse leefmilieuportaal, en gaan vergezeld van een elektronische handtekening die geleverd wordt via een door de administratie goedgekeurd systeem of via iedere andere door de administratie aanvaarde en op dezelfde website vermelde wijze.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 29 augustus 2019 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Namen, 29 augustus 2019.

C. DI ANTONIO

| | | | | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|--|--|----------------------------|---|
| Analyse | | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | |
| Chroom III: CAS-16065-83-1 (de waarden voorgesteld in het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering voor totaal chroom baseren op trivalent chroom) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | |
| chromium VI (CAS-18540-29-9) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-4 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | |
| koper (CAS-7440-50-8) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | |
| kwik (anorganisch Hg : CAS-7487-94-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-3 | - |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | |
| nikkel (CAS-7440-02-0) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | |
| lood (CAS-7439-92-1) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | |
| zink (CAS-7440-66-6) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-II-2.1 ; S-II-2.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | |
| Niet-gehalogeneerde aromatische koolwaterstoffen | | | | | | | | | |
| benzeen (CAS-71-42-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | |
| Ethylbenzeen (CAS-100-41-4) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | |
| Tolueen (CAS-108-88-3) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | |
| Xylenen (som) (CAS-1330-20-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | |
| Styreen (CAS-100-42-5) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | |
| Fenol (CAS-000108-95-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-2.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | |
| Niet-gehalogeneerde polycyclische aromatische koolwaterstoffen | | | | | | | | | |
| Naftaleen (CAS-91-20-3) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | S-III-1.1 ; S-III-1.2 ; | |

| | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--------------------------|--|
| | | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | | |
| Naftaleen (CAS-208-96-8) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | | |
| Acenafteen (CAS-83-32-9) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | | |
| Fluoreen (CAS-86-73-7) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | | |
| Fenantreen (CAS-85-01-8) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | | |
| Anthraceen (CAS-120-12-7) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | | |
| Fluorantheen(CAS-206-44-0) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | | |
| Pyreen (CAS-129-00-0) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | | |
| Benzo(a)anthraceen (CAS-56-55-3) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | | |
| Chryseen (CAS-218-01-9) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | | |
| Benzo(b)fluorantheen (CAS-205-99-2) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | | |
| Benzo(k)fluorantheen (CAS-207-08-9) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | | |
| benzo(a)pyreen (CAS-50-32-8) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | | |
| Dibenzo(ah)anthraceen (CAS-53-70-3) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | | |
| Benzo(g,h,i)peryleen (CAS-191-24-2) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | S-III-3.1 ; S-III-3.2 | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | | |
| Indeen(1,2,3-c,d)pyreen (CAS-193-39-5) | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|--|--|--|---|
| trivalent chroom) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II-1.2.2 |
| chroom VI (CAS-18540-29-9) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-II-3 |
| koper (CAS-7440-50-8) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II-1.2.2 |
| kwik (anorganisch Hg : CAS-7487-94-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-II-2.1 ; E-II-2.2 |
| nikkel (CAS-7440-02-0) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II-1.2.2 |
| lood (CAS-7439-92-1) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II-1.2.2 |
| zink (CAS-7440-66-6) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II-1.2.2 |
| Niet-gehalogeneerde aromatische koolwaterstoffen | | | | | | | | | |
| benzeen (CAS-71-42-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Ethylbenzeen (CAS-100-41-4) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Tolueen (CAS-108-88-3) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Xylenen (som) (CAS-1330-20-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Styreen (CAS-100-42-5) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Fenol (CAS-000108-95-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | geen (ref E-III-2.2, maar bestaat niet) |
| Niet-gehalogeneerde polycyclische aromatische koolwaterstoffen | | | | | | | | | |
| Naftaleen (CAS-91-20-3) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 ; E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Acenaftyleen (CAS-208-96-8) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Acenafteen (CAS-83-32-9) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Fluoreen (CAS-86-73-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Fenantreen (CAS-85-01-8) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |

| | | | | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--------------------------|
| Anthraceen (CAS-120-12-7) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Fluorantheen(CAS-206-44-0) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Pyreen (CAS-129-00-0) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Benzo(a)anthraceen (CAS-56-55-3) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Chryseen (CAS-218-01-9) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Benzo(b)fluorantheen (CAS-205-99-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Benzo(k)fluorantheen (CAS-207-08-9) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| benzo(a)pyreen (CAS-50-32-8) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Dibenzo(ah)anthraceen (CAS-53-70-3) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Benzo(g,h,i)peryleen (CAS-191-24-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Indeen(1,2,3-c,d)pyreen (CAS-193-39-5) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-3.1 ; E-III-3.2 |
| Gechloreerde koolwaterstoffen | | | | | | | | | |
| Dichloormethaan (CAS-75-09-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Trichloormethaan (CAS-67-66-3) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Tetrachloormethaan (CAS-56-23-5) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Tetrachlooretheen (PCE) (CAS-127-18-4) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Trichlooretheen (TCE) (CAS-79-01-6) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| 1,2-Dichlooretheen (som) (DCE) | | | | | | | | | |
| cis-DCE (CAS-156-59-2) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | |
| trans-DCE (CAS-156-60-5) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | |
| Chlooretheen (VC) (CAS-75-01-4) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| 1,1,1 - trichloorethaan (1,1,1-TCA) (CAS-71-55-6) | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| 1,1,2 - trichloorethaan (1,1,2 - TCA) (CAS-79-00-5) | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--------------------------|
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| 1,2 - dichloorethaan (1,2 - DCA) CAS-107-06-2) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Cyaniden | | | | | | | | | | |
| Vrije cyaniden (CAS-57-12-5) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-II-4 |
| Andere organische verbindingen | | | | | | | | | | |
| Methyl-tert-butylether (MTBE) (CAS-1634-04-4) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-1.1 ; E-III-1.2 |
| Aardoliekoolwaterstoffen | | | | | | | | | | |
| Fractie EC > 5-8 (zonder CAS) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-4 |
| Fractie EC > 8-10 (zonder CAS) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-4 |
| Fractie EC > 10-12 (zonder CAS) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-5 |
| Fractie EC > 12-16 (zonder CAS) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-5 |
| Fractie EC > 16-21 (zonder CAS) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-5 |
| Fractie EC > 21-35 (zonder CAS) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-5 |
| Overige parameters | | | | | | | | | | |
| Fenol-index (zonder CAS) | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | E-III-2.1 |
| | | | | | | | | | | |
| Voor laboratoria van categorie 3: | | | | | | | | | | |
| Lijst van de verbindingen (parameters of matrixen niet bepaald in bijlage 1 bij het decreet van 1 maart 2018) | | | | | | | | | | |
| Matrix : ... | | | | | | | | | | |
| Parameter : ... | | | | | | | | | | |
| Analyse | | | | | | | | | | |
| Voorbehandeling | | | | | | | | | | |

De vertegenwoordiger van het laboratorium verklaart voor echt dat de methodes, opgegeven in de tabel, toegepast worden door het laboratorium en verbindt zich ertoe de corrigerende maatregelen uit te voeren binnen de termijn bedoeld onder kolom 10.

Datum

: Handteken
ing:

Op grond van zijn technisch onderzoek verklaart de vertegenwoordiger van ISSeP dat hij nagegaan heeft dat het laboratorium de gemelde methodes uit de tabel uitvoert, evenals de overeenstemming ervan met die methodes ten opzichte van het Waals compendium.

Datum

: Handteken
ing:

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 29 augustus 2019 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Namen, 29 augustus 2019.

C. DI ANTONIO

BIJLAGE 6**BIJLAGE 7. REGISTRATIEAANVRAAGFORMULIER ALS STAALNEMER****REGISTRATIEAANVRAAGFORMULIER STAALNEMER**

Het formulier en bijlagen worden elektronisch ingediend via de website van het Waalse leefmilieuportaal, en gaan vergezeld van een elektronische handtekening die geleverd wordt via een door de administratie goedgekeurd systeem of via iedere andere door de administratie aanvaarde en op dezelfde website vermelde wijze.

De aanvrager voorziet de bijlagen van referenties en legt deze voor naar het model van dit formulier.

De vereiste documenten en attesten moeten origineel en minder dan drie maanden oud zijn te rekenen van de datum van verzending van de aanvraag, met uitzondering van het in bijlage 5 te verstrekken ISSeP-attest, dat maximaal 12 maanden vóór het indienen van dit formulier afgegeven moet worden.

VAK I: IDENTITEIT VAN DE AANVRAGER (natuurlijke persoon)**1. Identiteit van de staalnemer :**

Naam:

Voornaam:

Wenst de activiteit van staalnemer uit te oefenen:

0 voor eigen rekening*

Identificatienummer bij het nationale handels- en vennootschappenregister (voor Belgische ondernemingen : KBO-nummer) :

BTW-identificatienummer :

0 voor rekening van de volgende vennootschap*:

Firmanaam of benaming (officiële naam geregistreerd bij het nationale handels- en vennootschappenregister) :
.....

Rechtsvorm:.....

Identificatienummer bij het nationale handels- en vennootschappenregister (voor Belgische ondernemingen : KBO-nummer) :

BTW-identificatienummer :

(*) Vakje aanvinken

2. Adres:

Land :.....

Gemeente :..... Postcode :.....

Straat :..... Nr. bus
.....

Tel.:

E-mail :.....@.....

3. Adres van de exploitatiezetel(s) bedoeld in de aanvraag

Land :.....

Gemeente :..... Postcode :.....

Straat :..... Nr. bus
.....

Tel. :

E-mail :.....@.....

4. Contactpersoon voor de aanvraag (persoon die de Franse taal beheerst) :

NAAM :.....

Voornaam :.....

Functie:.....

Tel. :

E-mail :.....@.....

Voorkeursuur en -dag om gecontacteerd te worden :.....

VAK II : BIJLAGEN

De aanvrager voorziet de bijlagen van referenties en legt deze voor naar het model van dit formulier.

De bijkomende bijlagen worden eveneens genummerd volgens een doorlopende nummering.

Identificatiedocumenten van de persoon die de erkenning aanvraagt (als bedoeld in vak I, punt 1.)

Bijlage 1 Een kopie van de identiteitskaart van de aanvrager (staalnemer) overleggen

Bijlage 2 Een afschrift van het uittreksel dat de registratie in het nationale handels- en vennootschappenregister bewijst, overleggen (voor de staalnemer of, indien de staalnemer namens een vennootschap opereert, voor de vennootschap waarvoor hij werkt)

Bijlage 3 (indien de aanvrager (staalnemer) zijn activiteiten voor rekening van een vennootschap uitoefent) Een door de aanvrager en de vennootschap die hem in dienst neemt, gedateerd en ondertekend document overleggen waarin de arbeidsstatus van de aanvrager bij de vennootschap wordt bevestigd (met vermelding van de duur).

Morele garanties; materieel en technische en IT-middelen

Bijlage 4 Een verklaring op erewoord, behoorlijk gedateerd en ondertekend door de aanvrager(staalnemer) bedoeld in vak I, overleggen, waaruit blijkt dat hij/zij:

- niet het voorwerp is geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van de gewestelijke of federale milieuwetgevingen of van elke andere milieuwetgeving van een Lidstaat van de Europese Unie;
- niet is veroordeeld tot een ontzetting uit zijn/haar burgerlijke en politieke rechten die nog steeds gevolgen heeft;
- over het materieel en de technische middelen beschikt om de opdrachten inzake bodemstaalafnames te vervullen;
- over de nodige uitrusting en IT-middelen beschikt die nodig zijn voor de mededeling van informatie naar de laboratoria, deskundigen of de administratie;
- over voldoende redactionele vaardigheden in het Frans of in het Duits beschikt;
- zich ertoe verbindt om deel te nemen aan informatiesessies, upgrades en opleidingen, die door de Administratie of haar gemachtigde als in verband met zijn/haar opdrachten erkend worden;

Attest van deelname aan de ISSeP-opleiding - Staalnemer

Bijlage 5 Een afschrift van het recente attest (van minder dan 12 maanden) van het ISSeP overleggen, waaruit blijkt dat de aanvrager actief deelneemt aan de opleidingsmodule over de methoden van monsterneming, bemonstering, verpakking en bewaring van de monsters zoals beschreven in het "CWEA", in de Waalse code van goede praktijken en andere technische documenten in verband met het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering. Bij gebreke daarvan, een document overleggen waaruit blijkt dat de staalnemer zich ertoe verbindt de opleiding te volgen zodra deze voor het eerst wordt georganiseerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 121 van het besluit van de Waalse regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Verzekeringscontract

Bijlage 6 Het afschrift van het verzekeringscontract of van een verbintenis van de aanvrager (staalnemer) (of, indien de staalnemer zijn activiteiten voor rekening van een vennootschap uitoefent, van de vennootschap waarvoor hij werkt) en van de verzekeringsmaatschappij overleggen, waarbij ze binnen de maand van de kennisgeving van de registratie een beroepsaansprakelijkheidsverzekering zullen aangaan ter dekking van de activiteiten van de staalnemer

Verbintenis om de regels na te leven en zich te onderwerpen aan de controle- en sanctiemaatregelen

Bijlage 7 De verklaring bijvoegen, waarvan de administratie via de website van het Waalse leefmilieuportaal een model ter beschikking stelt, waarin de aanvrager zich ertoe verbindt alle wettelijke en reglementaire bepalingen na te leven, in het bijzonder de regels na te leven en zich te onderwerpen aan de controle- en sanctiemaatregelen voorzien in hoofdstuk 3 "Erkenningen en registratie", Afdeling 3 van het BWR bodem van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering; deze verklaring is behoorlijk gedateerd en ondertekend door de aanvrager (de aanvrager (staalnemer) of, indien de staalnemer zijn activiteiten voor rekening van een vennootschap uitoefent, de staalnemer en de vennootschap waarvoor hij werkt).

Ondergetekende(n) (de aanvrager (staalnemer) of, indien de staalnemer zijn activiteiten voor rekening van een vennootschap uitoefent, de staalnemer en de vennootschap waarvoor hij werkt),
....., geïdentificeerd in vak
I, punt 1.5.1 of 2.1, verklaart (verklaren) en bevestigt (bevestigen) op

erewoord dat de in dit formulier en bijlagen verstrekte informatie volledig en juist is.

Gedaan te, op

Handtekening

Het formulier en bijlagen worden via de website Waals leefmilieuportaal elektronisch ingediend, en gaan vergezeld van een elektronische handtekening die geleverd wordt via een door de administratie goedgekeurd systeem of via iedere andere door de administratie aanvaarde en op dezelfde website vermelde wijze.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 29 augustus 2019 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Namen, 29 augustus 2019.

C. DI ANTONIO

BIJLAGE 7

BIJLAGE 8. FORMULIER DAT HET SPECIFIEKE KADER VOOR BODEMBEHEER IN DE BIJLAGEN 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 EN 15 BIJ HET REGLEMENTAIR DEEL VAN HET WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ONTWIKKELING VERGEZELT

FORMULIER IN COMBINATIE MET HET KADER «DECREET BETREFFENDE BODEMBEHEER EN BODEMSANERING» IN DE AANVRAGEN VOOR STEDENBOUWKUNDIGE, EENMALIGE OF GEÏNTEGREERDE VERGUNNING EN VOOR STEDENBOUWKUNDIG ATTEST NR. 2

Dit formulier en de eventuele bijlagen moeten gevoegd worden bij het aanvraagformulier voor een vergunning of een stedenbouwkundig attest nr. 2 aangevraagd bij de bevoegde overheid bepaald in het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

De vereiste documenten zijn minder dan zes maanden oud.

De termen « Decreet bodem » van dit formulier verwijzen naar het Decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Hulp bij het invullen van dit formulier is beschikbaar op het Milieuportaal van de Waalse Overheidsdienst- <https://dps.environnement.wallonie.be/home/formulaires.html>

VAK I: VERIFICATIE VAN DE GEGEVENS VERMELD IN DE « B.D.E.S. » IN VERBAND MET HET GOED

I.1. Zijn de percelen waarvoor u een vergunning aanvraagt, opgenomen in de kleur "perzik" in de Databank Ondergrond (BDES – bdes.wallonie.be)¹ ?

Ja, gelieve de betrokken kadastrale percelen te vermelden, hetzij door onderstaande tabel in te vullen, hetzij door een gecertificeerd uittreksel van de BDES voor elk betrokken perceel bij te voegen (let wel, dit gecertificeerde uittreksel is tegen betaling en moet minder dan drie maanden oud zijn), en verder te gaan met de volgende vragen (inclusief die in vak II van dit document):

| Referentie van het kadastrale perceel waarop de kleur "perzik" betrekking heeft (<i>Categorie 1 en/of 2 zoals bepaald in artikel 12, § 2 en /of 3 van het Decreet bodem</i>) | Raadplegingsdatum in de B.D.E.S. (binnen drie maanden vóór de datum van indiening van dit formulier) |
|--|--|
| | |
| | |

¹ Wat betreft de percelen die in de BDES in "blauw" staan vermeld, gelieve kennis te nemen van de informatie die hierover wordt gegeven op het Leefmilieuportaal van de Waalse Overheidsdienst.

Nee, gelieve de punten I.2 en I.3 van vak I ten onderzoeken en vervolgens rechtstreeks te gaan naar de verklaring op erewoord aan het eind van dit document.

I.2 Indien u bijkomende informatie wenst te verstrekken over de toestand van de bodem, in verband met het voorwerp van de vergunningsaanvraag, die niet in de « BDES » aanwezig is en die nog niet aan het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst overgemaakt is, **gelieve** de procedure bepaald in artikel 6 van het decreet bodem te volgen door bodemverontreiniging aan te geven aan de toezichthoudend ambtenaar en aan het gemeentecollege van de betrokken gemeente(s).

I.3. Indien u correcties wenst aan te brengen in de BDES-data, **gelieve** een aanvraag tot rechtzetting in te dienen (gebruik van de "rechtzetting"-knop die hiervoor voorzien is voor elk perceel dat in de B.D.E.S. is opgenomen).

VAK II : VEREISTE DOCUMENTEN KRACHTENS DE VERPLICHTINGEN UIT HET DECREET BODEM

Opgelet: dit vakje dient enkel ingevuld te worden in het geval van een vergunningsaanvraag waarbij minstens één van de percelen waarop de aanvraag betrekking heeft, in de kleur "perzik" in de BDES is opgenomen.

II.1. Komt uw aanvraag voor een vergunning overeen met een van de volgende situaties :

| Voornaamste doel van de vergunningsaanvraag | JA | NEE |
|--|----|-----|
| Verwezenlijking van een netwerk voor de distributie, de productie of de sanering van water, elektriciteit of gas, telecommunicatie, tele-informatica, teledistributie of het vervoer van gas, elektriciteit of vloeistoffen | | |
| Verwezenlijking van wegenwerken | | |
| Tijdelijke vestiging in de zin van artikel 1, 4°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en waarvan de onafgebroken exploitatieduur niet meer dan één jaar bedraagt. | | |
| Project met handelingen en werken van beperkte aard of omvang en in overeenstemming met : | | |
| <ul style="list-style-type: none"> - de plaatsing van een vaste, niet voor bewoning bestemde inrichting die in de grond is ingebouwd, aan de grond is bevestigd of op de grond steun vindt ten behoeve van de stabiliteit in de zin van artikel D.IV.4, lid 1, 1°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling; | | |
| <ul style="list-style-type: none"> - de bouw van een gebouw of een bouwwerk of de plaatsing van een vaste inrichting die in de grond is ingebouwd of aan de grond is bevestigd in de zin van artikel D.IV.4, lid 1, 1°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, voor zover volgende samengevoegde voorwaarden zijn vervuld: <ul style="list-style-type: none"> a) het bouwwerk of de inrichting zijn niet voor bewoning bestemd; b) de grondinneming beslaat minder dan veertig vierkante meter; c) de handelingen en werken vereisen geen gronduitgraving; | | |

| | | | |
|--|--|--|--|
| | d) geen enkel deel van de grond is verhard en waterdicht gemaakt door werken, uitgevoerd in het kader van de vergunning; | | |
| | - de gevoelige wijziging van het bodemreliëf op een oppervlakte kleiner dan veertig vierkante meter en met een grondophoging of –afgraving van maximum vijftig centimeter ten opzichte van de natuurlijke grondhoogte; | | |
| | - de plantengroei- of verwijdering of –wijziging in de zin van artikel D.IV.4, lid 1, 13°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, op een oppervlakte kleiner dan twintig vierkante meter; | | |
| | - een bebossing in de zin van artikel D.IV.4, lid 1, 10°, wanneer deze bebossing bedoeld is om een fytomanagementproject te vestigen waarvan het doel niet in sanering van de bodem voorziet. | | |

Indien u voor ten minste één van de situaties in de bovenstaande tabel met ja hebt geantwoord, ga dan rechtstreeks naar de verklaring op erewoord aan het einde van dit document.

Zo niet, ga dan naar de volgende vragen.

II.2. Heeft uw vergunningsaanvraag betrekking op:

1° de uitvoering van een van de volgende handelingen en werken? :

| Handelingen en werken (bedoeld in artikel D.IV.4, lid 1, 1°, 4°, 9° en 13° van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling) | JA | NEE |
|---|-----------|------------|
| - bouw van een gebouw of bouwwerk, of gebruik van een terrein voor de plaatsing van een of meer vaste installaties | | |
| - wederopbouw | | |
| - aanzienlijke wijziging van het bodemreliëf | | |
| - het rooien of de wijziging van de vegetatie in een gebied waarvan de Regering de bescherming noodzakelijk acht | | |

Als u nee hebt geantwoord op alle situaties in bovenstaande tabel, ga dan naar punt 2°.

Als u voor ten minste één van de situaties in bovenstaande tabel met ja hebt geantwoord, ga dan naar de volgende deelvragen:

Heeft het terrein in kwestie ten minste één bekende of potentiële bodemverontreiniging?

Ja

Geef een korte beschrijving van de voorgenomen handelingen en werken en voeg een plan bij waarin duidelijk wordt aangegeven waar de bekende of potentiële bodemverontreiniging(en) en de werkgebieden waarvoor de vergunning wordt aangevraagd, zich bevinden.

.....

Betekenen bovenstaande handelingen en werken een verandering in de grondinneming die van invloed is op het bodembeheer²?

Ja, gelieve de effecten van deze handelingen en werkzaamheden op het bodembeheer te beschrijven

.....

Neen, gelieve te rechtvaardigen dat deze handelingen en werken geen gevolgen hebben voor het bodembeheer

.....

Nee, ga alsjeblieft naar punt 2°.

2° een wijziging van het gebruik in een restrictiever type (gebruik I is het meest restrictief en gebruik V het minst restrictief), dat het gevolg is van een wijziging van bestemming (zoals gedefinieerd in bijlage 2 bij het decreet bodem) of van feitelijk gebruik (zoals gedefinieerd in bijlage 3 van het decreet bodem)?

a) Gelieve uw huidige situatie te beschrijven:

| | Gebruik vermeld in de eerste kolom van bijlage 2 of 3 bij het decreet bodem | Overeenkomstig gebruiksnummer van het decreet bodem (, II, III, IV of V) |
|---------------------------------|---|--|
| Rechtstoestand (bijlage 2) | | |
| Feitelijke toestand (bijlage 3) | | |

Eventuele bijkomende opmerkingen :.....

b) Gelieve uw geplande situatie te beschrijven:

| | Gebruik vermeld in de eerste kolom van bijlage | Overeenkomstig gebruiksnummer van het decreet |
|--|--|---|
| | | |

² d.w.z., een wijziging van de grondoppervlakte of herinrichting van de grond wegens handelingen of werken die een belemmering of een extreme moeilijkheid vormen voor onderzoeken, analyses of saneringshandelingen en werken met betrekking tot een bodemverontreiniging die vastgesteld is op het terrein of in de onmiddellijke nabijheid ervan gelegen is

| | 2 of 3 bij het decreet bodem | bodem (, II, III, IV of V) |
|---------------------------------|------------------------------|----------------------------|
| Rechtstoestand (bijlage 2) | | |
| Feitelijke toestand (bijlage 3) | | |

Eventuele bijkomende opmerkingen :.....

c) Is er een verandering in het gebruik van een restrictiever gebruik?

Ja, rechtvaardig beknopt:

Nee, rechtvaardig beknopt:

Indien uw handelingen en werken geen wijziging van de grondinneming met gevolgen voor het bodembeheer met zich meebrengen en uw project niet leidt tot een wijziging van het gebruik van een restrictiever type, ga dan rechtstreeks naar de verklaring op erewoord aan het einde van dit document.

Zo niet, ga dan naar de volgende vragen.

II.3. Bent u betrokken bij de andere gevallen van afwijking van het uitvoeren van een beleidsstudie zoals voorzien in het decreet bodem ?

Ja, gelieve de beslissing van de Directie Bodemsanering van het Departement Bodem en Afval van het directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu waarbij de afwijking wordt toegestaan, die minder dan zes maanden oud is, bij te voegen.

Nee, gelieve bij dit formulier een door een erkende deskundige uitgevoerd oriënteringsonderzoek over de omtrek van de vergunningsaanvraag bij te voegen,, zoals vereist door het Decreet Bodem, en gelieve het dossiernummer te vermelden dat het door de Directie Bodemsanering van het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu is toegekend:.....

Ondergetekende(n),, verklaart (verklaren) en bevestigt (bevestigen) op erewoord dat de in dit formulier en bijlagen verstrekte informatie volledig en juist is.

Gedaan te, op

Handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 29 augustus 2019 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Namen, 29 augustus 2019.

C. DI ANTONIO